

3 CEDEFOP
YEARS

ISSN 1608-988X



2004

Rapport annuel



Rapport annuel 2004

Cedefop

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg:

Office des publications officielles des Communautés européennes, 2005

ISBN 92-896-0346-1

© Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, 2005
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

*Designed by Colibri Ltd. Greece
Printed in Belgium*

Le **Centre européen pour le développement de la formation professionnelle** (Cedefop) est le centre de référence de l'Union européenne pour la formation et l'enseignement professionnels. Nous livrons des informations et des analyses sur les systèmes et les politiques de formation et d'enseignement professionnels, ainsi que sur la recherche et la pratique dans ce domaine. Le Cedefop a été créé en 1975 par le règlement (CEE) n° 337/75 du Conseil.

Europe 123
GR-570 01 Thessaloniki (Pylea)

Adresse postale: PO Box 22427
GR-551 02 Thessaloniki

Tél. (30) 23 10 49 01 11

Fax (30) 23 10 49 00 20

E-mail: info@cedefop.eu.int

Page d'accueil: www.cedefop.eu.int

Site web interactif: www.trainingvillage.gr

Communautés virtuelles:

<http://communities.trainingvillage.gr>

Table des matières

	Évolution générale	4
Aire A	Développer la recherche	6
	Introduction et évolution générale	6
	Domaine d'activités 1: coopération dans la recherche	7
	A.1.1 Résultats proposés pour 2004	7
	A.1.2 Activités/résultats en 2004	8
	Domaine d'activités 2: rapports sur la recherche	12
	A.2.1 Résultats proposés pour 2004	12
	A.2.2 Activités/résultats en 2004	12
	Domaine d'activités 3: <i>Revue européenne «Formation professionnelle»</i>	13
	A.3.1 Résultats proposés pour 2004	13
	A.3.2 Activités/résultats en 2004	13
	Domaine d'activités 4: Agora Thessaloniki	14
	A.4.1 Résultats proposés pour 2004	14
	A.4.2 Activités/résultats en 2004	15
Aire B	Élaborer des rapports et faciliter une approche concertée	17
	Introduction et évolution générale	17
	Domaine d'activités 1: rapports dans le cadre du système de gestion des connaissances (KMS)	18
	B.1.1 Résultats proposés pour 2004	18
	B.1.2 Activités/résultats en 2004	19
	Domaine d'activités 2: rapports sur l'apprentissage tout au long de la vie (LLL)	23
	B.2.1 Résultats proposés pour 2004	23
	B.2.2 Activités/résultats en 2004	24
	Domaine d'activités 3: base électronique d'exemples choisis de bonnes pratiques	27

	B.3.1	Résultats proposés pour 2004	27
	B.3.2	Activités/résultats en 2004	28
	Domaine d'activités 4: approche concertée pour la création d'un espace ouvert de la FEP		33
	B.4.1	Résultats proposés pour 2004	33
	B.4.2	Activités/résultats en 2004	35
Aire C	Échanges et soutien aux partenaires		41
	Introduction et évolution générale		41
	Domaine d'activités 1: programme de visites d'étude Leonardo da Vinci II		42
	C.1.1	Résultats proposés pour 2004	42
	C.1.2	Activités/résultats en 2004	42
	Domaine d'activités 2: intégration des pays en voie d'adhésion		46
	C.2.1	Résultats proposés pour 2004	46
	C.2.2	Activités/résultats en 2004	46
	Domaine d'activités 3: assistance et service aux partenaires		50
	C.3.1	Résultats proposés pour 2004	50
	C.3.2	Activités/résultats en 2004	51
Aire D	Information, communication et diffusion		54
	Introduction et évolution générale		54
	Domaine d'activités 1: publications et diffusion		56
	D.1.1	Résultats proposés pour 2004	56
	D.1.2	Activités/résultats en 2004	56
	Domaine d'activités 2: accroître la visibilité et l'utilisation du Village européen de la formation		58
	D.2.1	Résultats proposés pour 2004	58
	D.2.2	Activités/résultats en 2004	59
	Domaine d'activités 3: bases de données et ReferNet gérés par le service Bibliothèque et documentation		62
	D.3.1	Résultats proposés en 2004	62
	D.3.2	Activités/résultats en 2004	62

Évolution générale

L'année 2004 a été pour le Cedefop une année de grande productivité. Ses activités et ses services ont contribué au développement de la formation professionnelle. Le soutien ainsi apporté aux politiques lui a valu une grande attention, notamment pour sa contribution très apparente et très appréciée au succès des manifestations de Maastricht pendant la présidence néerlandaise en 2004. Le communiqué de Maastricht adopté par les ministres de 31 pays, la Commission européenne et les partenaires sociaux européens rend brièvement compte des développements intervenus depuis la déclaration de Copenhague de novembre 2002, formule de nouvelles priorités européennes et nationales et trace la voie à suivre. Le communiqué de Maastricht fournit de nouveaux éléments au service de la réalisation des objectifs pour 2010. Il contribuera à guider nos activités au cours des années à venir.

L'élargissement de l'UE au 1^{er} mai 2004, avec l'adhésion de 10 nouveaux États membres, a représenté aussi un événement historique pour le Cedefop. Leur sortie de l'ETF et leur intégration dans le Cedefop se sont faites en douceur, en raison notamment du fait que le Cedefop les familiarisait depuis quelques années déjà à ses activités. La consolidation de l'élargissement a bien progressé, mais il faudra quelques années encore pour que ce processus parvienne à son terme. L'enthousiasme et le dynamisme des nouveaux États membres ont eu pour effet de revigorer nos réseaux et nos activités. Ils sont bien intégrés dans le ReferNet, et leurs données et leurs éléments comparables seront progressivement intégrés dans notre système de gestion des connaissances (KMS).

Le développement du KMS s'est poursuivi comme prévu. Pour la plupart des 11 thèmes, il est maintenant possible d'opérer une recherche d'informations sur le site du Village européen de la formation. Si la base de données eKnowVet est la principale source d'informations, d'autres dispositifs, bases de données et outils, telles les communautés virtuelles, fournissent également des informations. En raison de développements parfois spontanés et de changements de priorités, uniformisation et synergie ont été les instruments essentiels mis en œuvre pour parvenir à une plus grande cohérence et offrir un meilleur service.

Le système d'exemples de bonnes politiques et de bonnes pratiques a été repris de manière plus systématique, aboutissant à l'adoption pour 2005 d'une démarche de mise en œuvre pratique. L'apprentissage mutuel et le transfert d'expériences et de connaissances sont des éléments essentiels de l'innovation, qui est capitale pour maîtriser les problèmes et les défis qui se présentent. Face à l'effectif de 80 millions de personnes faiblement qualifiées dans l'UE et à la nécessité de doubler le nombre d'actifs titulaires de qualifications de niveau supérieur (universitaire), il est impératif que tous les acteurs et tous les intéressés consentent des efforts et des investissements considérables.

Le troisième rapport sur la recherche, finalisé en 2004, montre que le renforcement des investissements dans la FEP et dans l'apprentissage tout au long de la vie stimule la croissance économique, améliore le tissu social et est fortement bénéfique aux individus.

Avec les résultats obtenus en 2004, le Cedefop apporte sa pierre à la construction de stratégies novatrices et contribue aux efforts communs en faveur des réformes et de la poursuite de l'action.

Il faut maintenant passer à la vitesse supérieure, notamment au niveau national et décentralisé, pour pouvoir réaliser les objectifs ambitieux définis pour 2010.

Le présent rapport rend compte des principaux progrès accomplis au regard des objectifs fixés dans le programme de travail du Cedefop. Les rapports sur les différents projets sont précédés d'un bref rapport introductif. On trouvera un exposé plus détaillé des résultats des rapports et de la recherche dans notre catalogue de publications, sur les sites web et dans les communautés virtuelles du Cedefop.

AIRE A

Développer la recherche

L'équipe travaillant dans cette section comprend Mette Beyer-Paulsen, Pascaline Descy, Éric Fries Guggenheim, Olga Ilina-Strietska, Martin Mulder, Barry Nyhan, Manfred Tessaring, Petr Vicenik, Norbert Wollschläger.

Introduction et évolution générale

En 2004, plusieurs publications de recherche importantes, les activités en réseaux et la coopération renforcée avec nos interlocuteurs ont accru la visibilité et la diffusion des résultats de recherche du Centre.

D'importantes activités ont été entreprises dans le cadre du Panorama de la recherche en Europe (ERO – *European Research Overview*) pour permettre la mise en commun des informations et ressources en matière de recherche. La pleine intégration des bases de données de l'ERO dans le ReferNet et le KMS permet de fournir un service d'information et de communication à la communauté des chercheurs d'Europe, ainsi qu'aux décideurs politiques et aux praticiens.

L'Arène de recherche du Cedefop (Cedra – *Cedefop Research Arena*), qui favorise la mise en place d'un réseau interactif de collaboration entre les chercheurs de FEP en vue de développer, de diffuser et de mettre en commun les connaissances, a continué d'apporter son soutien à des projets portant sur l'apprentissage lié au travail. En particulier, cette année deux publications sur l'expérience du travail et le processus de travail ont paru et deux nouveaux projets sur les travailleurs âgés et l'apprentissage tout au long de la vie et la région apprenante ont été lancés.

Le Cedefop a fourni suivi scientifique et informations pour l'étude *Achieving the Lisbon goal: the contribution of VET* [Atteindre l'objectif de Lisbonne: la contribution de la FEP], menée pour la Commission européenne (DG EAC) par un consortium international. Un rapport de synthèse, *La formation et l'enseignement professionnels: une*

clé pour l'avenir. Lisbonne-Copenhague-Maastricht: se mobiliser pour 2010, a été publié. Il formule des messages et des conclusions sur les moyens d'accélérer la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne-Copenhague. Ce travail a été présenté à la conférence ministérielle qui s'est tenue à Maastricht les 14/15.12.2004 sous les auspices de la Présidence néerlandaise.

Le troisième rapport de recherche du Cedefop *Apprendre: une valeur sûre* traite de la contribution de l'enseignement et de la formation à la réalisation d'une société de la connaissance. Il spécifie comment l'apprentissage bénéficie sur le plan matériel et immatériel aux individus, aux entreprises et à la société dans son ensemble. Il discute également comment améliorer la conception et la mise en œuvre de l'enseignement et de la formation par une évaluation ciblée. Le rapport devrait paraître sous forme imprimée en février 2005. Des extraits sont déjà disponibles en ligne au laboratoire de recherche du Village européen de la formation.

La qualité des articles proposés pour la *Revue européenne* ne cesse de s'améliorer et les efforts se poursuivent pour réduire encore les retards de production. Des activités conjointes sont envisagées avec le réseau Redcom de revues d'éducation comparée.

Dans le cadre de ses conférences *Agora Thessaloniki*, le Cedefop fournit un forum de discussion des questions de FEP entre différents acteurs. Il facilite les débats de pointe sur les résultats de la recherche entre les chercheurs et nos interlocuteurs, qu'ils soient décideurs ou praticiens. Les deux conférences organisées en 2004 ont une fois encore prouvé combien les discussions de ce type sont stimulantes et à quel point elles peuvent renforcer au sens large

la visibilité du Cedefop sur le marché.

Par ailleurs, les activités sur l'histoire de la FEP jouent un rôle important pour bien comprendre les différents systèmes de FEP en Europe et pour aménager pour l'avenir l'enseignement et la formation dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie.

Enfin, un soutien expert a été fourni au groupe de travail H mis en place dans le cadre du «processus des objectifs», chargé du thème *Rendre l'apprentissage attrayant, liens avec la recherche, la vie active et la société en général*, qui joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre du processus de Copenhague.

Domaine d'activités 1:

Coopération dans la recherche

A.1.1. Résultats proposés pour 2004

- (a) *Coordonner l'intégration des bases de données de l'ERO dans le ReferNet et le système de gestion des connaissances (KMS);*
- (b) *promouvoir le travail en réseau et la coopération sur la Toile pour le développement, la diffusion et la mise en commun des connaissances entre tous les partenaires et y associer de plus en plus étroitement les pays en voie d'adhésion et les pays candidats;*
- (c) *rassembler du matériel de recherche sur les thèmes du KMS, en accordant une importance particulière aux questions suivantes:*
 - *formation professionnelle initiale – formation professionnelle continue;*
 - *orientation et conseil pour la formation, l'emploi et l'évolution de carrière;*
 - *financement de l'investissement dans*

- les ressources humaines;*
- *formation des enseignants et des formateurs de FEP;*
- (d) *animer des réseaux collaboratifs consacrés à des thèmes spécifiques:*
 - *réseau européen sur la détection précoce des besoins de compétences,*
 - *réseaux locaux pour l'apprentissage collaboratif, le développement des connaissances et la recherche,*
 - *développement des ressources humaines et organisations apprenantes,*
 - *apprentissage lié au travail et travailleurs âgés,*
 - *plate-forme virtuelle pour les jeunes chercheurs en FEP;*
- (e) *coordonner/commander des travaux de recherche sur les sujets suivants:*
 - *une étude «Lisbonne/Barcelone/Copenhague» sur les objectifs fixés dans ces initiatives politiques, assurer une contribution sur la base des résultats des projets du Cedefop et de ses bases de données, analyser l'avancement des travaux, préparer la réflexion politique et les points qui seront discutés au niveau du Conseil pendant la Présidence néerlandaise en décembre 2004,*
 - *les approches permettant la détection précoce des besoins, nouveaux ou en mutation, de compétences, ainsi que les résultats recueillis, également au niveau des secteurs, des régions et des professions, et leur traduction en politiques et en pratiques,*
- *le développement des ressources humaines (DRH) dans le cadre des stratégies de mise en œuvre de l'apprentissage tout au long de la vie;*
- (f) *organiser les activités suivantes sur l'histoire de la FEP:*
 - *le suivi de la première conférence tenue en 2002,*
 - *en coopération avec les Archives historiques de l'Union européenne, une communauté virtuelle gérée et animée depuis Florence,*
 - *la préparation d'une publication sur l'histoire de la FEP, en tant que contribution éventuelle à la célébration du 30^e anniversaire du Cedefop en 2005.*

A.1.2. Activités/résultats en 2004

- (a) La base de données ERO a été ouverte au public en mai sur le site du Village en conjonction avec la reconstruction et la mise à jour des pages du Cedra ⁽¹⁾. Le Cedra et l'un de ses volets, l'ERO, ont leurs propres maisons accessibles depuis la section projets et réseaux du site du Village. Les membres nationaux du ReferNet ont été mis au courant des derniers développements de l'ERO lors de la réunion du ReferNet tenue en juin. Ils ont été priés de mettre à jour leurs entrées et ont donné leur accord ⁽²⁾. Des sessions de formation avec les administrateurs ReferNet ERO (en particulier les nouveaux États membres) ont eu lieu en octobre. Des manuels sur la réalisation de l'ERO ont été diffusés. Un modèle de présentation d'une vue d'ensemble des politiques de recherche (rapports natio-

⁽¹⁾ Hyperlien vers les pages de Cedra: http://www.trainingvillage.gr/etv/Projects_Networks/Cedra/. La base de données ERO est accessible depuis l'hyperlien figurant sur la page de l'ERO.

⁽²⁾ D'importants problèmes subsistent quant à l'introduction, au contrôle de qualité et à l'actualisation des données de nombreux États membres.

naux de recherche) dans chaque pays a également été mis au point. La gestion de la liste de diffusion ERO (comportant plus de 400 membres), connue sous la désignation *ERO call*, est maintenant assurée sur le mode interne par l'équipe du Cedefop ⁽³⁾.

(b) Dans le cadre du Cedra, les résultats de la recherche sont diffusés au moyen de publications imprimées et du site web du Cedra. Le site web du Cedra a été révisé en mai 2004. Le Cedra a continué de fournir un soutien au réseau européen de recherche en FEP (VETNET) dans le cadre de l'Association européenne de recherche en éducation (ECER), qui a tenu sa conférence annuelle en Crète en septembre 2004. Deux documents de recherche sur le travail du Cedra/de l'ERO ont été présentés à la conférence par Barry Nyhan et Petr Vicenik. La liste de diffusion *ERO call* continue d'être activement utilisée par la communauté de recherche.

(c) Un appel d'offres comportant des lots sur chaque thème a été lancé en 2003. Trois lots ont abouti:

- thème 4: formation et enseignement professionnels initiaux;
- thème 5: formation et enseignement professionnels continus;
- thème 6: formation des enseignants et formateurs de FEP.

Les contrats ont démarré en février 2004. Tous les rapports finals ont été remis et acceptés. Les résultats viendront enrichir le contenu de la base de données/base de documents ERO. Les résultats de ces études ont fait l'objet d'une évaluation et une ample

stratégie d'intégration de la recherche dans le KMS a été formulée par l'Aire A. Elle englobe l'amélioration et l'assurance de la qualité du contenu de l'ERO, la liaison sémantique des bases de données ERO et eKnowVet et l'élaboration d'une interface commune de recherche pour les utilisateurs des deux bases de données.

(d) Thème: Réseaux locaux pour l'apprentissage coopératif.

Un projet de recherche intitulé *Learning together for local innovation - the promotion of learning regions* [Apprendre ensemble pour l'innovation locale – la promotion des régions apprenantes] a commencé en décembre 2004 (à poursuivre en 2005).

- Thème: Développement des ressources humaines et organisations apprenantes.

Deux documents ont été présentés lors de la conférence annuelle de la recherche en DRH, qui s'est tenue à Limerick en mai 2004 sur le thème *Reflective learning for excellence in work organisations; Making sense of European work and learning cultures* [Un apprentissage réfléchi en vue de l'excellence dans les entreprises. Mettre à profit les cultures européennes du travail et de l'apprentissage.]

- Thème: Apprentissage lié au travail et travailleurs âgés.

Ce projet a commencé par une réunion d'un nouveau petit réseau le 21 octobre 2004 à Bruxelles (à poursuivre en 2005).

- Plate-forme virtuelle pour les jeunes chercheurs en FEP.

⁽³⁾ La liste était auparavant gérée par une agence externe sous contrat avec le Cedefop.

Ce projet a été lancé avec succès par l'Aire A en 2003 ⁽⁴⁾.

- Un soutien continue d'être fourni au groupe de travail H mis en place dans le cadre du *processus des objectifs*, chargé du thème *Rendre l'apprentissage attrayant*, des liens avec la recherche, la vie active et la société en général. Des contributions d'experts sont apportées à la préparation et au déroulement de réunions et séminaires. Des présentations ont été effectuées lors de trois réunions en 2004.
- L'ouvrage (publication de référence) *Learning through work experience for the knowledge economy - issues for educational research and policy* [Apprendre de l'expérience du travail pour l'économie de la connaissance - enjeux pour la recherche et les politiques d'éducation] a été publié en mars 2004 et lancé à la conférence de l'ECER en septembre 2004 (cet ouvrage examine comment mieux utiliser pour l'apprentissage les stages en entreprise).
- L'ouvrage *European perspectives on learning at work - the acquisition of work process knowledge* [Perspectives européennes de l'apprentissage au travail – l'acquisition des connaissances des processus de travail] a été envoyé à l'imprimerie début octobre et devrait être publié en février 2005.
- Un document basé sur la publication Cedra *The challenge of e-learning – issues for policy and prac-*

tice in Europe [L'apprentissage électronique dans les petites entreprises: enjeux et problématiques pour les politiques et les pratiques en Europe] a été diffusé lors de la conférence annuelle du European consortium for the learning organisation (ECLO) à Dublin (mai 2004). Un document sur «L'apprentissage électronique et les PME» a été présenté à la conférence «E-Skills 2004» à Thessalonique en septembre 2004. Un document sur le même thème a été présenté lors d'un atelier européen organisé à Bruxelles par la Commission européenne et UNISYS/Euro-space le 18 octobre 2004.

- (e) Le Cedefop a pris en charge le suivi scientifique et apporte sa contribution à l'étude *Achieving the Lisbon goal: the contribution of VET* [Atteindre l'objectif de Lisbonne: la contribution de la FEP], menée pour la Commission européenne (DG EAC) par un consortium (coordination: Tom Leney, QCA) regroupant plusieurs membres du ReferNet. L'étude a été présentée à la conférence de Maastricht tenue le 15 décembre 2004 sous les auspices de la Présidence néerlandaise. Sur la base de cette étude et de matériel complémentaire, le Cedefop a publié un rapport de synthèse *La formation et l'enseignement professionnels – une clé pour l'avenir. Lisbonne-Copenhague-Maastricht: se mobiliser pour 2010* (auteurs: Manfred Tessaring et Jennifer Wannan). L'étude récapitule les principaux résultats et formules

⁽⁴⁾ Depuis le deuxième contrat lancé fin 2003, le travail mené dans ce cadre a vu sa priorité passer des «Jeunes chercheurs en FEP» aux «Aspects relatifs aux jeunes», poursuivant ainsi le travail mené sur le site You@ETV. L'Aire A n'assume donc plus la responsabilité de ce projet.

des messages et des conclusions sur les moyens d'accélérer la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne-Copenhague. Le rapport a été présenté à la conférence ministérielle de Maastricht le 14 décembre 2004.

- La plate-forme électronique Skillsnet, opérationnelle depuis janvier 2004, a fait l'objet d'une mise à jour permanente et de nouveaux documents de travail et publications ont été mis à la disposition des membres du réseau Skillsnet et du public.

Le premier atelier sectoriel Skillsnet *Trends and skill needs in the tourism sector* [Tendances et besoins de compétences dans le secteur du tourisme] a été organisé en collaboration avec le réseau allemand FreQueNz à Halle les 29/30 avril. Les préparatifs de publication des actes de la conférence (en EN et DE) ont commencé dès la fin de la conférence, la parution aura lieu début 2005.

Skillsnet a fourni une contribution au symposium «La construction de qualifications européennes», organisé à l'automne 2004 par le Haut comité Éducation Économie Emploi du ministère français de l'éducation nationale avec le soutien de la Commission européenne.

Les 25/26 novembre, l'atelier Skillsnet *Systems, Institutional Frameworks and Processes for Early Identification of Skills Needs* [Systèmes, cadres institutionnels et processus de détection précoce des besoins de compétences] a été organisé à Dublin conjointement avec l'Irlande – le Groupe d'experts sur les futurs besoins de compétences et la FÁS. Les travaux de la conférence seront publiés en 2005.

- D'autres travaux de recherche se sont concentrés sur les approches sectorielles du développement des compétences, notamment dans le complexe agro-alimentaire. La première enquête sur les responsabilités gouvernementales en matière de formation professionnelle dans le secteur agro-alimentaire a été menée à bien. Il importait de recueillir ces informations face à l'absence de toute vue d'ensemble, due au fait que dans divers États membres, l'enseignement agricole relève des attributions du ministère de l'agriculture.
- (f) Les actes de la conférence sur l'histoire de la formation et de l'enseignement professionnels en Europe ont été publiés en deux parties fin 2004. La première partie analyse l'émergence des systèmes de FEP dans une perspective comparative et la seconde examine l'évolution de la FEP dans le contexte de la construction européenne et le rôle du Cedefop. En outre, la plupart des communications à cette conférence ont été proposées pour publication dans la *Revue européenne «Formation professionnelle»*. Ces publications sont particulièrement intéressantes dans une perspective historique permettant de mieux saisir les situations en présence, afin de pouvoir agir sur l'évolution des politiques futures (à poursuivre en 2005).

Domaine d'activités 2:

rapports sur la recherche

A.2.1. Résultats proposés pour 2004

- (a) *Publier et promouvoir un rapport de référence contenant des contributions individuelles de chercheurs externes; des contributions sélectionnées seront publiées en format électronique;*
- (b) *publier, promouvoir et diffuser le rapport de synthèse, qui s'appuie sur des travaux internes et externes et qui présente un panorama de la recherche au sens large;*
- (c) *publier et diffuser quelques extraits et un synopsis du troisième rapport sur la recherche, en format imprimé et en format électronique accessible sur le site du Village européen de la formation;*
- (d) *mettre en place un groupe de pilotage et consulter les collègues et les interlocuteurs du Cedefop, y compris les membres du ReferNet, pour définir les thèmes du quatrième rapport sur la recherche et identifier les travaux de recherche pertinents.*

A.2.2. Activités/résultats en 2004

- (a) Les contributions au rapport de référence ont été thématiquement regroupées en trois volumes:
 - *Impacts of education and training*
 - *The foundations of evaluation and impact research*
 - *Evaluation of systems and programmes*

Leur publication sous forme imprimée (en anglais) est prévue pour février 2005, les contributions étant toutefois disponibles depuis novembre 2004 en ligne sur le site du Village, d'où elles

peuvent être téléchargées. [http://www.trainingvillage.gr/etv/Projects_Networks/ResearchLab/]

- (b) Le troisième rapport sur la recherche en formation et enseignement professionnels, *Apprendre: une valeur sûre – Évaluation et impact de l'éducation et de la formation*, a été finalisé et révisé et sa publication est en préparation.

La publication de la version anglaise imprimée est prévue pour février 2005. Les versions française et allemande suivront courant 2005. La publication fait l'objet d'une présentation sur une page d'accueil spécifique: [http://www.trainingvillage.gr/etv/Projects_Networks/ResearchLab/]

- (c) Divers produits ont été conçus:
 - des documents et présentations ont été élaborés à partir de matériel présenté dans le rapport;
 - deux articles sur le troisième rapport sur la recherche ont été préparés pour *Cedefop Info* (également disponible sur le site du Village);
 - un synopsis sera disponible dans 20 langues officielles de l'UE en 2005, sous forme imprimée et sur le site du Village;
 - un prospectus sur le rapport de référence sera publié en anglais.
 - un prospectus sur le rapport de synthèse sera publié dans 20 langues officielles de l'UE.

Le début des préparatifs pour le quatrième rapport sur la recherche a été repoussé à début 2005 dans l'attente de la décision du Conseil de direction sur l'avenir des rapports sur la recherche et sur les politiques et du Communiqué de Maastricht.

Domaine d'activités 3:

Revue européenne «Formation professionnelle»

A.3.1. Résultats proposés pour 2004

- (a) *Publier trois numéros de la Revue (version imprimée) en temps voulu, ce qui suppose un cycle continu de tâches régulières et récurrentes d'organisation, de gestion et de production;*
- (b) *poursuivre les efforts engagés pour accroître le nombre des abonnements, notamment en introduisant un forfait d'abonnement multiproduits pour les produits du Cedefop incluant l'abonnement à la Revue;*
- (c) *améliorer le cycle de production en termes d'efficacité et de qualité;*
- (d) *analyser et renforcer la coopération avec d'autres revues européennes ou internationales spécialisées dans le domaine de la FEP en Europe et ailleurs;*
- (e) *conduire et évaluer une étude de marché et élaborer une stratégie pour accroître le nombre de numéros payants et pour mieux adapter les thèmes aux besoins des lecteurs;*
- (f) *accroître la coopération avec les pays en voie d'adhésion et les pays candidats, en ce qui concerne tant l'envoi de contributions que la promotion de la Revue;*
- (g) *publier un numéro spécial sur les pays en voie d'adhésion;*
- (h) *préparer un rapport sur la rentabilité de la Revue (et d'autres publications) et rechercher un meilleur rendement de l'investissement.*

A.3.2. Activités/résultats en 2004

- (a) Le numéro 31 de janvier-avril (2004/I) a été distribué aux abonnés en décembre 2004;
le numéro 32 de mai-août (2004/II) a été mis sous presse en décembre et sera distribué aux abonnés en février 2005;
le numéro 33 de septembre-décembre (2004/III) devrait être publié et fourni aux lecteurs en mars 2005;
le numéro 34 de janvier-avril (2005/I) est dans les délais et devrait être distribué le 4/4/2005.
- (b) L'idée d'introduire un forfait d'abonnement multiproduits pour les produits du Cedefop incluant l'abonnement à la *Revue* a pour l'instant été repoussée, car elle n'est pas encore techniquement réalisable.
- (c) L'ensemble du processus de publication (décision sur le contenu d'un numéro, traduction, maquette, impression, distribution aux abonnés) prend actuellement environ douze mois. Des réunions mensuelles sont tenues pour tous les agents du Cedefop participant à ce processus, afin de le ramener à neuf mois tout d'abord, voire moins encore, si possible.
- (d) En juillet 2004, nous avons conclu des contacts avec le réseau Redcom (Réseau de diffusion de l'éducation comparée). Il s'agit d'un réseau de revues qui a pour objectifs:
 - la publication commune d'articles sur les politiques d'éducation et de formation dans différentes langues européennes;
 - le développement d'un site web sur les politiques d'éducation et de formation en Europe.

Le rédacteur en chef et le président du comité de rédaction de la *Revue européenne* ont participé aux dernières réunions des comités de pilotage du projet Redcom. Il a été décidé:

- d'organiser un séminaire commun sur le thème: Créer une base européenne de connaissances sur l'éducation – les grands enjeux de l'éducation TSER à Kassel (11-12 mars 2005);
 - de produire au troisième trimestre 2005 une publication commune, ou tout au moins un numéro spécial commun, avec les cinq revues qui participent au projet Redcom: *European Journal of Education, Politique de l'éducation et de la formation, Die Hochschule, Trends in Bildung international* et la *Revue européenne «Formation professionnelle»* [numéro 36, septembre-décembre 2005/III pour la *Revue européenne*]. Le comité de rédaction ad hoc, chargé de la mission de sélectionner les articles communs, s'est réuni le 13 décembre 2005.
- (e) Après avoir analysé les raisons des retards que connaît le processus de production, le comité de rédaction a décidé que le secrétariat de rédaction et le comité de rédaction concentreraient leurs efforts sur la recherche d'articles de qualité. La campagne de marketing a été différée jusqu'après 2005.
- (f) En octobre 2004, le comité de rédaction de la *Revue européenne* a accueilli deux nouveaux membres représentant les nouveaux États membres et originaires l'un de Pologne, l'autre de Lituanie. Un nouveau membre du secrétariat de rédaction a été sélectionné;

il est originaire de Lituanie. L'appel à contributions pour la *Revue* a été traduit dans les neuf langues des nouveaux États membres et dans les quatre langues des pays candidats. Les articles écrits dans l'une quelconque de ces langues sont désormais pris en considération.

- (g) Le numéro spécial 33, septembre-décembre 2004/III, sur la FEP dans les nouveaux États membres et dans les pays candidats, sera publié en février.
- (h) Les tableaux présentés dans la note du 18 avril 2003 du rédacteur en chef au Directeur sur l'analyse des coûts de la *Revue européenne* ont été actualisés. Les données actualisées seront analysées et publiées en 2005.

Domaine d'activités 4:

Agora Thessaloniki

A.4.1. Résultats proposés pour 2004

- (a) Préparer et réaliser trois conférences Agora, et assurer la diffusion correspondante, sur les sujets suivants:
- innover dans les entreprises grâce à la FEP,
 - sport et nouvelles approches de la FEP,
 - orientation et conseil: nouvelles politiques et nouveaux instruments pour le travail et l'apprentissage tout au long de la vie;
- (b) poursuivre les efforts pour transformer les conférences Agora en une activité n'entraînant pas de frais;
- (c) préparer une programmation à plus long terme pour les années à venir.

A.4.2. Activités/résultats en 2004

- (a) La conférence Agora «New approaches to VET through sport» [Sport et nouvelles approches de la FEP] a été préparée en étroite coopération avec la DG EAC-Unité Sport: elle a eu lieu les 10 et 11 mai 2004 et a rassemblé quelque 120 participants. Un projet de rapport de la conférence (DE) a été soumis.

Un nouveau site web consacré aux conférences Agora (<http://www.cedefop.eu.int/agora/>) a été mise au point en étroite collaboration avec les collègues du Village. Le nouveau site web expose les principes des conférences et met en évidence leur qualité éprouvée. La nouvelle solution est structurée en fonction des normes essentielles du développement de sites web et intègre les principes d'une interface utilisateur (GUI) bien configurée. La base de données utilisée satisfait à tous les critères de normalisation.

La conférence Agora XXI (*Orientation et conseil tout au long de la vie*, 4 et 5 octobre 2004) a réuni environ 75 participants (dont 50 ont payé les droits de participation). Un projet de rapport de la conférence est disponible et sera publié sous peu.

La conférence Agora XXII (*Innovations dans les entreprises grâce à la FEP*), initialement prévue pour les 29 et 30 novembre 2004, a dû être repoussée pour des raisons organisationnelles et aura lieu les 28 février et 1^{er} mars 2005. Le nombre de délégués participant aux différentes conférences Agora tout comme leur origine varie fortement en fonction des questions traitées. Plus le thème de la conférence est large, plus l'intérêt qu'elle peut susciter est

grand. Toutefois, le nombre de praticiens participant aux conférences Agora reste relativement faible. Si toutes les conférences Agora organisées en 2004 avaient été annoncées fin 2003, il reste nécessaire de prévoir une période de planification préliminaire plus longue et de renforcer les activités de promotion.

- (b) Faire des conférences Agora une activité neutre au niveau des coûts demeure un objectif très ambitieux. De nouvelles activités de promotion et de marketing (programme d'exposition) ont été lancées et expérimentées, mais n'ont pas abouti aux résultats escomptés.
- (c) L'idée de regrouper trois petites conférences Agora en une seule manifestation annuelle et de la rattacher à une exposition internationale sur l'éducation et la formation qui sera lancée à Thessalonique l'année prochaine (Désignation: *Horizons éducatifs*) a été rejetée.

Une discussion interne a été menée sur la future structure de la conférence Agora. Les principales observations étaient les suivantes:

- l'importance de ces échanges de vues entre praticiens, décideurs et chercheurs;
- l'importance de l'aspect budgétaire;
- la réaction positive des participants;
- la variété des thèmes, l'accent plus spécifique sur le processus de Copenhague;
- la possibilité d'organiser deux Agoras par an au lieu de trois;
- il faudrait susciter davantage d'intérêt au-delà de l'UE afin de donner aux conférences une «saveur» internationale favorisant la comparabilité;

- lier éventuellement les thèmes des conférences Agora aux thèmes du programme de visites d'étude pour l'année à venir;
 - ces conférences devraient aussi être utilisées pour renforcer au sens large la visibilité du Cedefop sur le marché.
- Les thèmes suivants ont été proposés pour de futures conférences Agora:
- enseignements à tirer de l'*Étude de Maastricht*;

- enseignants et formateurs de FEP;
- examens, tests et diplômes de FEP;
- l'apprentissage informel et non formel dans la pratique.

Les conférences Agora devraient être organisées sur le mode transversal, c'est-à-dire non pas comme un projet distinct mais comme une plate-forme pour différents projets du Cedefop.

Aire A

ressources humaines et financières (2004)

	Prévisions (*)	Exécution
Total personnel Aire A en équivalent plein temps:	11,6	10,9
Domaine d'activités 1: Cedra/ERO	311	252
Domaine d'activités 2: rapports sur la recherche	270	190
Domaine d'activités 3: <i>Revue européenne</i> « <i>Formation professionnelle</i> »	302	319
Domaine d'activités 4: conférences <i>Agora Thessaloniki</i>	98	78
Total euros	981	839

(*) Les chiffres diffèrent de ceux publiés au Programme de travail 2004 parce que la subvention accordée a été inférieure à la demande du Conseil d'administration et que les frais de mission ont été affectés aux domaines d'activités.

Observations

Les causes des différences figurent pour la plupart dans le texte sur l'exécution du programme de travail. Il convient de noter par ailleurs que:

- (a) les différences concernant le rapport sur la recherche sont essentiellement dues au fait que le prochain rapport sur la recherche n'a pas encore commencé. Priorité a été donnée à la contribution du Cedefop à l'étude de Maastricht et au rapport de synthèse.

- (b) L'exécution de Cedra/ERO a coûté moins en raison d'effets de synergie avec le ReferNet et le système de gestion des connaissances KMS. En outre, la gestion de la base de données a été réalisée au Centre et non par un contractant externe.

AIRE B

Élaborer des rapports et faciliter une approche concertée

L'équipe travaillant dans cette section comprend James Michael Adams, Tina Bertzeletou, Mette Beyer-Paulsen, Sylvie Bousquet, Mara Brugia, Lynne Chisholm, Pascaline Descy, Sarah Elson-Rogers, Corinna Frey, Franz Gramlinger (depuis le 1/7/2004), Eila Heikkilä (depuis le 17/5/2004), Maria-José Janardo (depuis le 3/6/2004), Anne-France Mossoux (jusqu'en avril 2004), Julie Murray (†), Colin Mc Cullough, Irene Psifidou (depuis le 1/10/2004), Eleonora Waltraud Schmid (depuis le 14/9/2004), Burkart Sellin, Dóra Stefánsdóttir, Philippe Tissot, Jennifer Wannan.

Introduction et évolution générale

Les activités menées par l'Aire B en 2004 se sont concentrées sur les domaines ci-après.

La mise en place du système de gestion des connaissances (KMS). Priorité a été donnée à une approche thématique de l'établissement de rapports sur tous les aspects de la FEP au sein du système de gestion des connaissances et les résultats sont déjà en ligne au Village. Le travail sur les publications plus traditionnelles sur papier s'est également poursuivi.

Le soutien aux processus des Objectifs et de Copenhague s'est articulé en trois axes principaux. Premièrement, le soutien technique et scientifique aux groupes de travail mis en place par la Commission (orientation, transparence, apprentissage électronique, enseignants et formateurs, qualité dans la FEP, validation de l'apprentissage non formel, etc.). Deuxièmement, 23 communautés virtuelles (avec plus de 7000 utilisateurs actifs) ont été établies afin de nourrir le débat, tant au sein de ces groupes de travail que dans des cercles plus larges. Troisièmement, le Cedefop, mandaté par la Commission, développe la plate-forme unique Europass, qui sera opérationnelle début 2005.

Le soutien à la mise en œuvre de l'apprentissage tout au long de la vie (LLL, *lifelong learning*) s'est concentré sur trois aspects. Tout d'abord, une importante publication de référence; ensuite, la contribution au dernier rapport de la Commission sur les progrès réalisés dans le développement des politiques de LLL des États membres et, enfin, une maquette de la base de connaissances a été produite en

étroite collaboration avec la Commission européenne (DG EAC) et d'autres acteurs, principalement les coordinateurs du LLL des États membres.

Le travail sur le *e-learning* s'est poursuivi par l'utilisation d'enquêtes électroniques destinées à mesurer les développements et les tendances dans ce domaine, afin de conférer au Cedefop une fonction d'observatoire au niveau européen.

Le processus de familiarisation des nouveaux États membres, des pays en voie d'accession et des pays candidats a progressé à travers diverses activités menées dans l'Aire en une collaboration étroite et fructueuse avec l'ETF (pour un compte rendu détaillé, voir Aire C).

Domaine d'activités 1:

rappports dans le cadre du système de gestion des connaissances (KMS)

B.1.1. Résultats proposés pour 2004

(a) *En utilisant le matériel livré par le ReferNet et d'autres sources (Eurydice et OCDE notamment), ou provenant de ressources/bases électroniques d'informations internes, ou encore de la recherche, étayer le débat sur les thèmes suivants:*

- *financement de l'investissement dans les ressources humaines,*
- *orientation et conseil pour la formation, l'emploi et l'évolution de carrière; évaluer et analyser le matériel fourni par le ReferNet et les informations provenant d'autres sources (telles que le TTnet) concernant les thèmes suivants:*

- *formation professionnelle initiale,*
- *formation professionnelle continue,*
- *formation des enseignants et formateurs de FEP,*
- *développement des qualifications et des compétences et pédagogie innovante;*

(b) *stabiliser une structure commune qui soit utilisée pour le KMS (11 thèmes) et pour les synthèses thématiques et qui couvre l'ensemble des thèmes de manière concise. Les informations seront collectées à travers le ReferNet. Les synthèses thématiques servent de cadre directeur pour préparer les descriptions brèves des systèmes nationaux de FEP; préparer une publication électronique régulièrement mise à jour pour tous les États membres plus l'Islande et la Norvège, ainsi qu'une publication imprimée pour les pays assurant la Présidence du Conseil, à savoir:*

- *l'Irlande (début 2004),*
- *les Pays-Bas (mi-2004);*

(c) *intégrer progressivement les nouveaux États membres dans le système de rapports du KMS (synthèses thématiques et 11 thèmes spécifiques), en étroite coopération avec l'ETF et les pays en voie d'adhésion;*

(d) *consolider les activités de coopération entre le Cedefop, Eurydice et l'ETF, et entre le Cedefop et les organisations internationales concernées (telles que l'OCDE, l'OIT, le Conseil de l'Europe, l'Unesco, l'AEFP et European Schoolnet) dans le cadre du KMS et grâce à la création d'un consortium d'organisations internationales;*

(e) *diffuser le deuxième rapport du Cedefop sur les politiques de formation, assurer le suivi de cette publication et préparer*

le troisième rapport sur les politiques de formation à la lumière des résultats de l'étude Maastricht;

- (f) *préparer deux rapports sur les principaux événements actuels dans la FEP pour la réunion des DGFP sous chacune des Présidences du Conseil de l'UE (et en assurer la diffusion via le site du Village);*
- (g) *publier sous forme imprimée et électronique trois numéros de Cedefop Info rendant compte des développements européens et nationaux dans le domaine de la FEP.*

B.1.2. Activités/résultats en 2004

- (a) Le travail mené sur eKnowVet en 2004 s'est attaché à accélérer le processus d'intégration dans la base de données des informations thématiques en provenance tant des pays de l'UE-15 (plus la Norvège et l'Islande) que des 10 nouveaux États membres. Six des onze thèmes ont été traités à un titre ou un autre pendant le courant de l'année (c'est-à-dire qu'un travail a été effectué pour chacun de ces thèmes sur un ou plusieurs des trois produits eKnowVet: synthèse thématique, analyse thématique détaillée et analyse comparative), comme indiqué ci-dessous:
 - synthèses thématiques (deuxièmes éditions, UE-15+2): des mises à jour avaient été reçues en février et mars 2004 pour l'Autriche, le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne, la Suède et le Royaume-Uni. Des retours d'information pour les différents pays ont été communiqués en avril et les 12 rapports ont été publiés sur le site

du Village fin avril. La principale modification de cette remise à jour concernait la restructuration du thème 10 pour l'adapter à la structure de l'analyse thématique détaillée;

- synthèses thématiques (troisièmes éditions): une matrice révisée a été fournie début mai avec pour échéance fin 2004. La principale modification de la matrice était la restructuration du thème 4 pour l'adapter à la structure de l'analyse thématique détaillée. Il s'agit de la troisième édition pour les pays UE-17, mais de la première pour les nouveaux États membres. Jusqu'à présent, des révisions/premiers projets de contributions ont été reçus des pays suivants: Danemark, Estonie, Pays-Bas et Espagne;
- thème 10 – financement de l'investissement dans les ressources humaines: des deuxièmes révisions ont été reçues dans le courant de l'année des pays suivants: Autriche, Danemark, Finlande, Italie, Norvège, Portugal, Espagne et Royaume-Uni, et ont été publiées sur le site du Village (novembre 2004). Le travail sur l'analyse comparative s'est poursuivi (pour 12 pays – tous les pays n'ont pas encore envoyé de contribution finalisée). Il a été convenu d'une présentation comparative finale, les étapes suivantes requérant l'accord du ReferNet;
- thème 9 – orientation et conseil pédagogiques et professionnels: les contributions finales de 29 pays (UE-25 + Norvège, Islande, Roumanie, Bulgarie) ont été mises en ligne sur le site du Village en même temps qu'une analyse comparative (en avril 2004 sur les pages consacrées à

l'orientation, puis en octobre 2004 dans un espace spécifique eKnowVet). Ce travail avait été préparé en 2002-2003 par l'OCDE, le Cedefop et l'ETF;

- thème 4 – formation professionnelle initiale: en juin 2004, des projets initiaux de contributions avaient été reçus des pays suivants: Autriche, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne et Suède et Royaume-Uni. Des retours d'information ont été préparés par le Cedefop et envoyés en août 2004. Des contributions finales tenant compte de nos observations ont été reçues des pays suivants: Danemark, Finlande, France, Pays-Bas, Portugal et Espagne. Une étude de faisabilité s'est achevée en avril 2004 afin d'étudier les possibilités de préparation d'une analyse comparative (à poursuivre en 2005);
- thème 5 – formation professionnelle continue: des premiers projets de contributions ont été reçus en cours d'année des pays suivants: Autriche, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Islande, Irlande, Italie, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Suède et Royaume-Uni. Des retours d'information pour les différents pays ont été préparés par le Cedefop et envoyés à la mi-novembre 2004. Les contributions révisées arriveront début 2005 pour publication au printemps. Une étude de faisabilité visant à évaluer la possibilité d'une analyse comparative a été lancée en mai et s'est achevée à la fin de décembre 2004 (à poursuivre en 2005);
- thème 6 – formation des enseignants et formateurs de FEP: sur la base

des contrats d'étude lancés en 2003 et au début de 2004, des contributions finales pour l'Autriche, la Finlande, l'Allemagne, la Grèce, l'Islande, l'Irlande, l'Italie ont été acceptées par le Cedefop, approuvées par le ReferNet et publiées en ligne sur le site du Village (fin décembre 2004). Des contributions finales ont également été reçues de la Belgique, du Danemark, de la France et du Royaume-Uni, mais sont en instance d'approbation par le ReferNet. Des rapports intérimaires ont été fournis (ou vont l'être) par les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et l'Espagne. Des appels d'offres pour les nouveaux États membres seront lancés début 2005 (à poursuivre en 2005);

- thème 3 – cadre institutionnel: offre d'éducation et de formation: une matrice détaillée a été établie en octobre et novembre 2004 et a été communiquée au ReferNet après consultation d'Eurydice et de l'ETF. Les matrices seront complétées par les pays de l'UE-17 pour le printemps 2005;
- thème 7: figurait à l'origine au Programme de travail 2004, mais a été remplacé par le thème 3.

Autres activités/résultats en 2004

L'année 2004 a elle aussi été une année de changement. Au responsable à plein temps de la base de données s'est substitué un responsable à temps partiel, et un responsable de liaison pour les contenus a été remplacé. Le travail est néanmoins allé de l'avant pour compléter le plus grand nombre possible de thèmes pour le plus grand nombre possible de pays. L'intégration de 10 nouveaux États membres dans

eKnowVet a constitué un défi de taille. Certaines activités importantes ont été réalisées parallèlement au programme de travail principal:

- améliorations du fonctionnement de l'interface Internet pour assurer une meilleure efficacité de la gestion et un plus grand dynamisme de l'interface, notamment:
 - actualisation de l'interface du ReferNet pour l'édition du travail;
 - amélioration de la capacité de copie, colle et édition de diagrammes et tableaux
 - «nettoyage» de la liste des utilisateurs (à poursuivre en 2005).
- améliorations pour l'utilisateur accédant aux informations par l'intermédiaire du Village, notamment:
 - nouvelle rédaction de toutes les pages concernant les *Systèmes nationaux de FEP* et nouvelle présentation de la base de données eKnowVet;
 - début du travail sur le lien vers la base de données VET-Acro;
 - liens vers la base de données *Auteurs, sources et références* sur eKnowVet.

Un atelier a également été réalisé avec le ReferNet (en prolongement de sa réunion technique actuelle) en octobre 2004, conçu pour constituer un processus d'apprentissage pour les nouveaux membres du ReferNet et un forum de discussion et d'échange pour les membres existants.

(b) Descriptions brèves des systèmes de FEP

En 2004, des travaux ont été menés sur les descriptions brèves pour l'Irlande, les Pays-Bas, le Luxembourg, le Royaume-Uni et la Norvège. Ce dernier pays mis à part, toutes ces descriptions ont été planifiées pour parution en temps utile pour la réunion

des Directeurs généraux dans le cadre des présidences respectives. Elles ont été (ou seront) toutes publiées dans la série Cedefop Panorama, et sont aussi accessibles sur le site du Village. La description brève du système de FEP d'Irlande a été éditée par le Cedefop à partir de la contribution de la FÁS, le membre irlandais du ReferNet, à la synthèse thématique au sein du eKnowVet du Cedefop (voir plus haut). Elle a été traduite en allemand et en français.

La description brève du système de FEP des Pays-Bas a été élaborée en une version préliminaire par le Cinop (le membre néerlandais du ReferNet) et éditée conjointement par le Cedefop et le Cinop à partir de la contribution de ce dernier à la synthèse thématique au eKnowVet et d'une description brève parue antérieurement. Elle a été traduite en allemand, en français et en néerlandais.

Alors que contact avait été initialement pris avec le membre luxembourgeois du ReferNet au début de l'été, ce n'est qu'à la suite de l'intervention du ministre de l'éducation du Luxembourg, en septembre, que le travail a commencé sur la préparation d'un rapport. Suite à une collaboration très étroite entre le Cedefop et le ministère, une version préliminaire a été rédigée et envoyée pour publication et traduction (en allemand et en anglais) en décembre.

Pendant les derniers mois de l'année 2004, des discussions ont été menées avec le membre britannique du ReferNet, qui préparera le rapport pour la présidence du Royaume-Uni (deuxième semestre 2005).

Le membre norvégien du ReferNet ayant fait part de son intérêt pour la préparation d'une description brève du système norvégien et sa publication par le Cedefop, des discussions initiales ont été menées en vue de sa publication fin 2005.

- (c) Voir B1.2a) Les rapports dans le cadre du KMS ont été étendus aux nouveaux États membres.
- (d) Une réunion a eu lieu en début d'année avec des représentants d'Eurydice pour présenter l'état actuel d'avancement des rapports dans le cadre du système de gestion des connaissances KMS. Le Cedefop a par ailleurs proposé au Conseil de l'Europe son expertise technique pour l'élaboration d'une base de connaissances sur la politique de la jeunesse. Il existe des liens étroits entre le Cedefop et les activités de jumelage électronique (*eTwinning*) du réseau scolaire européen EUN Schoolnet.
- (e) Le deuxième rapport sur les politiques a été diffusé de diverses manières. Il a été formellement lancé lors de la manifestation annuelle de DRH à Londres en avril 2004. Sa publication a également été annoncée aux personnes inscrites au Village. Des synopsis du rapport ont été élaborés en 20 langues (y compris pour les nouveaux États membres) et largement diffusés lors de conférences et de manifestations auxquelles le Cedefop a participé ainsi que sur le site du Village. Par ailleurs, des présentations PowerPoint sur certains pays (Espagne, Grèce, Pays-Bas, Suède) ont été préparées à partir de données figurant dans le rapport et mises en ligne sur le site du Village pour téléchargement. Dès

avant tout comme aussi après le lancement du rapport, une série de présentations ont été effectuées par le Directeur, le Directeur adjoint et d'autres collègues à l'intention de députés européens ainsi que d'autres parties intéressées pour exposer les constats du rapport. Le rapport sur les politiques a également servi de document source essentiel pour l'étude de Maastricht, qui a dressé un bilan des progrès réalisés par l'UE dans la poursuite de ses objectifs de Lisbonne en matière d'éducation et de formation.

- (f) Un rapport a été préparé, traduit et diffusé en trois langues pour la réunion des Directeurs généraux de la formation professionnelle (DGFP) qui s'est tenue à Dublin en mars. Grâce à l'excellente collaboration avec l'ETF, ce rapport a pour la première fois couvert de manière intégrée non seulement les États membres de l'UE et certains autres pays de l'EEE, mais aussi les pays alors en voie d'accession et pays candidats. Un rapport couvrant également les États membres de l'Union élargie a été préparé pour la réunion d'octobre à La Haye. Il a été traduit et diffusé en quatre langues. Une version partiellement actualisée de ce rapport a été mise au point pour la deuxième réunion des DGFP sous la Présidence néerlandaise, qui s'est tenue à Maastricht en décembre. Ces rapports sont disponibles dans les différentes langues sur le site du Village. Le défi à relever est celui de l'élaboration d'un rapport qui, tout en couvrant près d'une trentaine de pays, respecte les objectifs de concision, de lisibilité et d'exactitude. Cette tâche est devenue d'autant plus difficile au second semestre

2004 que le Cedefop doit maintenant couvrir 27 pays directement, sans le soutien et l'assistance de l'EFT.

- (g) Le numéro 3/2003 de *Cedefop Info* a été publié, en retard, au début de l'année. Les trois numéros de 2004, d'une vingtaine de pages chacun, ont été préparés, édités et traduits. Les numéros 1 et 2/2004 ont été publiés et diffusés en juin et septembre respectivement. Le numéro 3/2004 sera imprimé et distribué en janvier 2005. Le contenu de tous les numéros, ainsi que certains matériels supplémentaires pour lesquels la place faisait défaut dans la version papier, a été publié sur le site du Village européen de la formation du Cedefop.

Tous les numéros comportaient des informations sur les nouveaux États membres et les pays candidats, et le numéro 1/2004 contenait en encart un dossier spécial de huit pages sur les 10 nouveaux États membres. Des efforts ont été faits pour rendre plus pleinement compte des activités propres du Cedefop et d'autres activités menées au niveau européen et international dans les domaines relatifs à la FEP. Pendant l'année, le travail s'est poursuivi en coopération avec le graphiste pour améliorer la présentation de *Cedefop Info*.

Domaine d'activités 2:

rappports sur l'apprentissage tout au long de la vie (LLL)

B.2.1. Résultats proposés pour 2004

- (a) *Éducation et formation tout au long de la vie (Lifelong learning – LLL)*
- *Élaborer une analyse Eurobaromètre en profondeur du LLL et préparer des rapports brefs et des rapports complets pour publication en format imprimé et électronique. Une répétition de l'Eurobaromètre 2003 en 2004 incluant les nouveaux États membres sera envisagée avec la DG Éducation et culture;*
 - *publier un document de référence sur le LLL en tant que résultat de la conférence de 2003 sur le LLL, centré sur des questions hautement pertinentes pour le développement futur des politiques, de la recherche et des pratiques;*
 - *organiser le suivi des rapports sur le LLL, qui s'appuiera sur le rapport intermédiaire présenté au Conseil du printemps 2004, afin d'assurer la cohérence entre les processus de Copenhague, des objectifs et du LLL, et sur les rapports des partenaires sociaux concernant leur accord cadre;*
 - *établir une coopération avec l'OCDE sur les cadres nationaux de qualifications et l'éducation et la formation tout au long de la vie.*
- (b) *Développement des compétences*
- *Coopérer avec le consortium Career Space pour:*
 - *la définition de profils de compétences en TIC dans les métiers des médias/graphisme, de l'in-*

- l'élaboration de recommandations pour le développement de programmes destinés à des formations non universitaires dans les secteurs correspondants,
 - l'achèvement d'un nouveau site sur la Toile pour les métiers et secteurs visés (voir aussi aire C, domaine d'activités 3);
 - organiser des ateliers avec le CEN/ISSS en vue de valider les profils de compétences en TIC développés avec Career Space pour une série d'autres secteurs et branches. Rechercher la manière d'établir des liens avec l'approche sectorielle du processus de Copenhague;
 - apporter un soutien au forum e-skills grâce à l'animation d'une communauté virtuelle e-skills et à l'intégration des données dans le système de rapports, valoriser les produits e-skills dans le cadre du KMS du Cedefop, etc.;
 - animer une conférence e-skills en juin 2004 à Thessalonique – faisant suite au sommet e-skills 2002 de Copenhague –, afin de boucler le débat avec les décideurs politiques, les chercheurs et les praticiens sur les résultats du Forum e-skills mis en place par la DG Entreprises et soutenu par le Cedefop.
- (c) e-learning
- Suite donnée au projet e-TTnet, qui bénéficie d'une aide au titre du plan d'action e-learning:
 - inventaire des pratiques novatrices,
 - système de compétences,
 - portail sur la Toile et guide des ressources,
 - élaboration de scénarios,
 - indicateurs,
 - apprentissage collaboratif,
 - participation active à la mise en place d'un observatoire durable du e-learning, de préférence dans le cadre d'un partenariat public-privé,
 - participation active au débat sur la qualité du e-learning, grâce à l'organisation d'un Forum européen sur la qualité du e-learning, qui réunira les acteurs compétents; exploitation envisagée pour le KMS du Cedefop;
 - suite donnée à d'autres e-projets au titre du plan/programme d'action e-learning:
 - phase finale du projet DELOS visant à créer un observatoire du e-learning en Europe,
 - poursuite du projet sur la qualité dans le e-learning visant à développer un cadre durable pour la qualité dans ce domaine utilisant la technologie,
 - activités d'observation concrète du e-learning avec un consortium de recherche utilisant le Village comme plate-forme.
- B.2.2. Activités/résultats en 2004**
- (a) Les premiers résultats Eurobaromètre du LLL ont déjà été publiés en 2003 sous le titre *L'éducation et la formation tout au long de la vie: l'avis des citoyens*. En 2004, une analyse détaillée des résultats a été effectuée et publiée en anglais: *Lifelong learning: citizens' views in close-up*. Sa traduction en français et en allemand sera publiée en 2005. Les deux publications sont également disponibles par voie électronique sur le site du Village. Une

répétition de l'analyse Eurobaromètre dans les nouveaux États membres en collaboration avec la DG EAC a été envisagée (à compléter).

En 2003 et 2004, le Cedefop a été membre actif du Groupe thématique 1 au sein de l'activité de l'OCDE sur *Le rôle des systèmes nationaux de certification pour promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie*. La rédaction finale d'un rapport sur *Le développement et l'utilisation d'un cadre de certification comme moyen de réformer et de gérer les systèmes de certification* a été menée en 2004 et le rapport sera disponible en 2005. Il présente des définitions et des concepts pour les systèmes et les cadres de certification, des conditions pour l'introduction de cadres, des études de cas et un modèle d'introduction, et traite d'autres aspects tels que les avantages, les scénarios et la dimension internationale de ces cadres. Des contributions à ce rapport ont émané d'Allemagne, d'Australie, d'Espagne, de Grèce, d'Irlande, d'Italie, du Japon, de République tchèque, du Royaume-Uni et de l'Organisation internationale du travail OIT.

(b) Développement des compétences

Les solutions des entreprises utilisatrices de TIC en matière de compétences et de formation ont été analysées pour trois secteurs: industrie automobile, banque et finance, graphisme et médias. Un rapport a par ailleurs été produit sur les solutions en matière de compétences et de formations non universitaires ou professionnelles aux TIC. Ces rapports ont alimenté les débats du Forum européen *e-skills* mis en place par la Commission euro-

péenne (DG Entreprises) en mars 2003. Parallèlement, le Cedefop a mis en place à l'appui du Forum *e-skills* une communauté virtuelle: <http://communities.trainingvillage.gr/esf>.

Des versions imprimées des quatre rapports finals ont été publiées en 2004. Un rapport de synthèse est sous presse. Tous les rapports et les résultats ont alimenté la conférence *e-skills* organisée par la Commission en collaboration avec le Cedefop et des partenaires des milieux industriels et que le Cedefop a accueillie à Thessalonique en septembre 2004 (voir plus loin).

Cette conférence a réuni quelque 150 délégués de toutes les parties concernées et a abouti à un ensemble de recommandations et de conclusions d'une importance capitale pour l'action future aux niveaux européen et national. On peut aussi déduire son succès du fait qu'une centaine de demandes de participation n'ont pu être acceptées pour des raisons techniques. Les documents correspondants ont été placés sur le site web (www.eskills2004.org) établi par le Cedefop et par la communauté virtuelle consacrée au Forum *eSkills*.

La coopération avec la DG Entreprises a englobé un certain nombre de nouvelles actions conjointes:

- un cadre de référence ou métacadre européen *e-skills*;
- la poursuite de l'animation de la communauté virtuelle du Forum *e-skills* et l'édition de deux bulletins *e-skills* (le numéro 1 publié par le Cedefop et la Commission à la fin de 2003, le numéro 2 en juin 2004), et
- l'établissement d'un site web pour la conférence: www.eskills2004.org;

- un rapport de référence pour la conférence *e-skills* susvisée;
- une brochure récapitulant les délibérations et les résultats de cette conférence.

Le *Guide pour le développement de programmes de formation aux compétences en TIC* et les *Profils de compétences génériques en TIC* ont été validés et actualisés lors de l'atelier CEN/ISSS ⁽⁶⁾ sur les compétences en TIC à la fin de 2003 et au début de 2004. Les résultats figurent sur le site web www.cenorm.be et sur celui de la communauté virtuelle mise en place par le Cedefop: <http://communities.trainingvillage.gr/cen-ict>.

Le Cedefop prépare actuellement, avec le CEN/ISSS et le Conseil européen des associations de professionnels des technologies de l'information (Cepis), qui organise des sociétés nationales d'informatique, une deuxième phase de l'atelier sur les compétences en TIC, où se poursuivra la discussion des résultats du Forum européen *e-skills* de même que des résultats des études du Cedefop et des propositions en vue d'un (méta-)cadre *e-skills* à l'échelon européen. Deux ateliers préparatoires ont été organisés par le CEN/ISSS et le Cedefop (<http://www.eskills2004.org/files/Final%20European%20e-Skills%202004%20Declaration.pdf>).

Un contrat a été conclu au printemps avec le Cepis sur des démarches de certification pour les TIC en Europe. Un projet de rapport final a été fourni en novembre. Les résultats finals vien-

dront alimenter l'atelier CEN/ISSS sur les cadres de compétences en TIC (à poursuivre en 2005).

Le site web du consortium Career Space continue d'être hébergé par le Cedefop et a été entretenu et actualisé par le consortium des industries des TIC. Voir aussi www.career-space.com

L'animation de la communauté virtuelle *e-skills* et de la communauté virtuelle sur l'atelier CEN/ISSS de compétences en TIC a été confiée à un autre animateur. Le Cedefop a organisé, avec le Cepis, un atelier en deux sessions sur le thème *Vers un cadre européen de compétences en TIC* lors de la grande conférence annuelle *eChallenges* qui s'est tenue fin octobre à Vienne (www.echallenges.org/2004). Les contributions peuvent être consultées sur le site web.

- (c) Depuis le début de l'année, le travail s'attache essentiellement à compléter les produits des six groupes de travail transnationaux pour le portail Internet eTTnet. Le travail de développement de ce portail a été sous-traité, le Cedefop assurant la gestion et l'entretien de la communauté virtuelle pour les groupes de travail (cedefop.communityzero.com/ett). Le portail eTTnet est maintenant en place et opérationnel et est intégré dans le portail du Village européen de la formation. La réunion finale du projet eTTnet s'est tenue à Rome à la mi-décembre. Au titre du projet eTTcampus, financé par le programme *eLearning* 2004-2006, le Cedefop va continuer de fournir son assistance dans ce domaine d'activités.

⁽⁶⁾ Comité européen de normalisation/Information Society Standardisation System (Système de normalisation de la société de l'information).

Un système d'observation de l'apprentissage électronique a été lancé par la DG EAC au titre du programme *eLearning*, où il constitue une action transversale visant à mener un suivi de l'avancement de l'apprentissage électronique et à produire des données pertinentes à l'intention des décideurs européens et d'autres acteurs, tels que les chercheurs, les praticiens, les utilisateurs, etc. Une enquête en ligne sur l'apprentissage électronique a été menée dans le cadre de ce système. La bibliographie est maintenant disponible sur le site du Village, et des projets de glossaire de l'apprentissage électronique ont été engagés pour intégrer différentes activités en la matière et parvenir à une approche concertée de l'apprentissage électronique au Cedefop. En outre, diverses activités ont été organisées en étroite coopération avec la DG EAC sur l'apprentissage électronique dans la formation initiale, à l'appui d'un forum sur la qualité dans l'apprentissage électronique, considéré comme un outil permanent de collaboration virtuelle sur cette question. Les communautés virtuelles existantes sur l'apprentissage électronique sont extrêmement actives.

Domaine d'activités 3:

base électronique d'exemples choisis de bonnes pratiques

B.3.1. Résultats proposés pour 2004

(a) Bases de données

- Commencer la mise en place d'une base de données, en coopération avec les services de la Commission, les agences nationales Leonardo da Vinci, l'ETF et d'autres partenaires, tels que l'AEFP (Association européenne pour la formation professionnelle) et European Schoolnet;
- lancer les travaux pour le développement d'une base de données sur les ressources e-learning liée à la base de données sur les possibilités d'apprentissage et au portail e-learning de la Commission européenne, et l'intégrer dans le Forum e-learning, mis en place avec les services de la Commission européenne;
- lancer d'autres bases de données, le cas échéant, en tant que produits des groupes de travail techniques et d'experts relevant du processus des Objectifs, du LLL et du processus de Copenhague, telles que l'orientation ou la mobilité, ou rénover des bases existantes, comme la Maison des partenaires sociaux dans le Village européen de la formation.

(b) Activités en réseau

TTnet

- En 2004, la priorité sera donnée aux activités menées par le réseau pour apporter une contribution à l'assurance qualité au titre de la Résolution du Conseil «Éducation» faisant suite à la déclaration de Copenhague

(«prêter attention aux besoins pédagogiques des enseignants et des formateurs»), ainsi qu'à l'amélioration de la formation des enseignants et des formateurs dans l'enseignement professionnel au titre du «processus des objectifs». Enfin, des initiatives seront lancées pour étendre le réseau à de nouveaux pays. C'est dans ce cadre que s'inscriront les activités suivantes:

- procéder à une analyse des nouvelles compétences exigées des enseignants et formateurs dans la formation et l'enseignement professionnels pour la société de la connaissance;
- l'assurance qualité et les besoins de formation des enseignants et formateurs (étude terminée en 2003); validation de ses résultats par le réseau et détection des meilleures pratiques et des outils associés (par ex., l'autoévaluation);
- développer l'indicateur «investissement dans les enseignants et les formateurs», en collaboration avec le groupe de travail sur la qualité;
- renforcer la représentativité nationale au sein du réseau, en particulier en associant activement les pouvoirs publics et les acteurs privés;
- développer des synergies avec les réseaux existants qui poursuivent des buts et des objectifs similaires, notamment la Fédération européenne pour la formation et le développement (FEFD);
- mobiliser plus activement les réseaux nationaux en vue d'identifier et d'analyser les pratiques novatrices, le partage d'expériences et l'apprentissage commun sur les thèmes clés liés au perfectionnement professionnel des enseignants et des formateurs;
- harmoniser et valoriser les résultats de l'analyse thématique des pratiques pour mettre en lumière les questions transnationales d'intérêt commun concernant les métiers de la formation au sein et hors du réseau;
- optimiser les flux d'information et la communication au sein du réseau, en développant un outil de collaboration interactive pour le réseau, complété par une large plate-forme virtuelle accessible à la communauté des professionnels de la FEP, afin de nourrir le débat sur les questions clés liées à la professionnalisation des enseignants et des formateurs;
- étendre le réseau pour y associer les pays en voie d'adhésion et rechercher une coopération et une synergie avec d'autres réseaux tels que l'ENTEP (Réseau européen des politiques de formation des enseignants);
- le TTnet devra être dynamisé et fonctionner en synergie plus étroite avec le processus des Objectifs futurs et le processus de Copenhague. Des liens plus étroits seront établis avec le ReferNet et avec le domaine d'activités 4 de l'aire B et le KMS sera renforcé.

B.3.2. Activités/résultats en 2004

- (a) Un premier projet de concept pour la base électronique de bonnes politiques et pratiques a été élaboré. Des discussions ont été menées avec la Commission européenne (DG EAC) et un premier plan stratégique a été arrêté en commun. Un appel d'offres

portant sur les ressources humaines requises à l'appui du travail de la base de données a été lancé et un contractant externe a été retenu pour soutenir le travail nécessaire. Une première matrice pour l'entrée des données est en cours d'élaboration et des discussions ont été menées avec les services de la Commission et les coordinateurs de l'apprentissage tout au long de la vie des États membres. Une présentation à la réunion des coordinateurs nationaux de l'apprentissage tout au long de la vie le 26 novembre a confirmé cette orientation en termes généraux. Un modèle montrant l'aspect que pourrait avoir un système de connaissances a également été présenté. Toutefois, les efforts menés pour élaborer une première matrice d'introduction de données ont mis en évidence qu'il est bien plus compliqué de décrire et de classer des stratégies et initiatives politiques que de traiter des projets pilotes. Un exposé de la proposition a été préparé et diffusé à la conférence-exposition de Maastricht en décembre (à poursuivre en 2005). Des discussions sur une base de données portant sur l'orientation et le conseil tout au long de la vie ont abouti à la conclusion qu'une telle initiative devrait faire partie de la base de données sur l'apprentissage tout au long de la vie. Une base de données contenant des informations et les manifestations à venir a été mise au point et il s'agit maintenant de veiller à sa mise en œuvre en utilisant la nouvelle technologie Livelihood.

- (b) En mars 2004, un rapport sur l'apprentissage électronique pour les enseignants et formateurs: pratiques nova-

trices, aptitudes et compétences (*E-learning for teachers and trainers: innovative practices, skills and competences*) a été publié en anglais et en italien dans *Cedefop Reference series*. Ce rapport présente le bilan de travaux de recherche menés en 2002-2003 par le TTnet, qui a analysé 25 exemples de pratiques novatrices (relevées par les réseaux TTnet nationaux) dans la formation des enseignants et formateurs utilisant l'apprentissage électronique et étudié l'éventail des activités, les compétences et les rôles auxquels ces pratiques font appel. Un synopsis de ce rapport a par ailleurs été produit et publié sur le site web du TTnet (http://www.trainingvillage.gr/etv/Projects_Networks/TTnet/) et sur celui de la communauté virtuelle TTnet (<http://communities.trainingvillage.gr/ttnet>). En décembre 2004, un rapport sur le *Développement professionnel des enseignants de FEP* a été publié dans *Cedefop Panorama series*. Il présente les résultats des travaux menés en 2003 par le TTnet, qui a analysé 10 exemples de bonnes pratiques montrant comment les enseignants de FEP relèvent les défis de leur profession. Un synopsis a là encore été produit et publié sur le site web du TTnet (http://www.trainingvillage.gr/etv/Projects_Networks/TTnet/) et sur celui de la communauté virtuelle TTnet (<http://communities.trainingvillage.gr/ttnet>) pour stimuler le débat dans ce domaine. À partir des résultats de l'étude du TTnet sur *Le rôle des enseignants et des formateurs de FEP dans les approches de la qualité dans l'UE* (étude menée à terme en décembre 2003), un projet transversal TTnet sur l'assu-

rance de la qualité et les enseignants et formateurs de FEP a été lancé avec les objectifs suivants:

- recueillir et analyser des exemples de bonnes pratiques dans l'assurance de la qualité dans les pays du TTnet;
- élaborer une proposition schématique de critères et méthodologies communes pour détecter les besoins d'apprentissage des enseignants et formateurs de FEP, avec des recommandations à l'adresse des décideurs.

Un atelier thématique sur cette question s'est tenu le 15 octobre 2004. Un rapport préliminaire a été présenté à la conférence annuelle du TTnet en décembre 2004.

Les résultats du projet susvisé apporteront une contribution à l'objectif prioritaire de Copenhague relatif aux besoins d'apprentissage des enseignants et formateurs de FEP dans le cadre des approches de la qualité.

Coopération avec le TTnet sur la qualité de la formation des enseignants et formateurs. L'un des dix indicateurs du cadre commun d'assurance qualité porte sur l'investissement dans la formation des formateurs et a été communiqué à ce réseau.

Les indicateurs définis par le GTT ont été communiqués au groupe permanent sur les indicateurs et à l'Unité Enseignement supérieur, Direction A de la DG EAC (à poursuivre en 2005). Au niveau du Cedefop, la personne responsable de ce projet est régulièrement invitée aux réunions annuelles du TTnet, où elle présente les résultats des travaux sur la qualité obtenus au cours de l'année écoulée.

En décembre 2003, les coordinateurs nationaux du TTnet ont été conviés à analyser la composition de leur propre réseau pour faire davantage participer les autorités publiques et le secteur privé. Dans ce contexte ont été élaborés un vade-mecum intitulé *Comment mettre en place un réseau national* et un document présentant quelques exemples de pratiques tirées de l'expérience des réseaux TTnet nationaux. Ce processus s'est avéré particulièrement efficace dans les réseaux TTnet nouvellement mis en place dans les nouveaux États membres, où les autorités publiques et le secteur privé étaient depuis le début membres des réseaux. La récente proposition (décembre 2005) de mettre en place un réseau TTnet en Allemagne montre que sa composition en fait une structure fortement représentative des principaux acteurs nationaux dans le domaine de la FEP, tout en assurant en même temps la participation des autorités publiques et du secteur privé.

La communauté virtuelle TTnet a permis d'y associer de nouveaux partenaires, renforçant ainsi sa représentativité.

Des discussions sont menées avec la Fédération européenne pour la formation et le développement sur un projet commun (TTnet/FEFD) dans le domaine de la qualité, qui s'intéressera spécialement aux rapports entre l'apprentissage au poste de travail et l'apprentissage en dehors du poste de travail et donc entre enseignants et formateurs de FEP.

Deux projets thématiques ont été lancés par le TTnet sur les thèmes suivants: *Assurance de la qualité et besoins d'apprentissage des enseignants et*

formateurs et Reconnaissance et validation des apprentissages non formels et informels des enseignants et formateurs de FEP. Les réseaux TTnet ont dans ce contexte fourni des exemples de bonnes pratiques sur les thèmes susvisés, à partir d'un questionnaire et d'une grille d'analyse communs. Des recommandations portant sur les problèmes transnationaux communs qui seront identifiés seront adressées aux décideurs.

Des séminaires thématiques sur les projets susvisés ont été tenus le 15 octobre et le 5 novembre. Les résultats préliminaires des projets ont été présentés à la conférence annuelle du TTnet (décembre 2004).

Des groupes de travail restreints ont été mis en place pour les deux projets thématiques du TTnet afin d'harmoniser et de valoriser les résultats de l'analyse des pratiques (pour tous les pays et pour toutes les pratiques) et de valoriser la dimension scientifique des résultats des projets et leur intérêt pour les groupes cibles du réseau.

Une communauté virtuelle TTnet a fait l'objet de discussions et a été conçue en mars 2004 pour améliorer la visibilité des activités menées par les réseaux TTnet nationaux et pour encourager les discussions thématiques sur les grands aspects prioritaires pour les enseignants et formateurs de FEP. La communauté regroupe actuellement 1200 membres au total (<http://communities.trainingvillage.gr/ttnet>). Les réseaux TTnet nationaux (notamment la Finlande, l'Italie, la France, l'Estonie, la Lituanie et Malte) font bon usage de la communauté, qui inclut également un calendrier d'activités

nationales et transnationales à venir. Les discussions thématiques portent surtout sur l'apprentissage électronique, l'assurance de la qualité, la validation/certification et le développement professionnel des enseignants de FEP.

Des travaux ont commencé sur l'examen du profil des membres actuels. La communauté se concentrera alors davantage sur les domaines d'intérêt spécifiques de ses membres dont le profil aura ainsi été déterminé.

Le site TTnet du Village européen de la formation a fait l'objet d'une actualisation progressive: publications (par ex., synopsis des études sur l'apprentissage électronique des enseignants et formateurs et PROFF), documents de travail, présentations et nouvelles informations (nouvelle version du vademecum), avec des contributions de tous les réseaux TTnet. Il a été créé une nouvelle section consacrée au contexte politique européen pour les enseignants et formateurs de FEP. La base électronique d'exemples de bonnes pratiques est alimentée d'exemples fournis par les réseaux TTnet.

Le processus d'intégration des nouveaux États membres dans les activités du TTnet a été progressif et mené au cas par cas en fonction de leurs besoins, de leurs priorités, de leurs demandes et de leurs propositions. Le TTnet met en place pour chaque pays un cadre définissant les objectifs, priorités et besoins nationaux dans le domaine de la formation des enseignants et formateurs. Une feuille de route a été dressée pour faire participer les 10 nouveaux États aux activités du TTnet. Six nouveaux réseaux nationaux ont

été lancés en 2004: Lituanie (12 mars), Malte (21 avril), Slovénie (2 juin), Slovaquie (4 juin), Estonie (15 juin) et Hongrie (8 septembre). Tous ces réseaux sont des forums nationaux représentatifs rassemblant les principaux acteurs au niveau tant des autorités publiques que du secteur privé.

Le lancement du réseau TTnet de la République tchèque est prévu pour le 21 janvier 2005. Des négociations sont menées parallèlement avec Chypre, la Lettonie et la Pologne. Des représentants de Bulgarie, de Roumanie, de Turquie et de Croatie ont été invités à titre d'observateurs à la conférence annuelle du TTnet.

Dynamisation du TTnet

Des mesures supplémentaires ont été prises pour faire participer l'Allemagne aux activités du réseau TTnet.

Des discussions préliminaires ont été menées avec certains acteurs clés au niveau national (par ex., KWB – *Kuratorium der Deutschen Wirtschaft für Berufsbildung*). En juillet 2004, une réunion s'est tenue avec le BIBB pour discuter de la composition, des objectifs, des thèmes prioritaires et du séminaire de lancement du TTnet Allemagne (date prévue: printemps 2005). Les conclusions de la réunion ont été envoyées aux représentants allemands siégeant au Conseil d'administration du Cedefop.

Des contacts sont en cours en vue de remettre en place un réseau TTnet en Grèce.

Des mesures ont été prises pour dynamiser le TTnet Danemark et le TTnet Portugal, qui ont activement participé aux récents ateliers du TTnet et à la

conférence annuelle 2004 du TTnet. Meilleurs liens avec les Objectifs futurs et le processus de Copenhague.

Contribution du TTnet aux processus des Objectifs futurs et au processus de Copenhague.

Le TTnet est membre du groupe d'experts A institué par la Commission sur l'Objectif 1.1: *Améliorer l'éducation et la formation des enseignants et des formateurs*. Plus spécifiquement, le TTnet est étroitement lié aux travaux du sous-groupe sur *l'assurance de la qualité et les enseignants et formateurs de FEP* (sous-groupe 3). Outre les priorités définies dans les Objectifs pour les enseignants et les formateurs, ce sous-groupe se consacre également à la priorité de Copenhague consistant à identifier les besoins d'apprentissage des enseignants et des formateurs de FEP dans un cadre d'assurance de la qualité. Dans ce contexte, le TTnet a recueilli et analysé 18 bons exemples d'identification de besoins d'apprentissage d'enseignants et de formateurs de FEP dans 10 pays affiliés au TTnet (Belgique, Danemark, Finlande, France, Irlande, Italie, Malte, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni). Les résultats de l'analyse sont présentés dans un projet de rapport (discuté lors de la conférence annuelle du TTnet) sur les critères de qualité et les approches de l'identification des besoins d'apprentissage dans la FEP.

Contribution du TTnet à la priorité communautaire *Identification et validation de l'apprentissage non formel et informel*.

En octobre 2004, le TTnet a lancé une étude: *Reconnaissance et validation de l'apprentissage non formel et informel*

des enseignants et formateurs de FEP dans les États membres de l'UE. Cette étude a pour but de fournir une vue d'ensemble des approches et des méthodologies mises en œuvre au niveau national en matière de reconnaissance et de validation de l'apprentissage non formel et informel des enseignants et formateurs de FEP et de repérer des aspects transnationaux communs et de formuler des recommandations à l'adresse des décideurs. Neuf pays affiliés au TTnet participent à l'étude (Belgique, Danemark, Finlande, France, Irlande, Italie, Slovaquie, Lituanie et Royaume-Uni).

Des préparatifs ont été engagés pour développer la synergie entre le ReferNet et le TTnet. En mars 2004, une lettre a été envoyée aux coordinateurs nationaux des réseaux ReferNet et TTnet pour fixer quelques points pratiques pour la période 2004-2005. Dans ce contexte, une étroite coopération a également été instituée avec le KMS et le thème 6 *Formation des enseignants et formateurs de FEP*. Pour plus de détails, consulter le rapport d'avancement KMS/eKnowVet.

Domaine d'activités 4:

approche concertée pour la création d'un espace ouvert de la FEP

B.4.1. Résultats proposés pour 2004

(a) *Le Cedefop apportera une assistance horizontale:*

- *en fournissant un soutien général, scientifique et technique aux groupes techniques sur le renforcement de*

la coopération en Europe et en participant à leurs réunions;

- *en facilitant la communication et la coopération des groupes de travail, y compris par l'utilisation de communautés virtuelles, avec les partenaires appropriés et intéressés à tous les niveaux;*
- *en contribuant et en participant aux séminaires ad hoc organisés en 2004 au niveau européen.*

L'assistance apportée dans chaque thème prioritaire comprendra en particulier:

- (b) *le développement de la dimension européenne par la mobilité, les partenariats et autres initiatives transnationales;*
- (c) *l'amélioration de la transparence, de l'information et de l'orientation:*
- *amélioration de la transparence en rationalisant les outils et en intégrant les instruments dans un cadre unique;*
 - *renforcement des politiques, des systèmes et des pratiques soutenant l'information, l'orientation et le conseil;*
 - *élaboration d'une étude des lignes directrices existantes sur la qualité et des critères pour l'orientation et présentation des actions possibles;*
- (d) *la reconnaissance des compétences et des qualifications, y compris par un système de transfert d'unités capitalisables entre les programmes: transfert européen d'unités capitalisables dans la FEP:*
- *en étudiant des principes communs de certification pour les qualifications et un système de transfert d'unités capitalisables pour la formation et l'enseignement professionnels;*

- en dirigeant les deux études lancées en septembre 2003 respectivement sur les systèmes d'unités capitalisables et sur les zones de confiance mutuelle, et en contribuant à une autre étude qui devrait être lancée par la Commission en 2004 (à définir);
 - en facilitant et en participant à des téléconférences et réunions régulières sur la communauté virtuelle relative au transfert d'unités capitalisables dans la FEP;
 - en soutenant le développement des qualifications et des compétences au niveau sectoriel, notamment avec les partenaires sociaux, et en fournissant un inventaire des initiatives et une base de données, entre autres avec le soutien de communautés virtuelles pour l'apport, l'échange et la diffusion de connaissance;
 - en élaborant des principes communs pour la validation de l'apprentissage non formel ou informel en vue de garantir une meilleure compatibilité;
 - en dressant, en collaboration étroite avec la DG Éducation et culture, un inventaire des pratiques et en créant une méthodologie de reconnaissance et de validation de l'apprentissage non formel et informel dans la FEP, en coopération avec la Fondation européenne de Dublin;
- (e) l'encouragement des États membres à améliorer l'assurance qualité à travers des échanges de modèles et de méthodes:
- en fournissant une expertise sur des sujets spécifiques du Programme de travail 2004 (par ex., modèles et pratiques pour l'assurance qualité, indicateurs et autoévaluation...);
 - en soutenant les initiatives de développement de réseaux;
- en analysant des études de cas nationales relatives à la mise en œuvre du cadre d'assurance qualité;
 - en procédant à des analyses comparatives de l'utilisation d'indicateurs de qualité et de normes dans les États membres;
 - en organisant une visite d'étude sous la forme d'une évaluation par les pairs sur l'assurance qualité;
 - en organisant des activités de suivi thématique du programme LdV en liaison avec les projets sur l'assurance qualité dans la FEP;
 - en mettant en place une structure de rapports sur les politiques et les actions d'assurance qualité dans les États membres;
- (f) l'assistance apportée à la définition des besoins pédagogiques des enseignants et des formateurs en liaison avec les travaux du groupe A (Améliorer la formation des enseignants et formateurs) du processus des Objectifs grâce à:
- la définition d'un socle de critères et méthodes communs pour l'identification des besoins pédagogiques des enseignants/formateurs dans le FEP;
 - l'identification de critères de qualité communs pour la qualification des enseignants et formateurs dans différents environnements d'apprentissage, avec une référence particulière aux tuteurs dans les systèmes d'apprentissage;
- (g) conjointement avec la DG Éducation et culture, le Cedefop dirigera en 2004 une étude de haut niveau Lisbonne/ Barcelone/Copenhague en tant qu'activité transversale et il en assurera le suivi (voir aire A, domaine d'activités 1);

- (h) *les informations et le soutien apportés au groupe de coordination du processus de Copenhague, au Comité consultatif pour la formation professionnelle (CCFP) et aux Directeurs généraux de la formation professionnelle (DGFP);*
- (i) *la cohérence systématique assurée entre la structure thématique et l'analyse au sein du KMS, le processus de Copenhague/des Objectifs futurs, les réseaux et communautés thématiques du programme Leonardo da Vinci et les communautés ouvertes du Village, dont les communautés transversales telles que celles consacrées au LLL, aux exemples choisis de bonnes pratiques et à la qualité (pour une vue d'ensemble, se reporter à l'annexe 1).*

B.4.2. Activités/résultats en 2004

- (a) Tout au long de l'année 2004, le Cedefop a apporté son concours aux groupes de travail techniques sur la coopération européenne renforcée dans la FEP, facilitant leur communication et leur coopération et contribuant à des séminaires au niveau européen.
- (b) Voir Aire C.
- (c) **Transparence:** le Cedefop a participé au groupe de travail de la Commission chargé de préparer la proposition de décision relative à Europass arrêtée par le Conseil en mai et qui devrait être formellement adoptée par le Conseil et le Parlement européen fin 2004 ou début 2005. Le lancement politique d'Europass a eu lieu à la conférence ministérielle de Maastricht en décembre 2004. Le nouvel «Europass» englobe cinq éléments existants: le CV européen (qui figure déjà sur le site web du Cedefop), le portfolio européen des langues, les suppléments au diplôme

et au certificat et l'Europass Mobilité (ancien Europass). Le Cedefop a mis au point l'infrastructure informatique de soutien: un site web prototype, des modèles des cinq documents traduits en 25 langues et un mode d'emploi. Des documents sur papier et en ligne devraient être mis à la disposition des citoyens lorsque le nouveau dispositif sera lancé pendant la Présidence luxembourgeoise. Le site web sera hébergé par le Cedefop. L'ensemble du processus a bénéficié du soutien de la communauté virtuelle, qui a mis en place un sous-groupe réservé aux centres/correspondants nationaux Europass (CNE), organismes nationaux de coordination du nouvel Europass.

Orientation: renforcement des politiques, des systèmes et des pratiques soutenant l'information, l'orientation et le conseil: le Cedefop prête son concours à la Commission en assurant le secrétariat du groupe d'experts sur l'orientation tout au long de la vie. Le groupe d'experts a fourni du matériel de référence et formulé des observations critiques pour le projet de document de discussion sur la résolution sur l'orientation tout au long de la vie adoptée par le Conseil en mai 2004. Le groupe d'experts a également arrêté un ensemble de principes et objectifs communs pour l'offre d'orientation tout au long de la vie, défini une série de caractéristiques essentielles des systèmes d'orientation tout au long de la vie et supervisé la préparation d'un manuel d'orientation professionnelle à l'intention des décideurs, élaboré conjointement par l'UE et l'OCDE. Sur la base d'une étude commanditée par le Cedefop, le groupe d'experts a arrêté

des critères communs d'évaluation de la qualité de l'offre d'orientation professionnelle. Tout ce matériel: principes et objectifs, caractéristiques essentielles, critères de qualité et manuel pour les décideurs, doit permettre de soumettre à l'auto-évaluation et à l'autodéveloppement aux niveaux national, régional et local d'une offre d'orientation en vue de réviser et d'améliorer, comme le demande la résolution du Conseil, les systèmes d'orientation. En 2004, le Cedefop a lancé une étude portant sur des indicateurs et des critères de référence pour l'orientation professionnelle; cette étude devrait être achevée début 2005. Un rapport du Cedefop sur les politiques d'orientation dans la société de la connaissance a été publié en anglais et en français et a été discuté lors de la réunion interministérielle informelle sur l'orientation en avril 2004. La communauté virtuelle du Cedefop sur l'orientation tout au long de la vie a prêté son concours aux travaux du groupe d'experts. En 2004, le Village européen de la formation du Cedefop a ouvert des pages sur l'orientation en vue d'assurer une plus large diffusion des résultats du travail du groupe d'experts.

- (d) Le travail du Cedefop dans le domaine du transfert d'unités capitalisables s'est centré sur les points suivants:
- lancement et accompagnement de deux études, la première sur les systèmes de transfert d'unités capitalisables et la seconde sur les niveaux de référence et zones de confiance mutuelle;
 - soutien à la Commission (DG EAC) pour préparer, encourager et mener les réunions du groupe de travail;

- adjudication et lancement d'une troisième étude sur la typologie des connaissances, aptitudes et compétences, afin de conseiller le groupe de travail technique et compléter le travail déjà accompli;
- soutien de la discussion générale sur un cadre européen global de qualifications qui devrait englober la FEP et l'enseignement supérieur de même que l'apprentissage tout au long de la vie.

Les deux premières études ont été finalisées et sont actuellement en cours de traduction et d'envoi à l'imprimeur. La deuxième a été préparée pour l'impression en tant que publication Cedefop. La troisième a été lancée en mai et un premier projet de rapport final a été soumis fin 2004.

Le Cedefop a apporté son soutien à deux ateliers menés en septembre et octobre dans le cadre de conférences plus amples sur les compétences/qualifications et les systèmes de transfert d'unités capitalisables, organisées par les gouvernements français et allemand. Le Cedefop a contribué à un atelier mené dans le cadre du symposium de Strasbourg (200 participants de toute l'Europe) accueilli par le ministère français de l'éducation et l'Université de Strasbourg au Parlement européen et consacré aux propositions de la Commission sur les qualifications européennes, et a été invité à participer à une table ronde finale. Le Cedefop a également prêté son soutien aux organisateurs (agence LdV d'Allemagne et ministère allemand de l'éducation et de la recherche) de l'atelier sur un système européen de transfert de crédits (ECVET), qui s'est

tenu les 12 et 13 octobre 2004 à Bonn, au *Wissenschaftszentrum*, en présence d'une centaine de participants. Enfin, le Cedefop a prêté son concours à la Commission pour la préparation en novembre d'un atelier d'experts sur un cadre européen de qualifications.

Le Cedefop a coordonné des études de cas sur les possibilités d'application du modèle de transfert d'unités capitalisables ECVET développé jusqu'alors au sein de projets d'échange réels. Le rapport correspondant a été présenté à la réunion informelle du GTT à Bonn; il couvrait des projets du Danemark, de Finlande, d'Espagne et des Pays-Bas; les résultats seront diffusés lorsqu'ils auront été complétés par des cas du Royaume-Uni.

Validation de l'apprentissage non formel et informel: le Cedefop a participé au groupe de travail de la Commission qui a préparé les conclusions du Conseil de mai 2004 relatives à des principes communs pour l'identification et la validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles, qui englobent les droits formels, les obligations des parties intervenantes, la fiabilité et la confiance, la crédibilité et la légitimité. La communauté virtuelle a soutenu activement ce processus et devrait intervenir utilement dans la mise en œuvre des principes au niveau national.

Activités de suivi thématique du programme LdV en liaison avec les projets sur la transparence et la validation de l'apprentissage non formel: en coopération avec l'AN française assumant la responsabilité du thème 4 et le CNCP français, le Cedefop a engagé une analyse de projets LdV II

dans ce domaine. Cette analyse a été présentée à une conférence organisée à Bordeaux au printemps de même qu'à Riga, à Bratislava et à Bruxelles. Les principaux résultats ont montré qu'il n'y a pas d'approches fondamentalement nouvelles par comparaison avec LdV I. Les projets traitent de méthodes générales de validation des compétences non formelles, généralement en vue de renforcer la perception que les personnes faiblement qualifiées ont d'elles-mêmes, de développer des compétences (linguistiques) spécifiques (sectorielles) à des fins spécifiques, de développer des modules, cursus et certificats communs.

- (e) Le travail mené en 2004 s'est concentré principalement sur la mise en œuvre des résultats du travail du TGG sur la qualité dans la FEP obtenus l'année dernière.

Quatre visites d'évaluation par les pairs ont été menées (Finlande, France, Danemark et Royaume-Uni), couvrant les aspects suivants de la qualité:

- modèles actuels d'adaptation de l'offre et de la demande de FEP dans deux secteurs spécifiques;
- modèles actuels de mise en œuvre de l'assurance de la qualité dans les divers États membres par référence notamment au cadre commun d'assurance qualité (CCAQ), l'approche définie l'année dernière par le GTT;
- approches actuelles de mise en œuvre de l'auto-évaluation au niveau des prestataires de FEP, tant pour la formation initiale que pour la formation continue;
- approches actuelles des indicateurs de qualité, l'accent principal portant sur la disponibilité et la collecte de

données dans les États membres. Les deux premières visites d'étude de pairs ont eu lieu en juin: l'une à Helsinki, Finlande (21-23 juin), sur le recours aux indicateurs pour renforcer la qualité dans la FEP, une autre à Paris, France (28-29 juin), sur les approches de meilleure adaptation de l'offre et de la demande.

Dans la première de ces visites d'étude, à laquelle six États membres ont participé, les hôtes finlandais ont concentré leur présentation sur la collecte et l'utilisation de données et indicateurs statistiques aux niveaux national et local en vue du processus de décision. Les participants ont rendu visite à un important prestataire de FEP de la région d'Helsinki pour discuter de son système de qualité et du rôle que les indicateurs jouent dans ses performances. Une analyse croisée des procédures de collecte de données sur l'utilisation et la disponibilité au niveau national des indicateurs de qualité retenus d'un commun accord par le GTT a été effectuée, et le rapport correspondant a été finalisé.

Huit pays ont participé à la deuxième visite d'étude, où a été présentée une vue d'ensemble des dispositifs de FEP mis en place par deux secteurs en France: bâtiment et imprimerie. Les discussions se sont concentrées sur le dialogue social relatif aux questions de formation, la reconnaissance des compétences et la délivrance de diplômes, surtout dans le secteur de l'imprimerie.

Deux autres visites d'étude de pairs ont eu lieu à l'automne 2004, l'une à Coventry, Royaume-Uni (13-15 octobre 2004), sur l'auto-évaluation de la qualité

dans la FEP, avec la participation de 11 pays, et la deuxième à Copenhague, Danemark (25-26 octobre 2004), sur une comparaison du cadre commun d'assurance qualité avec les approches de la qualité dans les États membres, avec la participation de 12 pays.

Une étude sur les normes au niveau du système, du prestataire de FEP et de l'apprenant a été lancée en décembre 2004 et se consacrera à l'utilisation des normes élaborées par le GTT à titre d'élément du cadre commun d'assurance qualité.

L'activité de réseau constituant une priorité, la communauté virtuelle sur l'assurance qualité, instrument d'information mis en place par le Cedefop, a été réorganisée pour une meilleure convivialité. La communauté virtuelle est présentée à toutes les réunions nationales, européennes et même internationales sur le thème de la qualité. Deux conférences ont été tenues en collaboration avec l'ETF, le programme PHARE, la Roumanie et la République tchèque pour diffuser le travail du GTT et encourager la coopération avec les nouveaux États membres et les pays candidats:

- la conférence européenne sur la qualité dans la FEP, 20-21 février 2004, Sinaia, Roumanie;
- le séminaire européen sur l'assurance de la qualité, 19-20 avril 2004, Prague, République tchèque.
- Le Cedefop a participé à la préparation et à la réalisation de:
 - trois réunions du GTT,
 - deux réunions du groupe restreint d'experts sur la qualité, les 12 février et 27 avril 2004 à la Commis-

sion à Bruxelles, et une troisième réunion de ce groupe le 30 juin 2004 à Paris.

- Quatre guides des visites d'étude de pairs sur:
 - les indicateurs de qualité,
 - l'auto-évaluation,
 - l'adaptation de l'offre et de la demande de FEP,
 - les modèles et pratiques d'assurance de la qualité dans la FEP
 ont été finalisés.

Quatre rapports d'analyse croisée portant sur le contenu des quatre visites d'étude de pairs susvisées sont près d'être finalisés (dans l'attente des contributions révisées de quelques États membres).

Lancement d'un appel d'offres restreint pour l'étude comparative sur les normes de résultats, sélection du candidat à retenir et adjudication du contrat.

Participation à diverses réunions sur la qualité (par ex., conférence de l'EVBB sur l'internationalisation de la formation et de l'éducation européennes, Strasbourg, 15-17 septembre 2004, et *Assurance qualité dans la formation professionnelle pour les personnes handicapées dans une perspective européenne*, EPR, Bruxelles, 16-17 décembre 2004) et rédaction de notes et de rapports de réunions.

Coopération avec le TTnet afin de l'informer des résultats du travail sur la qualité dans la FEP.

- (f) Le TTnet est membre du groupe d'experts sur *l'amélioration de l'éducation et de la formation des enseignants et des formateurs* (groupe A) mis en place par la Commission au titre du suivi du processus des Objectifs. Dans ce cadre, un sous-groupe sur *l'assurance de la*

qualité et les enseignants et formateurs de FEP (sous-groupe 3) a été établi par la Commission avec l'assistance du TTnet. Ce sous-groupe a pour objectif de formuler des critères et recommandations communs sur les besoins d'apprentissage des formateurs et des enseignants de FEP dans le cadre des approches de la qualité. Trois réunions de travail (mars, juin et décembre) ont été tenues avec la Commission sur la composition du sous-groupe, l'approche du travail et les résultats escomptés. Le sous-groupe a produit un document de travail qui a été soumis en juillet à la réunion plénière du groupe. Dans ce contexte, le TTnet a rédigé, à la demande de la Commission, une note sur l'évolution des rôles et des compétences des enseignants et formateurs de FEP, leur contribution à la qualité dans la formation et leurs nouveaux rôles, besoins et compétences dans les approches de la qualité.

En outre, une collecte d'études de cas (18 de 10 pays du TTnet) a été menée par le réseau TTnet. Les résultats de l'analyse des études de cas ont été présentés dans un projet de rapport (discuté à la conférence annuelle du TTnet) sur les critères de qualité et les approches de l'identification des besoins d'apprentissage des enseignants et des formateurs de FEP. Un expert a été sélectionné pour soutenir le travail du TTnet dans ce domaine.

- (g) Voir Aire A.
 (h) Voir Aire A et la section sur les DGFP.
 (i) Les communautés virtuelles hébergées par le Cedefop reflètent pour l'essentiel les priorités thématiques instituées par le processus de Copenhague

et le processus des Objectifs futurs. Les documents et rapports importants figurant dans les communautés sont extraits par un processus de moissonnage de connaissances et mis par l'in-

termédiaire de la base de données eLib à la disposition des usagers du système de gestion des connaissances KMS.

Aire B

ressources humaines et financières (2004)

	Prévisions (*)	Exécution
Total personnel Aire B en équivalent plein temps:	21,9	19
Domaine d'activités 1: rapports dans le cadre du système de gestion des connaissances (KMS)	311	263
Domaine d'activités 2: promotion de la mise en œuvre de l'apprentissage tout au long de la vie (LLL)	356	299
Domaine d'activités 3: base électronique d'exemples choisis de bonnes politiques et de bonnes pratiques	417	332
Domaine d'activités 4: approche concertée pour la création d'un espace ouvert de la FEP	386	428
Total euros	1 470	1 322

(*) Les chiffres diffèrent de ceux publiés au Programme de travail 2004 parce que la subvention accordée a été inférieure à la demande du Conseil d'administration et que les frais de mission ont été affectés aux domaines d'activités.

Observations

Les causes des différences figurent pour la plupart dans le texte sur l'exécution du programme de travail. Il convient de noter par ailleurs que:

- (a) l'exécution des rapports a requis moins de ressources que prévu, notamment parce que le Cedefop n'a pas commencé la préparation du prochain rapport sur les politiques en raison de l'étude de Maastricht commandée par la Commission et de la nécessité de formuler les futurs rapports sur les politiques en dehors du système de gestion des connaissances;
- (b) le coût de la coopération avec le ReferNet sur la collecte de connaissances a essentiellement été imputé à l'Aire D (domaine d'activités 3);
- (c) l'approche des exemples choisis de bonnes politiques et de bonnes pratiques a été reformulée, mais n'a pas encore été appliquée;
- (d) le soutien au processus de Copenhague a été encore plus intensif que prévu.

AIRE C

Échanges et soutien aux partenaires

L'équipe travaillant dans cette section se compose de Raluca Brinza, Thomas Janson (jusqu'en juin 2004), Giorgos Kostakis, Bodil Ullestad Lovas (jusqu'en juillet 2004), Marie-Jeanne Maurage.

Introduction et évolution générale

Les activités menées par l'Aire C en 2004 sont centrées sur les domaines ci-après:

- (1) Fourniture d'une contribution concrète aux priorités du processus de Copenhague par le biais des visites d'étude. Le cadre des thèmes s'alignait intégralement sur les thèmes de Copenhague.
- (2) Préparation de l'élargissement de l'UE et familiarisation du personnel du Cedefop à l'Europe élargie. En coopération avec l'ETF, un processus de mise en commun de connaissances a été mené avec succès. Des experts ou décideurs de haut niveau des États membres ont présenté le défi de l'élargissement au personnel du Cedefop. La plupart des activités dans tous les domaines, en particulier notre réseau d'informations de référence, ont été progressivement ouvertes aux nouveaux États membres.
- (3) Réalisation d'un inventaire relatif au développement des compétences et qualifications au niveau sectoriel aux fins d'analyse et de construction de bases de données. Malheureusement, le départ précoce de l'expert détaché chargé de ce domaine n'a pas permis de mener à bien cette tâche. Le travail correspondant reprendra en 2005 avec un nouvel expert détaché.
- (4) Renforcement des liens avec les organisations des partenaires sociaux (groupes de travail, dialogue social à différents niveaux, extension aux pays en voie d'adhésion, soutien au programme de visites d'étude, révision des pages web consacrées aux

partenaires sociaux et renforcement de la coopération avec les agences de Dublin et Bilbao).

- (5) Fourniture d'une contribution à l'Année européenne de l'éducation par le sport (contribution à l'Agora et organisation d'une visite d'étude spéciale réussie).

- (g) *organiser la visite annuelle statutaire (France, mars), qui sera centrée sur l'analyse des résultats et la programmation pour 2005;*
- (h) *préparer l'avenir du programme dans le contexte de son 20^e anniversaire en 2005 et de la prochaine génération de programmes communautaires.*

Domaine d'activités 1:

programme de visites d'étude Leonardo da Vinci II

c.1.1. Activités proposées en 2004

- (a) *Organiser environ 65 visites d'étude pour quelque 731 participants dans plus de 20 pays européens;*
- (b) *étendre la participation aux visites d'étude:*
- *des partenaires sociaux,*
 - *des nouveaux États membres;*
- (c) *organiser un atelier de synthèse sur les PME et les nouvelles technologies (Riga, juin);*
- (d) *renforcer la synergie avec d'autres actions relevant du programme LdV II et la participation aux réunions du comité LdV II;*
- (e) *continuer d'améliorer l'efficacité en associant les responsables nationaux de liaison (RNL) au développement d'outils de gestion et d'évaluation pour les visites d'étude à travers un groupe de travail et le système web de gestion, en accordant une attention particulière au vade-mecum pour les RNL et à la valeur ajoutée des visites d'étude;*
- (f) *encourager les participants aux visites d'étude à prendre part à diverses communautés virtuelles soutenant les thèmes susmentionnés;*

c.1.2. Activités/résultats en 2004

- (a) 62 visites d'étude ont eu lieu en 2004 dans 27 pays pour un total de 730 participants (voir annexe). Le Cedefop a lancé avec succès des appels spéciaux pour compléter les groupes de participants peu nombreux pour les thèmes suivants: lutte contre l'exclusion sociale des groupes socialement défavorisés, orientation et conseil, travailleurs âgés, renforcement de l'attrait de la formation professionnelle pour les jeunes, développement de l'entrepreneuriat, y compris esprit d'entreprise, chez les jeunes, et éducation par le sport. Trois visites d'étude ont été annulées pour cause de participation insuffisante (une sur l'orientation et le conseil en France, une sur les groupes socialement défavorisés en Espagne et une sur l'entrepreneuriat en Allemagne).
- (b) La participation des partenaires sociaux a augmenté à la suite de la décision prise lors de la réunion annuelle de 2002. Quatre visites d'étude ont été organisées sur le thème de la *Formation résultant d'accords entre partenaires sociaux* (deux de plus qu'en 2003). C'est une approche sectorielle de ce thème qui a été adoptée avec une attention plus poussée accordée aux secteurs des transports (2 visites), de la banque/finance (1 visite) et de l'agro-alimentaire (1 visite).

Comme cela a été mentionné au point C1.01, un effort spécial a été mené pour que ces visites aient un nombre suffisant de participants s'intéressant au thème.

Cet effort a été mené en recourant au réseau Cedefop et, plus spécifiquement, en conjonction avec l'expert du Cedefop assumant la responsabilité de l'approche sectorielle dans la formation professionnelle au niveau européen.

La coordinatrice du programme a également fait usage de ses contacts avec d'autres agences comme l'ETF, EU-OSHA, Eurofound et le réseau CES/CEEP/UNICE, offrant des places de visites d'étude aux partenaires sociaux. La coordinatrice a établi d'excellents contacts avec la CES et l'ISE lors de leur session d'été en juillet 2004.

Conformément à la décision du Conseil d'administration du Cedefop, en 2004, les pays en voie d'adhésion et les pays candidats se sont vu attribuer 39 places de plus qu'en 2003. Au total, 199 personnes en provenance de ces pays ont participé en 2004 à des visites d'étude.

À chaque fois qu'un appel spécial est organisé, priorité est donnée aux participants de ces pays. La Fondation européenne pour la formation fournit également une assistance à ce processus par le biais de son vaste réseau de contacts dans ces pays. La coopération s'avère extrêmement constructive. Le nombre de visites d'étude organisées dans ces pays s'est également accru: 12 visites d'étude en 2004, soit une de plus qu'en 2003.

- (c) Un séminaire s'est tenu les 14 et 15 juin à Riga, en Lettonie. Il s'agissait d'une synthèse des visites d'étude sur

le thème des *Petites et moyennes entreprises confrontées à l'usage croissant des technologies de l'information et de la communication: attitudes et impératifs vis-à-vis de la formation professionnelle*.

Des participants de visites d'étude menées en 2002/2003 (plus de 50 % en provenance des nouveaux États membres) et des membres des projets Leonardo da Vinci *apprentissage électronique et PME* ont participé au séminaire.

Le séminaire visait à dresser un constat de la situation et à recueillir du matériel afin de récapituler et de diffuser les résultats des visites d'étude sur ce thème menées pendant la période de 2002 à 2004.

Le séminaire était structuré de la façon suivante: un instantané (résultats de la recherche) de la diffusion et de l'utilisation des TIC dans les PME européennes, avec des études de cas de Lituanie et de régions de Finlande, de France et d'Italie.

Le message essentiel était qu'à l'heure actuelle, c'est Internet qui constitue l'outil le plus important. La façon dont les PME utilisent Internet et réorganisent leur travail en conséquence est déterminante pour leur réussite ou leur échec.

- (d) La zone de coopération la plus visible est le fait que la plupart des RNL et des AT font partie de l'unité Leonardo ou sont membres du comité Leonardo da Vinci. Ils ont fait en sorte que les informations sur le programme de visites d'étude et les résultats des visites d'étude soient placées sur les sites web LdV.

Des représentants du comité LdV et/ou des agences LdV ont également parti-

cipé au processus de sélection des participants aux visites d'étude. Certains d'entre eux ont aussi quelquefois participé à des visites d'étude.

Les thèmes de référence sont des applications concrètes des priorités du programme Leonardo da Vinci.

Les membres de projets thématiques sont invités à des visites d'étude en rapport avec leur thème.

(e) Groupe de travail sur le vade-mecum pour les visites d'étude

L'objectif primordial du groupe de travail consistait à produire le document le plus clair possible afin d'assurer une qualité optimale dans la mise en œuvre du programme, à l'instar du programme Arion. La France a aimablement offert de piloter et d'accueillir le travail de préparation d'un vade-mecum sur la réalisation du programme de visites d'étude, comme cela avait été décidé à la réunion annuelle de Frascati en 2003. Le premier objectif de la Commission était de garantir que le vade-mecum comporte une partie expliquant les responsabilités spécifiques des responsables nationaux de liaison (RNL).

Un autre objectif était la description, point par point, de la manière dont est organisée une visite d'étude, de manière à pouvoir fournir une assistance à ceux qui organisent concrètement des visites. Groupe de travail sur le catalogue de visites d'étude

Suite à la suggestion formulée lors de la réunion annuelle des AT les 25-26 septembre 2002, un groupe de travail a été mis en place pour réviser le contenu du catalogue de visites d'étude. L'objectif poursuivi était:

- de fournir des informations adéquates

- et comparables sur les visites d'étude,
- d'attirer des groupes cibles appropriés.

Le groupe de travail était composé des agences techniques de SI, UK et AT, avec deux experts en édition, Marc Mangin et David Bond, et des membres de l'équipe de visites d'étude. Le groupe de travail a tenu sa première réunion le 30 janvier et est convenu des points suivants:

- deux catalogues semestriels;
- un envoi par an;
- un feuillet introductif distinct disponible dans 20 langues officielles;
- une matrice et une maquette nouvelles pour la description du contenu des visites d'étude.

Ces points ont été présentés lors de la réunion annuelle de 2004 à Biarritz et ont reçu l'approbation de tous les RNL.

La forme et le contenu du catalogue et du feuillet introductif constituent le résultat des efforts conjoints du groupe de travail ad hoc, d'experts en communication, du service des publications du Cedefop et d'un travail intense mené par l'équipe de visites d'étude.

Préparation des visites d'étude sur l'approche sectorielle – Banque et finance.

Le 6 décembre, la première visite d'étude sur le secteur de la banque et de la finance a eu lieu à Athènes (Grèce). Les RNL qui organiseront en 2005 des visites d'étude sur ce thème étaient invités à y participer. Les conclusions de cette visite d'étude seront communiquées aux futurs organisateurs pour contribuer à améliorer l'organisation de leurs visites sur ce thème.

Préparation des visites d'étude sur

l'approche sectorielle – Agro-alimentaire

Le travail préliminaire en vue d'une réunion du groupe de travail devant se tenir à Prague le 31 janvier 2005 pour préparer les visites d'étude dans le secteur agro-alimentaire a été mené à bien. Les RNL et les organisateurs d'AT, EL, IT, IS, PT et NL qui organiseront des visites d'étude sur ce thème en 2005 sont invités à y participer. Les résultats de ce groupe de travail seront communiqués à la totalité des RNL et AT.

- (f) Les thèmes des visites d'étude s'alignant sur les objectifs de la coopération européenne renforcée dans la FEP et les priorités à moyen terme du Cedefop, ils correspondent aux thèmes auxquels les communautés virtuelles apportent leur soutien.

Lorsque les participants aux visites d'étude reçoivent du matériel de référence sur le thème de leur visite, ils sont informés de l'existence d'une communauté virtuelle sur le même thème et sont invités à s'y inscrire.

Les membres de l'équipe de visites d'étude sont également inscrits aux communautés virtuelles. Avec l'assistance des experts du Cedefop responsables de chacune des communautés, ils sélectionnent des articles et liens utiles dans la communauté virtuelle et les envoient aux participants à la visite d'étude au titre de leur préparation à la visite.

Les communautés virtuelles servent également de réservoir de participants potentiels lorsqu'il s'avère nécessaire de compléter un groupe de participants.

- (g) La réunion annuelle des responsables nationaux de liaison du programme de visites d'étude a eu lieu à Biarritz (France) les 22 et 23 mars 2004.

Les RNL ont approuvé les résultats des groupes de travail sur le vademecum et le catalogue. Ils ont également arrêté les critères nationaux à utiliser pour la sélection des participants aux visites d'étude.

Un nombre restreint de thèmes globaux proposés par le Cedefop pour les visites d'étude de 2005 a été soumis à la discussion. Le coordinateur du programme a souligné la nécessité de pouvoir exploiter et diffuser les résultats des visites d'étude sur la base de thèmes communs couverts par un grand nombre de pays.

Les grands pays ont exprimé leur préoccupation face à la diminution du nombre de bourses de visites d'étude, malgré les explications du Directeur sur ces développements.

Une discussion stimulante a également été menée sur les récents développements des aspects de FEP en France, à l'initiative des partenaires sociaux français et des autorités nationales et régionales, une attention particulière étant donnée au processus de prise de décision.

- (h) Il a été convenu lors de la réunion de novembre du Conseil d'administration qu'en 2005, priorité sera donnée à l'évaluation du programme, pour contribuer à poursuivre la réflexion sur son avenir. Dans cet esprit, certaines des visites d'étude de 2005 seront utilisées comme des visites pilotes à relier avec les groupes de travail du processus de Copenhague et du communiqué de Maastricht.

Domaine d'activités 2:

intégration des pays en voie d'adhésion

c.2.1. Résultats proposés pour 2004

Depuis 1999, des accords bilatéraux ont été passés avec les pays candidats, qui leur permettent de participer de plein droit aux activités des agences européennes travaillant dans les domaines appropriés, notamment le Cedefop. La subvention Phare spéciale a contribué au processus de familiarisation, qui a été réalisé en coopération étroite avec l'ETF. En 2004, dix nouveaux États membres rejoindront l'Union européenne.

(a) *Les activités prioritaires du Cedefop concernant les futurs États membres seront les suivantes:*

- *intégrer avec succès ces pays dans le Conseil d'administration du Cedefop, auquel ils participent déjà en tant qu'observateurs actifs;*
- *réaliser, en étroite coopération avec l'ETF, la sortie de ces pays de l'ETF et leur intégration dans les activités du Cedefop (voir annexe 5) et participer au groupe de travail conjoint ETF/Cedefop;*
- *valoriser les résultats du processus de familiarisation dans toutes les aires d'activités du Cedefop;*
- *associer efficacement les partenaires et les acteurs des futurs États membres à nos travaux.*

(b) *Pour les pays candidats restants (Bulgarie, Roumanie et Turquie), le Cedefop continuera*

- *d'assurer un flux et un échange mutuels d'informations;*
- *de les associer activement (en tant que participants et hôtes) au*

programme de visites d'étude;

- *de préparer leur intégration dans les communautés virtuelles;*
 - *de planifier, en coopération avec l'ETF, la meilleure répartition possible des tâches et des financements (le Cedefop n'est pas autorisé à utiliser une part de sa subvention normale hors de l'UE).*
- (c) *De manière générale, le Cedefop*
- *assurera le suivi et l'évaluation financière de l'accord Phare;*
 - *définira, en concertation avec la DG Élargissement, la meilleure stratégie pour l'élargissement futur et le financement des activités de familiarisation (probablement via l'ETF).*

c.2.2. Activités/résultats en 2004

(a) Une session de formation a eu lieu le 12 mai 2004 pour les membres du Conseil d'administration, notamment ceux des 10 nouveaux États membres. Cette formation avait pour objectifs:

- de familiariser les nouveaux membres du Conseil d'administration aux activités, aux produits et aux services du Cedefop;
- d'examiner le rôle du Cedefop, de rassembler et, dans la mesure du possible, d'associer en un réseau un grand nombre d'acteurs intervenant dans ce domaine;
- de présenter certains projets du Cedefop en rapport avec les responsabilités des membres du Conseil d'administration (KMS, ReferNet, etc.) en même temps qu'une vue d'ensemble des développements de la FEP dans l'UE-25.

Une exposition a également été préparée pour cette manifestation, afin de présenter des informations générales

sur le contexte socio-économique et sur le système éducatif de chacun des nouveaux États membres.

La sortie de l'ETF et l'intégration dans les activités du Cedefop ainsi que la participation au groupe de travail conjoint ETF/Cedefop se sont déroulées comme suit:

- La stratégie de sortie/d'entrée

Au titre des préparatifs du 1^{er} mai 2004, la coopération entre les deux agences s'est intensifiée au cours des derniers mois précédant l'élargissement de l'UE pour soutenir et finaliser la réalisation de la stratégie de sortie/d'entrée consistant en un transfert au Cedefop du savoir-faire et des ressources d'information de l'ETF. Des dossiers nationaux sur les nouveaux États membres ont été remis par l'ETF au personnel du Cedefop et lui serviront d'outils futurs. Les informations seront disponibles en ligne sur le site web consacré à l'élargissement au Village européen de la formation. Dans l'intervalle, l'ETF a reçu des informations sur les futurs plans du Cedefop et offert son soutien pour trouver des ressources humaines appropriées pour les nouveaux États membres. De même, autre élément important de cette stratégie, l'ETF fournit une assistance pour l'établissement de réseaux sur des aspects thématiques dans ces pays, réseaux qui seront ultérieurement intégrés dans les réseaux et les communautés du Cedefop.

- Formation du personnel du Cedefop
Le premier séminaire ETF-Cedefop de mise en commun des connaissances s'est tenu au Cedefop les 26 et 27 janvier 2004, en coopération avec les collègues de l'ETF. Ce séminaire visait à mettre le personnel du Cedefop mieux

au courant des systèmes de formation et d'enseignement professionnels des PAC, grâce aux informations recueillies par les activités de recherche de l'ETF.

Le 13 septembre 2004 a eu lieu à Turin le deuxième séminaire ETF-Cedefop de mise en commun des connaissances, destiné à mieux mettre le personnel de l'ETF au courant des tendances dans les États membres sur des thèmes choisis et à le familiariser avec les activités, les produits et les services du Cedefop.

- Groupe de travail conjoint ETF-Cedefop

Le groupe de travail conjoint ETF-Cedefop s'est réuni en janvier 2004 pour discuter le programme de travail 2004, notamment les activités en rapport avec la familiarisation des pays candidats restants après mai 2004 (voir aussi annexe 5 du programme de travail 2004 du Cedefop).

La réunion suivante du groupe de travail conjoint ETF-Cedefop s'est tenue à Turin le 14 septembre 2004. Les principaux points de l'ordre du jour étaient le programme de travail commun pour 2005 et la coopération future entre les deux agences et les pays candidats. Tous les points évoqués pendant cette réunion ont été inclus dans l'annexe 5 du programme de travail 2005 du Cedefop. Par ailleurs, un document stratégique sur la familiarisation des pays candidats sur la voie de l'accès a été dressé à la fin de l'année pour servir de cadre à la coopération entre les deux agences.

- Divers

En mars 2004, l'ETF, le Cedefop, la Banque européenne d'investissement

et l'Agence européenne de reconstruction ont organisé un atelier intitulé *Réformes de la FEP dans les Balkans occidentaux: comment les financer et les mettre en œuvre*. Cet atelier avait pour objectifs d'examiner les besoins de FEP dans cette région, d'évaluer les coûts des réformes et le besoin de développement de la FEP et de définir le rôle à jouer par les IFI à l'appui de la FEP dans les Balkans.

Avec le soutien de l'ETF, une formation interne a été organisée sur les systèmes de FEP dans les nouveaux États membres.

Le processus de familiarisation dans tous les domaines des activités du Cedefop s'est notamment concentré sur les aspects suivants:

- une feuille de route destinée à faciliter la familiarisation des observatoires nationaux et d'autres organisations clés de chaque pays aux activités du ReferNet du Cedefop (réseau de référence et d'expertise) (<http://www.cedefop.eu.int/directory.asp?refernet>). Certains des observatoires nationaux de ces pays ont déjà engagé leur activité de production de rapports;
- une feuille de route destinée à garantir que chaque pays sera associé aux autres réseaux et communautés du Cedefop, en particulier au réseau Formation des formateurs (TTnet) et au réseau sur la détection précoce des besoins de compétences (Skillsnet). Plusieurs manifestations, conférences, réunions et groupes de travail ont eu lieu cette année pour développer cette feuille de route et l'étendre aux nouveaux États membres de l'UE.

Le 8 mai 2004, à Thessalonique/Plateia Aristotelous, le Cedefop et le Centre européen de communication, d'information et de culture (EKEPP) ont organisé en coopération avec l'Agence européenne de reconstruction une manifestation en plein air pour célébrer l'élargissement de l'Union européenne et l'adhésion des nouveaux États membres. Cette manifestation, intitulée *Célébration de la journée de l'Europe et de l'adhésion des dix nouveaux États membres*, s'adressait au public grec et bénéficiait du soutien des ambassades et consulats des 10 nouveaux États membres.

Le Cedefop a par ailleurs engagé une coopération avec l'ETF sur la fourniture d'informations à jour sur les nouveaux États membres. Une liste de points de contact potentiels dans ces pays a été établie et sera utilisée aux fins de diffusion des informations et de maintien d'une étroite collaboration.

L'ETF fournit au Cedefop les noms des partenaires et des représentants des nouveaux États membres et des pays candidats, qui se joindront alors aux différentes activités du Cedefop, telles que des conférences, la *Revue européenne*, *Cedefop Info* et, notamment, les visites d'étude.

Après mai 2004, le Cedefop et le ReferNet ont compilé des profils sur la formation et l'enseignement professionnels dans les nouveaux États membres et les pays en voie d'adhésion. Le profil documentaire publié sur le site web du Village européen de la formation reflète les derniers développements dans l'Union européenne en matière de formation et d'enseigne-

ment professionnels dans les nouveaux États membres et les pays en voie d'adhésion.

- (b) Pour les pays candidats restants (Bulgarie, Roumanie, Croatie et Turquie): la coopération a visé à renforcer l'échange électronique d'informations, en particulier par des liens plus systématiques entre le Village européen de la formation du Cedefop et le site web de l'ETF. Le Cedefop a continué de faire participer les partenaires des pays candidats à ses communautés virtuelles (<http://cedefop.communityzero.com/>). L'ETF a encouragé la participation de même que l'inscription au Village européen de la formation (<http://www.trainingvillage.gr/etv/default.asp>) afin de faciliter l'accès aux informations sur la formation et l'enseignement professionnels dans l'UE et de renforcer l'intégration dans les activités du Cedefop; l'ETF et le Cedefop ont commencé, en étroite concertation avec la Commission, à dresser un programme détaillé de familiarisation pour la Bulgarie et la Roumanie; la Bulgarie et la Roumanie ont une longue tradition de coopération avec le Cedefop. Elles ont indiqué qu'elles souhaitent vivement poursuivre cette coopération, en particulier dans certains domaines où elles sont déjà impliquées: participation au développement de la politique communautaire, programme de visites d'étude, réseau ReferNet et système de rapports, Ttnet, coopération dans le domaine de la recherche, information et communication; le Directeur adjoint du Cedefop a été invité par le ministère roumain de l'éducation et de la recherche à apporter

une contribution à la conférence finale du programme Phare TVET RO, qui s'est tenue en septembre sous le titre *Réaliser les objectifs de Lisbonne – 2010: contribution de l'ETFP en Roumanie*. Il a rencontré des représentants de la Roumanie et de l'ETF pour déterminer les grandes priorités du soutien à apporter à ce pays dans la perspective de son adhésion à l'UE (probablement en 2007); le Directeur adjoint du Cedefop a été invité à prononcer une allocution de fond lors d'une importante conférence sur l'apprentissage tout au long de la vie qui s'est tenue à Sofia, Bulgarie, le 8 octobre 2004. Il a rencontré à cette occasion des représentants de pointe du ministère de l'éducation et des sciences, du ministère du travail et de la politique sociale, de l'Agence nationale de la FEP, du Centre de DRH, etc. afin de déterminer les grandes questions pour lesquelles le pays aura besoin d'un soutien intensif de la part du Cedefop et de l'ETF dans le cadre de la préparation de son adhésion à l'UE (probablement en 2007); enfin, le Cedefop a accepté une invitation de l'Agence nationale turque à participer à la conférence de lancement des programmes de l'UE (Socrates, Leonardo da Vinci et Jeunesse) en Turquie. La contribution du Cedefop a porté sur les visites d'étude. Plusieurs réunions avec des représentants du ministère de l'éducation et des experts de l'Agence nationale turque ont eu lieu afin de déterminer conjointement les grandes questions pour lesquelles le pays aura besoin d'un soutien intensif du Cedefop. Au titre du suivi de cette mission, une

délégation turque de l'agence a rendu visite au Cedefop en novembre pour s'informer des activités et des principaux projets du Cedefop.

- (c) Faciliter la participation et l'association des nouveaux États membres et des pays candidats au développement de la politique communautaire de FEP a constitué en 2004 un élément du programme de travail conjoint du Cedefop et de l'ETF. Le programme Phare *Familiariser les pays d'Europe centrale et orientale aux activités du Cedefop*, qui couvrait les dix pays candidats depuis lors devenus les nouveaux États membres, s'est achevé le 16 février 2004. En conclusion, les résultats escomptés ont été obtenus conformément à la proposition de projet, et l'impact du programme a été positif. En réponse à une requête de soutien financier de la part du Cedefop pour permettre la poursuite de la familiarisation de la Bulgarie et de la Roumanie jusqu'à leur adhésion à l'UE, probablement en 2007, la Commission a approuvé en septembre 2004 une *Enveloppe Phare III* sous le titre *Familiariser les pays candidats restants aux activités du Cedefop*. Ce programme sera mis en œuvre en 2005-2006 en étroite coopération avec l'ETF et différents acteurs de la FEP des deux pays. La Commission examinera au début de 2005 la question d'un soutien financier pour la familiarisation de la Croatie et de la Turquie. Dans l'intervalle, l'ETF et le Cedefop fourniront un appui à ces deux pays dans le cadre de coopération existant.

Les deux agences prêtent leur concours à la Commission européenne dans la mise en œuvre et le suivi d'actions en

rapport avec le travail sur les Objectifs futurs des systèmes d'éducation et de formation dans l'UE et sur la coopération européenne renforcée dans la FEP. L'ETF offre un soutien financier pour certaines des activités liées à la familiarisation des pays candidats restants aux activités du Cedefop, telles que les visites d'étude, les conférences Agora et le TTnet.

Domaine d'activités 3:

assistance et service aux partenaires

c.3.1. Résultats proposés pour 2004

- (a) *Soutenir la coopération renforcée en matière de FEP, comme cela est indiqué dans le domaine d'activités 4 de l'aire B, et apporter une contribution, comme indiqué ici, au processus de révision, ainsi qu'à la conférence et à l'exposition organisées sous la Présidence néerlandaise;*
- (b) *fournir une analyse des données générales servant de base à la planification pour la prochaine génération de programmes communautaires;*
- (c) *évaluer les rapports finals des projets de mobilité menés au titre de LdV II et introduire les résultats dans la base électronique d'exemples choisis de bonnes pratiques;*
- (d) *définir des critères de qualité pour l'évaluation de l'impact des projets de mobilité;*
- (e) *apporter ses services, son soutien à travers les communautés virtuelles, l'analyse du contenu, le bilan, les rapports et l'assistance d'experts, ainsi que sa participation aux groupes de travail et groupes techniques;*

- (f) *encourager les agences Leonardo da Vinci à soutenir les travaux des groupes de suivi thématique dans le cadre de LdV II en tant que moyen de promouvoir l'élaboration de politiques thématiques au niveau de l'UE et de renforcer l'approche de gestion des connaissances;*
- (g) *apporter son concours à l'achèvement de la base électronique d'exemples choisis de bonnes pratiques;*
- (h) *participer au groupe de travail conjoint Bilbao/Dublin/Cedefop/ETF sur les moyens à mettre en œuvre pour que les agences servent le mieux possible les partenaires sociaux, en particulier dans le contexte de l'élargissement;*
- (i) *renforcer les liens avec les organisations de partenaires sociaux (groupes de travail, dialogue social à différents niveaux, élargissement aux pays en voie d'adhésion, soutien au programme de visites d'étude);*
- (j) *soutenir le développement de compétences et de qualifications au niveau sectoriel;*
- (k) *renforcer la participation des partenaires sociaux, notamment en tenant compte de leur accord cadre et des rapports sur l'état de réalisation de cet accord. Organiser un soutien pratique à la mise en œuvre du programme de travail des partenaires sociaux européens pour 2003-2005 en liaison avec l'apprentissage tout au long de la vie;*
- (l) *fournir aux partenaires sociaux et aux entreprises des services liés aux résultats des activités du Cedefop;*
- (m) *utiliser le deuxième rapport sur les politiques de formation pour promouvoir la compréhension et la reconnaissance des activités des partenaires sociaux.*

C.3.2. Activités/résultats en 2004

- (a) Participation au séminaire organisé par la Présidence néerlandaise à la Haye, les 5 et 6 octobre 2004, *European Education and Training solutions at sector level.*
- (b) Discussion pendant la réunion de novembre du Conseil d'administration.
- (c) Base de données sur le processus: structure et contenu sont terminés.
- (d) Développement de site web en cours.
- (e) Pas de demande explicite.
- (f) Processus en cours.
- (g) Terminé (cf. C1.04).
- (h) En cours (cf. C3.03).
- (i) Il y a eu un certain nombre de réunions internes sur ce thème de même qu'un certain nombre de contacts avec les trois agences, la DG Emploi, l'UNICE et la CES. Le Cedefop a rendu visite aux agences de Dublin et Bilbao pour établir les premiers contacts. Il a été décidé, dans une première étape, de coopérer sur des thèmes d'intérêt commun (approche sectorielle, visites d'étude sur le dialogue social dans des secteurs spécifiques et visites d'étude sur les travailleurs âgés).
- (j) Pour améliorer la visibilité des partenaires sociaux et renforcer le soutien à leur accorder, le Cedefop a engagé un travail d'amélioration de la maison des partenaires sociaux au Village européen de la formation, qui inclura une structure liée au cadre d'actions, des informations sur le développement du dialogue social et des exemples et outils pratiques à mettre en œuvre dans les organisations. Les contacts et l'échange de vues avec les partenaires sociaux sont encore trop limités. Des efforts sont donc menés pour établir avec eux des contacts plus étroits et appuyer leur

travail. Le réseau de contacts établis avec les partenaires sociaux au niveau sectoriel européen et national est utilisé pour la promotion du programme de visites d'étude. Analyse en cours des activités d'éducation et de formation réalisées dans les secteurs au niveau européen et national.

- (k) Le Cedefop soutient de diverses manières le développement des compétences et des qualifications. Des efforts ont été menés pour promouvoir l'utilisation des médias électroniques. La base de données d'initiatives sur le développement de qualifications sectorielles, basée sur les résultats de l'inventaire effectué, est en préparation. Par ailleurs, il est prévu au Village européen de la formation une maison de la *Qualification sectorielle* qui structurera toutes les informations qu'elle contiendra selon un profil sectoriel. Une base de données bibliographiques sur *l'approche sectorielle du développement des qualifications, de l'éducation et de la formation*, avec des informations d'actualité, un agenda des manifestations à venir, etc., est en préparation. Il s'agit d'améliorer l'échange électronique d'informations et de renforcer la transparence dans ce domaine.

Le nouvel appel à propositions pour le programme Leonardo (2005-2006), avec son approche sectorielle, est diffusé via la communauté virtuelle. Une attention particulière a été donnée au secteur européen des sports et au secteur de l'agriculture. Pour le premier, le Cedefop a apporté en fournissant informations et conseils un soutien à un projet du secteur des sports consacré à la relation entre la formation profes-

sionnelle et l'emploi dans les sports en Europe. Pour le dernier, le Cedefop a contribué à une conférence sur le thème *Développements et avenir de l'enseignement agricole: aperçus de la pratique et de la recherche*, organisée par l'Université de Wageningen aux Pays-Bas.

- (l) Une initiative a été lancée pour organiser une réunion initiale afin d'examiner la manière dont le Cedefop peut coopérer avec les partenaires sociaux sur cette question. Il n'a pas encore été possible d'organiser une telle réunion avec tous les partenaires. Les contacts individuels avec l'ETF, Dublin, Bilbao, la CES, peuvent être considérés comme des démarches utiles.
- (m) Des efforts sont en cours pour établir et développer ces services. Les efforts n'ont pas eu toute l'intensité qu'ils auraient pu avoir, du fait des procédures de recrutement en cours menées pour remplacer les deux experts nationaux détachés qui sont partis en 2004.
- (n) Pour mieux sensibiliser à l'action des partenaires sociaux, le chapitre sur la perspective des partenaires sociaux et le dialogue social du deuxième rapport sur les politiques, *Apprendre pour l'emploi*, est intégralement publié dans la communauté virtuelle sur les qualifications sectorielles. Le deuxième rapport de suivi des partenaires sociaux sur le cadre d'actions est également disponible sur le même site. En outre, ces rapports seront également disponibles dans la nouvelle maison des partenaires sociaux au Village européen de la formation. Ces documents font et continueront de faire l'objet d'une promotion dans tous les forums apparentés auxquels le Cedefop participe.

Aire C

ressources humaines et financières (2004)

	Prévisions (*)	Exécution
Total personnel Aire C en équivalent plein temps:	12,5	10
Domaine d'activités 1: programme de visites d'étude LdV II	1 105	1 105
Domaine d'activités 2: intégration des pays candidats	24	17
Domaine d'activités 3: assistance et service aux partenaires	174	53
Total euros	1 303	1 175

(*) Les chiffres diffèrent de ceux publiés au Programme de travail 2004 parce que la subvention accordée a été inférieure à la demande du Conseil d'administration et que les frais de mission ont été affectés aux domaines d'activités.

Observations

Les causes des différences figurent pour la plupart dans le texte sur l'exécution du programme de travail. Par ailleurs, il convient de noter que le soutien apporté aux services aux partenaires ne s'est pas développé comme prévu parce que deux experts de ce domaine ont quitté le Centre et que la

base de données sur les qualifications sectorielles a reçu une impulsion nouvelle après la conférence de la Présidence en octobre à La Haye, voire encore davantage après le communiqué de Maastricht en décembre.

AIRE D

Information, communication et diffusion

L'équipe travaillant dans cette section se compose de Michael Adams, Steve Bainbridge, David Bond, Sylvie Bousquet, Alison Clark, David Crabbe, Carlos da Cruz (remplacé par Jesus Bustamante en novembre 2004), Anna-Grethe Dolberg Schomburg, Isabel Dreyer, Corinna Frey, Ioanna Nezi, Philippe Tissot, Amaryllis Weiler-Vassilikioti, Marc Willem, Norbert Wollschläger.

Introduction et évolution générale

Au cours de l'année 2004, le Cedefop a produit un grand nombre de publications et périodiques en diverses langues. Le Cedefop partage un stand avec la DG EAC et met à profit des expositions et autres manifestations pour assurer la promotion du Cedefop et de publications ou initiatives spécifiques. Un programme comprenant 16 manifestations jusqu'en février 2005 a été convenu avec la DG EAC; 12 de ces manifestations ont lieu dans les nouveaux États membres.

Le Village européen de la formation est une plate-forme interactive qui rassemble décideurs, partenaires sociaux, praticiens, scientifiques et tous ceux qui s'intéressent à la formation et à l'enseignement professionnels. Mis en place en 1998, le Village est devenu une communauté spécialisée de plus de 60 000 membres inscrits. Les inscriptions sur le site du Village sont passées de 37 000 en décembre 2003 à 50 000 en décembre 2004, soit une augmentation de plus de 35 %. Le taux d'augmentation des inscriptions des nouveaux États membres est bien plus important encore: près de 60 %.

Le Village fournit des informations d'actualité sur la formation et l'enseignement professionnels en Europe. Le site s'articule en quatre grandes sections: *Flash FEP*, *Sources d'information*, *Projets et réseaux* et *Échange d'opinions*. Il donne aussi accès à la base de données eKnowVet du Cedefop, qui est structurée en 11 thèmes et plusieurs sous-thèmes. Le Village a aussi des zones de travail en coopération où les usagers peuvent nouer des contacts et échanger des informations. Il héberge

par ailleurs plusieurs communautés virtuelles ayant pour mission de soutenir les développements des politiques et de la recherche. Ces communautés virtuelles fournissent à leurs membres une plate-forme où ils peuvent dialoguer, publier des documents, se communiquer des références et accéder à des informations.

Le réseau ReferNet, lancé en avril 2002, est le successeur naturel du réseau d'information documentaire qui a existé pendant plus de 12 ans. Dans chaque pays, une organisation se voit à l'issue d'un appel d'offres restreint basé sur un appel à manifestations d'intérêt confier la mission de coordinateur national. L'une des conditions à remplir est la création d'un consortium national d'organisations clés dans le domaine de la FEP. Le principal objectif est d'améliorer la coopération au niveau national afin de faciliter la collecte d'informations et la réalisation d'analyses thématiques si possible dans tous les domaines et secteurs. Aux 17 pays déjà affiliés au ReferNet, en l'occurrence les 15 anciens États membres plus la Norvège et l'Islande, sont venus s'ajouter en mai 2004 les dix nouveaux États membres, et le ReferNet couvre donc dorénavant 27 pays d'Europe. Tous les consortiums nationaux étaient représentés aux deux dernières réunions, la réunion plénière de juin 2004 et la réunion technique d'octobre 2004, à l'exception du Luxembourg. Le réseau soutient également l'objectif principal de la bibliothèque du Cedefop: acquérir, traiter et diffuser du matériel imprimé et électronique sur la formation et l'enseignement professionnels, et mettre à jour une série de bases de données, la plus importante étant la base VET-Bib, qui contient plus de 43 000 références à du matériel publié ou électronique sur la formation et l'ensei-

gnement professionnels. Pour améliorer la gestion globale du réseau de même que la communication et les relations entre le Centre et les membres du réseau, une nouvelle application basée sur la Toile (Livelink) a été mise en place.

En ce qui concerne le système de gestion de la qualité du service Bibliothèque, documentation et archives, le Cedefop a obtenu la certification BS EN ISO 9001/2000 du British Standards Institute (BSI). Pour la mise à jour et la traduction dans toutes les langues officielles du Thésaurus européen de la formation, un outil de traduction a été conçu pour assurer l'interopérabilité sémantique avec les grands thésaurus européens d'Eurydice, d'European Schoolnet et de l'Office des publications officielles des communautés européennes.

La Bibliothèque a préparé une étude de visibilité du Cedefop et de ses produits, qui présente un constat de la visibilité du Cedefop. Elle analyse et énumère toutes les sources (répertoires, bases de données, sites web, etc.) du domaine des sciences sociales au sens large dans lesquelles le Cedefop ou ses produits sont actuellement mentionnés. Le service a conclu des accords avec les grands producteurs de bases de données en sciences sociales, notamment celles qui couvrent «l'éducation et la formation» (ÉRIC, FRANCIS, IBSS, British Library, bibliothèques nationales, etc.).

Le Bureau de Bruxelles a accueilli un certain nombre de réunions (voir plus loin).

Domaine d'activités 1:

publications et diffusion

D.1.1. Résultats proposés pour 2004

- (a) *Réexaminer la politique de publication du Cedefop et soumettre des propositions de changement au Directeur;*
- (b) *mettre en œuvre un système de contrôle qualité;*
- (c) *développer et maintenir une base d'informations sur les événements organisés;*
- (d) *repérer avec plus de précision les besoins et les intérêts des partenaires pour nos produits et services à travers une série d'enquêtes;*
- (e) *améliorer les services d'information du Cedefop et créer une synergie entre ces différents services, en consacrant une partie du site web du Cedefop à la presse et en repensant la conception de son bulletin d'information;*
- (f) *accroître substantiellement le nombre des abonnements à la Revue européenne «Formation professionnelle» à travers une campagne de promotion spécifique;*
- (g) *améliorer la diffusion et l'accessibilité des produits et services du Cedefop grâce à la mise en œuvre d'une structure de commerce électronique, en réorganisant le site du Cedefop;*
- (h) *mener une série d'activités de promotion ciblées, reliant la participation du Cedefop à des conférences, foires ou expositions avec la promotion de nouvelles publications et de nouveaux services, en apportant notamment un soutien actif aux activités organisées lors des conférences de la Présidence du Conseil de l'UE;*
- (i) *revoir la base électronique de contacts de presse et mettre sur pied un réseau*

performant de journalistes, en vue de créer des contacts de bonne qualité.

D.1.2. Activités/résultats en 2004

- (a) Le programme prévisionnel du Cedefop comportait 28 nouveaux titres pour 2004. En fait, le Cedefop a publié 31 nouveaux titres dans un total de 62 publications compte tenu de différentes versions linguistiques. En outre, 19 périodiques en diverses langues ont été publiés. La liste figure en annexe 1. Le processus technique de production a été révisé pour améliorer la planification, la rapidité et la qualité des publications du Cedefop.
- (b) L'un des changements apportés au système de production technique des publications est la conception d'un système de contrôle interne de la qualité faisant appel à un groupe d'évaluation des publications.
- (c) Le Cedefop a une base de données de conférences, foires et expositions en Europe sur la formation et l'enseignement professionnels. Elle comprend les manifestations que le Cedefop organise et accueille à Thessalonique, les manifestations hébergées par d'autres organisations et auxquelles le Cedefop participe en tant que délégué ou exposant, et d'autres revêtant un intérêt pour les spécialistes de la formation et de l'enseignement professionnels. Les informations relatives aux manifestations sont publiées sur le site web du Cedefop, faisant aussi l'objet d'une diffusion par le biais du bulletin mensuel du Cedefop. Un outil de saisie est actuellement mis au point dans le cadre de la mise en œuvre de la technologie Livelink, afin de permettre aux membres du ReferNet d'entrer des

informations sur les manifestations pour les publier directement sur les sites web du Cedefop.

- (d) Les enquêtes prévues sur l'utilisation des produits et services du Cedefop et sur la *Revue européenne* «*Formation professionnelle*» ont dû être repoussées à l'année prochaine en raison de changements au sein du personnel et de retards dans le recrutement.
- (e) Le développement intégral du site web consacré à la presse est en attente du fait de la mise en œuvre de la technologie Livelink. La publication du bulletin électronique mensuel du Cedefop a cessé en juin en raison de changements au sein du personnel et de retards dans le recrutement de remplaçants. Il est toutefois prévu de mettre en place un nouveau service d'informations électroniques.
- (f) Les efforts de promotion de la *Revue européenne* sont entravés par ses retards de publication. On observe certains indices d'amélioration, et le retard a pu être réduit de huit à six mois, toutes les versions linguistiques étant publiées en même temps. Un plan de production détaillé a été dressé pour l'année à venir, avec pour objectif de produire la *Revue* dans les cinq langues dans le respect des échéances. L'organisation d'une enquête sur la *Revue européenne* de même que sa commercialisation font l'objet de discussions avec l'Office des publications.
- (g) Une refonte intégrale du site web du Cedefop a été différée au titre d'une réorganisation générale des services du Cedefop basés sur la Toile. Le Cedefop coopère avec l'Office des publications sur le projet de librairie européenne afin de proposer ses publications payantes à la vente en ligne. Ce projet s'est toutefois heurté à des difficultés relatives aux recettes de TVA. Le Cedefop se trouverait confronté à des problèmes similaires s'il lançait son propre site commercial. L'établissement de listes de diffusion électronique des publications gratuites du Cedefop a commencé pour en augmenter la diffusion.
- (h) Le Cedefop partage un stand avec la DG EAC et met à profit des expositions et autres manifestations pour assurer la promotion du Cedefop et de publications ou initiatives spécifiques. Un programme comprenant 16 manifestations jusqu'en février 2005 a été convenu avec la DG EAC; 12 de ces manifestations ont lieu dans les nouveaux États membres. À ce titre, le Cedefop a jusqu'ici participé à des expositions à Chypre (février 2004) Varsovie (mars 2004), Londres (avril 2004) et Lublijana (octobre 2004), Bratislava, Prague. (toutes deux en novembre 2004), Berlin, Tallinn et Maastricht (toutes trois en décembre 2004). Lors de la plupart de ces manifestations, le Cedefop s'est attaché à mieux faire connaître d'une façon générale ses produits et ses services. Sur un plan plus spécifique, le Cedefop a mené à Londres, en avril, la promotion de son deuxième rapport sur les politiques *Apprendre pour l'emploi* et à Maastricht celle de son rapport *La formation et l'enseignement professionnels: une clé pour l'avenir*, qui analyse les progrès de la réalisation des objectifs de Lisbonne pour 2010.
- (i) Les membres du ReferNet ont été invités à faire connaître les 10 principales publications de leurs pays publiant

des articles sur la formation et l'enseignement professionnels, afin d'avoir ainsi de premiers points de contact pour le développement d'une base de données. Le ReferNet a réagi de manière décevante, deux pays seulement fournissant une réponse. La demande sera réitérée l'année prochaine. Un appel à manifestations d'intérêt a été lancé auprès de journalistes et une liste a été dressée à partir des réponses. Il sera fait appel aux journalistes figurant sur la liste pour rédiger et réviser des articles sur la formation et l'enseignement professionnels devant être publiés dans les périodiques du Cedefop de même que pour préparer des communiqués de presse.

Bureau de Bruxelles

Au cours de l'année 2004, le bureau de Bruxelles a accueilli des réunions pendant 56 jours pour un total d'environ 1100 participants/journées. Il s'agissait pour la plupart de réunions du Cedefop, par ex., du Bureau du Conseil d'administration, mais aussi d'autres réunions sur des sujets présentant un intérêt pour le Cedefop. Le bureau a par ailleurs reçu des visites de personnes et de groupes, par ex., de Chine (juin), de Suède (octobre) et de Saxe (novembre), qui désiraient s'informer du travail du Cedefop.

Le bureau de Bruxelles a eu à répondre pendant l'année 2004 à une demande accrue de mise à disposition d'espace de travail de la part de collègues de Thessalonique en mission à Bruxelles. Le personnel du bureau a répondu à des demandes d'information émanant notamment d'institutions bruxelloises. Les agents du bureau de Bruxelles ont organisé et tenu le stand du Cedefop (et de la Commission) à des

expositions à Maastricht et Bruxelles. Ils ont participé et rédigé des comptes rendus de réunions et conférences organisées par les institutions européennes, et particulièrement par la Commission, par ex., réunions du comité du programme Leonardo da Vinci et du Comité consultatif pour la formation professionnelle.

Au cours de l'été a été élaboré un document passant en revue le rôle et le développement du bureau depuis son établissement, mais particulièrement au cours des 10 années écoulées depuis le transfert du Cedefop à Thessalonique.

Domaine d'activités 2:

accroître la visibilité et l'utilisation du Village européen de la formation

D.2.1. Résultats proposés pour 2004

- (a) *Consolider la plate-forme technologique pour le KMS;*
- (b) *devenir membre du Forum européen de gestion des connaissances;*
- (c) *mettre en place et gérer un certain nombre de communautés virtuelles thématiques liées à des questions politiques au niveau européen;*
- (d) *assurer, en optimisant l'utilisation des métadonnées et du Thésaurus européen de la formation, l'interopérabilité entre les différents éléments du KMS sur le site du Village: base de données EknoVet et classification thématique, autres bases de données du KMS et communautés virtuelles thématiques;*
- (e) *faire progresser le taux d'utilisation du Village et renforcer la présence des pays candidats sur le site du Village, ainsi que l'usage qu'ils en font;*

- (f) *organiser des zones d'activités électroniques gérées conjointement avec les partenaires sociaux européens;*
- (g) *améliorer la qualité du Village et faire de celui-ci une plate-forme pour les communautés virtuelles, en y intégrant également les bases de données suivantes:*
 - *apprentissage tout au long de la vie (exemples choisis de bonnes pratiques),*
 - *base de données ERO (Panorama de la recherche en Europe) pour les experts, documents et projets Cedra (Arène de recherche du Cedefop);*
- (h) *améliorer le système de gestion des utilisateurs;*
- (i) *réorganiser la page d'accueil du Village;*
- (j) *mettre en œuvre la procédure permettant d'offrir des ressources d'informations spécifiques aux pays candidats;*
- (k) *mener des enquêtes en ligne;*
- (l) *consolider la publication régulière d'un bulletin de liaison électronique trimestriel sur l'e-learning et renforcer la prise de conscience et l'application de normes et de spécifications en matière de technologies de l'apprentissage.*

D.2.2. Activités/résultats en 2004

- (a) L'intégration du KMS dans la plate-forme du Village européen de la formation a progressé.
- (b) Le Cedefop est membre actif du forum européen de gestion des connaissances.
- (c) Mettre en place et gérer un certain nombre de communautés virtuelles thématiques liées à des questions politiques au niveau européen:
 - le prototype Europass a été complété pour être présenté à la conférence de Maastricht. Le site web prévu est en place depuis la conférence de Maastricht en décembre 2004: <http://europass.cedefop.eu.int>;
 - le site web eTTnet est hébergé sur le serveur du site du Village européen de la formation. L'authentification des usagers du site eTTnet se fait par le biais de la gestion des usagers du Village (LDAP). Le travail de développement a été réalisé par une entreprise externe, et l'accès à notre serveur de développement a été assuré. Le site web eTTnet est en ligne depuis juillet 2004: <http://ettnet.trainingvillage.gr/>;
 - Skillsnet: création de nouvelles pages fournissant une plate-forme d'information à une communauté virtuelle de chercheurs, de décideurs, de praticiens et de partenaires sociaux du monde entier. Il s'agit d'un forum d'échange d'informations et d'expériences ainsi que de coopération dans le domaine de la détection, de l'anticipation et du suivi des compétences qui changent et émergent à différents niveaux (national, régional, sectoriel, professionnel), et il s'adresse à différents groupes cibles. Les pages du Skillsnet du Village européen de la formation sont en ligne depuis le début de mars 2004: http://www.trainingvillage.gr/etv/Projects_Networks/skillsnet/;
 - orientation: ces pages doivent servir de ressource tant pour la fourniture d'informations sur les développements récents de la politique européenne en matière d'orientation que pour l'échange d'opinions. Les pages d'orientation du Village européen de la formation sont en ligne depuis le début d'avril 2004: <http://www.w>.

trainingvillage.gr/etv/Projects_Networks/Guidance/.

- (d) Intégration des 11 thèmes du KMS sur le site du Village et présentation du contenu de la base de données eKnowVet aux utilisateurs du Village. L'interface de recherche dans le contenu de la base de données eKnowVet a été encore améliorée. Le contenu est présenté via le site du Village dans la maison des systèmes nationaux de FEP. Les pages remaniées des systèmes nationaux de FEP sur le site du Village sont en ligne depuis novembre 2004: http://www.trainingvillage.gr/etv/Information_resources/NationalVet/
- (e) Les inscriptions sur le site du Village sont passées de 37 200 en décembre 2003 à 53 740 en décembre 2004.

	2003	2004
Nombre moyen d'accès (hits) par jour	41 673	53 230
Nombre moyen de pages visualisées par jour	6 174	9 035
Nombre moyen de visites par jour	1 374	1 776
Nombre de visiteurs ayant visité le site plus d'une fois	32 652	52 716

- (f) Établissement d'un groupe de travail interne sur les partenaires sociaux. La maison des partenaires sociaux du Village est en cours de reconstruction. L'objectif poursuivi est de fournir aux représentants des partenaires sociaux qui s'intéressent au développement du dialogue social sur la FEP au niveau européen des informations pertinentes et de fournir aux autres acteurs des

informations sur le dialogue social. Les pages des partenaires sociaux sur le site du Village sont en ligne depuis fin mai 2004:

http://www.trainingvillage.gr/etv/Projects_Networks/SocialP/

- (g) Le Cedra, mis en place en 2000, soutient la coopération dans la recherche dans les domaines de la formation et de l'enseignement professionnels (FEP) et du développement des ressources humaines (DRH). Il facilite la communication et contribue à la construction de communautés parmi les chercheurs européens. Les nouvelles pages du Cedra sont en ligne depuis fin mai 2004 http://www.trainingvillage.gr/etv/Projects_Networks/ero/

La base de données de projets, de documents et d'experts du Cedra, le Panorama de la recherche en Europe (ERO), fournit une plate-forme permettant aux membres de la communauté des chercheurs de mettre en commun des informations sur eux-mêmes, sur leurs domaines d'intérêt et d'activités, sur les projets de recherche et les documents et publications. Elle offre aussi un service général d'information à l'intention de l'ensemble des communautés de la FEP et du DRH. L'ERO s'articule autour d'une base d'informations comprenant trois éléments:

- répertoire d'experts (informations sur les chercheurs);
- base de données de documents (surtout documents de conférences et rapports n'ayant pas fait l'objet d'une publication formelle);
- base de données de projets (informations sur les projets de recherche nationaux et européens).

Ces trois éléments sont connectés à

la base de données des institutions de FEP du Cedefop (VET-INSTIT).

À l'issue de son élaboration, elle a passé avec succès la phase pilote et est en ligne depuis la fin mai 2004:

http://www.trainingvillage.gr/etv/Projects_Networks/ero/

- (h) Intégration des communautés virtuelles dans les sections appropriées du Village en fonction du degré de visibilité de chaque communauté virtuelle. La personnalisation par signature unique (*single sign-on*, SSO) permet de mettre en commun les données des utilisateurs et les sessions entre le Village et *CommunityZero*, un site Advantage hébergé par Ramius Corporation. Grâce à la mise en œuvre de la fonctionnalité de signature unique, les utilisateurs du Village européen de la formation peuvent accéder directement au contenu des deux systèmes sans avoir à s'inscrire ou s'identifier une nouvelle fois. Le développement a été réalisé par un contractant externe en étroite collaboration avec les concepteurs du Village. La fonctionnalité de signature unique a été lancée fin novembre 2004.
- (i) Le réaménagement de la page d'accueil du Village s'inscrit dans le contexte de la personnalisation du site. Il convenait d'adapter en conséquence la présentation de la page d'accueil. Les nouveaux points accessibles sur la première page sont structurés en catégories. Toutes les informations sont stockées dans une seule base de données. Un travail de réaménagement et de restructuration de la base de données d'informations a été effectué. La finalisation de la base de données connaît un certain retard, dû au manque de

ressources humaines. Elle devrait être lancée en février 2005.

- (j) Les résultats des enquêtes seront utilisés lors du développement d'une section du Village consacrée à l'élargissement. Le prototype des pages du Village sur l'élargissement est prêt depuis le début, en mai 2004. Des contenus supplémentaires devront être ajoutés pour compléter les pages. Ces pages ont été élaborées en coopération avec l'ETF.
- (k) Une enquête sur l'élargissement a été lancée en décembre 2003. Une autre enquête sur le même thème, traduite en 11 langues de l'UE, a été lancée en février 2004. Elle avait pour objectif d'établir un constat de l'opinion générale au sein et en dehors des frontières de l'UE ainsi que des besoins des utilisateurs des systèmes de FEP. 1263 utilisateurs ont participé à cette enquête, et le rapport a été finalisé. Une autre enquête, consacrée à l'orientation tout au long de la vie, a été lancée début juin 2004 pour mieux cerner les besoins et les intérêts des utilisateurs de la communauté virtuelle et du site web sur l'orientation; elle permettra de réviser et de modifier les ressources en ligne du Cedefop en matière d'orientation. Cette enquête est limitée aux utilisateurs de la communauté virtuelle.
- (l) Des contacts ont été établis avec *Checkpoint* (un bulletin allemand sur l'apprentissage électronique, avec lequel une coopération sur des publications conjointes sera menée en 2005).

Domaine d'activités 3:

bases de données et ReferNet gérés par le service Bibliothèque et documentation

D.3.1. Résultats proposés pour 2004

- (a) *Améliorer l'administration, la gestion et l'animation du ReferNet, grâce à un logiciel approprié comportant cinq fonctions principales: flux de travail, collaboration, gestion documentaire, recherche documentaire et publication du contenu;*
- (b) *achever l'extension du ReferNet aux pays en voie d'adhésion et établir des partenariats avec tous les organismes et centres de recherche concernés par la FEP;*
- (c) *gérer la communauté du ReferNet au niveau européen et coordonner les activités au niveau national; assurer la synergie avec tous les autres outils de collaboration utilisés pour le KMS (voir annexe 1);*
- (d) *améliorer le système de gestion totale de la qualité, certifié ISO 9001 pour l'ensemble de la gestion qualité du service de bibliothèque, de documentation et d'archives;*
- (e) *veiller à ce que les grandes bases de données européennes de citations incluent les publications du Cedefop;*
- (f) *mettre à jour le Thésaurus européen de la formation et assurer sa publication dans les 11 langues officielles de l'UE;*
- (g) *participer activement aux activités de normalisation dans le cadre de l'atelier CEN/ISSS sur les technologies de l'apprentissage, afin d'améliorer nos services d'information;*

- (h) *encourager tous nos partenaires à s'associer à la communauté des technologies de l'apprentissage et promouvoir la synergie en matière de gestion des connaissances dans l'UE.*

D.3.2. Activités/résultats en 2004

- (a) En vue d'améliorer la communication et les relations entre le Centre et les membres du réseau, une nouvelle application basée sur la Toile est mise en place (Livelink).

L'Aire D, en collaboration avec l'Aire E, a finalisé la mise en œuvre de la nouvelle plate-forme OpenText Livelink; ce logiciel nouvellement acquis couvre les besoins actuels et futurs du Cedefop en matière de gestion documentaire, gestion des archives, flux de travail, recherche d'informations, collaboration et publication du contenu web.

Quatre grands projets sont actuellement menés en parallèle: extranet ReferNet, intranet, EDMS et gestion des archives. Un autre projet basé sur les fonctionnalités de gestion de contenus web de Livelink sera lancé en 2005.

ReferNet:

Un groupe pilote de cinq pays membres du ReferNet (Allemagne, Irlande, Islande, Lituanie et Royaume-Uni) a mené une phase de tests en vue d'expérimenter et de valider les nouvelles fonctionnalités extranet du ReferNet.

Tous les membres du ReferNet ont commencé à travailler sur la nouvelle plate-forme le 15 novembre 2004.

Coopération interinstitutionnelle:

Le Cedefop participe activement à un groupe interinstitutionnel d'utilisateurs de Livelink composé de représentants

des instances suivantes: Commission, OPOCE, OSHA, ETF, AESA, BEI et Cedefop. Un atelier de trois jours a eu lieu à l'agence de Bilbao en novembre.

- (b) La préparation de l'extension du ReferNet aux pays en voie d'adhésion s'est poursuivie depuis 2001 et elle est menée en étroite collaboration avec l'ETF. Au titre de la familiarisation des observatoires nationaux de l'ETF aux activités du ReferNet du Cedefop, il leur a été demandé de mettre sur pied des consortiums nationaux et de mener certaines des activités du ReferNet, notamment tâches documentaires, préalablement à l'adhésion.

Lors de cette phase préparatoire, certains des observatoires nationaux ont aussi organisé dans leurs pays respectifs des réunions de préparation au ReferNet, au cours desquelles des membres potentiels des consortiums ont reçu des informations sur le ReferNet, ses objectifs et ses tâches, et ont été invités à s'y joindre.

En décembre 2003, le Cedefop a lancé un appel à propositions portant sur les coordinateurs nationaux du ReferNet dans les pays en voie d'accession; tous les observatoires nationaux ont présenté avec succès leur candidature. Le 1^{er} mai 2004, le ReferNet du Cedefop est passé de 17 membres (États membres de l'UE, IS, NO) à 27 (États membres de l'UE plus nouveaux États membres, IS, NO).

La première réunion plénière du ReferNet après l'élargissement s'est tenue avec succès en juin 2004. Des représentants des 27 membres du ReferNet, membres associés et délégués de pays candidats ont participé à cette réunion. En novembre 2004,

deux bibliothécaires des nouveaux États membres sont venus se joindre à l'équipe de la Bibliothèque. Ils représenteront les points de contact pour les nouveaux membres.

En ce qui concerne les quatre pays candidats restants (Roumanie, Bulgarie, Turquie et Croatie), une étroite coopération avec l'ETF est à nouveau en cours. Le processus de familiarisation de ces pays aux activités du Cedefop a déjà commencé et se poursuit.

- (c) Le rôle de plate-forme nationale pour les acteurs de la formation professionnelle que jouent les consortiums nationaux du ReferNet est de plus en plus reconnu, et les activités et initiatives de certains de ces consortiums présentent pour les États membres des avantages dépassant même ceux demandés par le Cedefop. Par ailleurs, les réunions des consortiums rassemblent des représentants nationaux de réseaux européens qui n'ont sinon guère de possibilités de se rencontrer (par ex., agences Leonardo, unité Eurydice, PNR, Euroguidance, etc.).

- (d) En 2004, le service Bibliothèque, documentation et archives a non seulement amélioré son système de gestion de la qualité, mais a également obtenu la certification BS EN ISO 9001/2000 du British Standards Institute (BSI), une norme de qualité universellement reconnue. Notre Bibliothèque est ainsi probablement la première d'un organisme de l'UE à avoir obtenu une telle certification, et aussi la première en Grèce. Plus précisément, à la suite d'une évaluation menée par un examinateur du BSI en janvier 2004, la Bibliothèque a obtenu la certification en mars 2004. Depuis sa certification, la Biblio-

thèque a passé sa première évaluation continue en décembre 2004.

- (e) La Bibliothèque a préparé une étude sur la visibilité du Cedefop et de ses produits, qui présente un constat de la visibilité du Cedefop. Elle analyse et énumère toutes les sources (répertoires, bases de données, sites web, etc.) du domaine des sciences sociales au sens large dans lesquelles le Cedefop ou ses produits sont actuellement mentionnés.

L'étape suivante a été la compilation d'un recueil de répertoires, bases de données et sites web importants où le Cedefop et/ou ses produits ne sont pas encore représentés, mais où leur inclusion constitue un objectif.

En outre, une attention particulière a été prêtée à la *Revue européenne «Formation professionnelle»* du Cedefop et à son inclusion dans les bases de données de citations. En étroite collaboration avec l'équipe de rédaction de la *Revue*, une démarche active de sensibilisation a été menée.

- (f) Mise à jour du Thésaurus européen de la formation en DE, EL, ES, IT, PT et traduction en CS, DA, FI, IT, NL, PL, PT, SV. Pour la version plurilingue, un outil de traduction a été conçu pour assurer l'interopérabilité sémantique avec les grands thésaurus européens d'Eurydice, d'European Schoolnet et de l'Office des publications officielles des Communautés européennes.
- (g) En 2004, le Cedefop a apporté une contribution à un rapport sur l'harmonisation des terminologies pour l'atelier CEN/ISSS sur les technologies apprenantes. Ce rapport formule des concepts, des techniques et des instructions pour l'harmonisation des terminologies. Il contient une analyse des problèmes et des options d'harmonisation, des concepts et des instructions pour la conception de terminologies favorisant l'harmonisation, et stipule à quelles conditions doivent répondre les méthodes et les outils d'harmonisation et de mise en commun de terminologies.
- (h) Voir plus haut, point c).

Aire D

ressources humaines et financières (2004)

	Prévisions (*)	Exécution
Total personnel Aire D en équivalent plein temps:	37,15	34,85
Domaine d'activités 1: publications et diffusion	584	372
Domaine d'activités 2: Village européen de la formation	335	340
Domaine d'activités 3: bases de données et ReferNet au sein du KMS	631	991
Total euros	1 550	1 703

(*) Les chiffres diffèrent de ceux publiés au Programme de travail 2004 parce que la subvention accordée a été inférieure à la demande du Conseil d'administration et que les frais de mission ont été affectés aux domaines d'activités.

Observations

Les causes des différences figurent pour la plupart dans le texte sur l'exécution du programme de travail. Il convient de noter par ailleurs que:

- (a) Il y a eu moins de publications que prévu, en raison notamment d'un manque de planification et de respect des échéances.
- (b) Le coût du ReferNet a été plus élevé que prévu parce que les activités transversales de coordination de la recherche, de rapports nationaux, de révision et de traduction des contributions ont été comptabilisées ici.

AIRE E

Administration, équipements et ressources

L'équipe travaillant dans cette section se compose de Spyros Antoniou, Colin Mc Cullough, Niall McHale, Hélène Hamers, Werner P. Herrmann, Pavlos Longinidis, Trine Pedersen, Stavros Stavrou, Isabelle Thomas-Kollias, Lazaros Tossounidis, Johan van Rens.

Domaine d'activités 1:

mise en œuvre des décisions du Conseil d'administration

E.1.1. Résultats proposés pour 2004

- (a) *Exécuter les décisions du Conseil d'administration relatives à la sélection d'un nouveau Directeur. Une assistance extérieure sera fournie et des réunions supplémentaires du Bureau seront prévues en raison de son rôle de Comité de sélection;*
- (b) *pour la sélection du Directeur adjoint, les procédures seront mises en place conformément aux règles et aux décisions du Conseil d'administration;*
- (c) *procéder à un examen à mi-parcours de la mise en œuvre des priorités à moyen terme 2003-2006, qui sera présenté au Conseil d'administration (élargi) lors de sa réunion de mai;*
- (d) *assurer une interaction claire entre les priorités à moyen terme (objectif général, objectifs stratégiques et priorités de travail), le programme de travail annuel et sa mise en œuvre, en veillant notamment à assurer une parfaite cohérence entre les plans de travail individuels du personnel du Cedefop et les programmes des aires d'activités;*
- (e) *appliquer pleinement le système de suivi des progrès et de rapports, notamment en ce qui concerne les résultats mesurables, tant sur le plan quantitatif que qualitatif;*
- (f) *renforcer la coopération interne entre les différentes aires, afin d'assurer la synergie et l'efficacité, en accord avec les principes de «gestion par objectifs»;*
- (g) *évaluer l'administration du Centre en tant que service, en vue d'appliquer*

les réformes liées à la gestion financière, à l'administration et aux ressources humaines;

- (h) *contrôler la procédure de nomination des nouveaux directeur et directeur adjoint et veiller à ce que le passage de témoin se fasse en douceur.*

E.1.2. Activités/résultats en 2004

- (a) La procédure de recrutement du Directeur a été menée conformément aux principes et échéances arrêtés dans la décision du Conseil d'administration. La procédure de recrutement du Directeur n'a pas abouti en raison de la décision de la Commission de ne nommer aucun des candidats proposés par le Conseil d'administration, et elle a dû être relancée.
- (b) La procédure de recrutement du Directeur adjoint a été menée conformément aux principes et échéances arrêtés dans la décision du Conseil d'administration. La procédure de recrutement du Directeur adjoint a abouti.
- (c) Un examen à mi-parcours des priorités à moyen terme a été effectué lors de la première réunion à laquelle les nouveaux États membres ont officiellement participé (mai 2004). Ses résultats ont été utilisés pour en renforcer la mise en œuvre en 2004 et 2005 et fournir des informations en retour en vue de la préparation des nouvelles priorités.
- (d) Ce processus s'est poursuivi en 2004 et est parvenu à sa forme optimale.
- (e) Il a été procédé à un suivi et à une mise à jour réguliers. La formulation des indicateurs de résultats a été améliorée, mais demande encore un certain travail. Il n'est pas toujours facile de définir avec succès à l'appui

des politiques des indicateurs simples, mesurables, réalisables, pertinents et tangibles.

- (f) La coopération entre les différentes aires a été instaurée par l'introduction d'une équipe d'encadrement (*Management Team*), avec des réunions mensuelles visant à coordonner la réalisation du programme de travail, à assurer des rapports et un suivi réguliers et à préparer les procédures de recrutement. Le service d'audit interne de la Commission formule une évaluation positive de la structure des aires.
- (g) L'entrée en vigueur au 1^{er} mai 2004 du nouveau statut du personnel a représenté pour les services administratifs un défi de taille. Le groupe de travail des agences et de la Commission a engagé le travail sur la mise en œuvre de la réforme. Les préparatifs du passage du statut d'agent local à celui d'agent contractuel ont commencé en 2004 et devraient être achevés début 2005. Les règles d'application demeurent une préoccupation.
- (h) Voir point (a) ci-dessus. La transmission interviendra en 2005.

Domaine d'activités 2:

amélioration de l'efficacité et de l'efficacités internes

E.2.1. Résultats proposés pour 2004

- (a) *Accroître l'efficacité grâce à des efforts soutenus de coordination et d'amélioration de l'image de marque et de l'esprit du Centre;*
- (b) *rationaliser et simplifier la gestion administrative et financière du Centre, notam-*

ment encourager une culture du service et de la qualité;

- (c) *renforcer le plan de formation interne, afin de répondre aux besoins de compétences, notamment en matière de TIC et de gestion, du Cedefop, de manière à assurer un niveau de qualité du travail aussi élevé que possible;*
- (d) *mettre en œuvre le nouveau système de rapports et de promotion;*
- (e) *évaluer certains aspects de la politique du personnel à la lumière des réformes et des lignes directrices de la Commission en la matière.*

E.2.2. Activités/résultats en 2004

- (a) L'introduction du *Management Team* et des fonctions de chef des aires d'activités a amélioré la coordination et l'esprit de coopération. La décentralisation des responsabilités a exercé une influence positive sur la réalisation de nos activités, l'exécution du budget et les contrats.
- (b) La simplification de la gestion administrative et financière a entraîné une centralisation des procédures liées à la gestion des contrats, associée à la délégation décentralisée des responsabilités budgétaires déjà évoquée, qui ont eu des effets positifs et ont accru la transparence. Les procédures de reddition de comptes et de décharge ont bien fonctionné. La Cour des comptes a rendu une visite de deux semaines au Cedefop et le service d'audit interne (SAI) de la Commission a organisé un séminaire d'évaluation des risques pour toutes les agences et mené son premier audit de près de trois semaines au Cedefop. Les recommandations suivront au début de 2005.

Le SAI a concentré son audit sur la mise en œuvre des normes de contrôle interne qui figurent en annexe de notre règlement financier.

Le Cedefop a également étudié, en coopération avec les autres agences, la meilleure manière d'organiser sa capacité d'audit interne. Il poursuivra son analyse des risques et traitera les résultats dans le rapport 2005 transmis à l'autorité de décharge et à la Commission en récapitulant le nombre et le type des audits internes menés par le SAI, les recommandations formulées et les suites données à ces recommandations (voir article 64(3) de la réglementation financière du Cedefop).

- (c) La formation interne s'est concentrée en 2004 sur la formation au nouveau système de rapports et de promotion, le rapport d'évolution de carrière (REC). Elle a inclus une journée de réflexion externe (*Away Day*) pour l'ensemble du personnel en avril 2004, des réunions d'information pour tout le personnel sur le processus lui-même, une formation à la définition d'objectifs et une formation spécifique pour les notateurs. Une formation à la gestion a été dispensée à certains cadres pour améliorer leurs compétences dans la perspective de la gestion par objectifs. La formation aux techniques de sélection et d'entretien s'est poursuivie en 2004 pour les personnels qui participent régulièrement à des procédures de sélection. Une formation à la négociation a par ailleurs été dispensée, avec une session spéciale pour les membres du Comité du personnel. En 2004, le Cedefop a décidé de déployer un système intégré de gestion des informations basé sur la Toile (Live-

link) présentant des fonctionnalités de collaboration, de gestion documentaire et des archives, de flux de travail, de recherche d'informations et de diffusion. Des sessions de formation ont été organisées à l'intention des utilisateurs clés, des utilisateurs intensifs et des utilisateurs normaux.

- (d) Sur la base de la décision du Directeur du 24 mars 2004 portant dispositions relatives à la notation et à la promotion du personnel, le rapport de développement de carrière (REC) a été introduit au Cedefop. 2004 a été

une année de transition vers le REC, et le processus s'est conclu vers la fin de l'année par des promotions. Une évaluation du processus sera menée par l'administration, le Comité du personnel et le Comité paritaire d'évaluation.

- (e) La discussion sur la politique du personnel des agences devrait être lancée début 2005. Certains éléments de la politique du personnel sont encore en cours de discussions au sein du groupe de travail Commission-agences sur les règles d'application.

Suivi des points précisés dans la décharge donnée en 2004 par le Parlement européen pour l'exercice 2002

Recommandations	Actions
(1) Amélioration des procédures d'appel d'offres (point A)	Centralisation des procédures de gestion des contrats, combinée à la décentralisation des procédures budgétaires.
<ul style="list-style-type: none"> Coopération avec la Fondation européenne pour la formation (ETF) (point A) 	La stratégie de sortie/entrée pour les pays adhérents a bien fonctionné et les nouveaux États membres se sont intégrés en douceur dans nos activités.
<ul style="list-style-type: none"> Dimension publique et diffusion (point A) 	Le profil du Cedefop s'est grandement amélioré en 2004, avec des résultats positifs (voir Annexe I du présent rapport). Par exemple, la contribution du Cedefop au succès de la Conférence et du Communiqué de Maastricht est largement reconnue. Le lancement d'Europass et le soutien que nous y avons apporté en sont également un exemple.
(2) Accord avec la Commission pour la participation conjointe à des événements internationaux (§ 2)	Formalisé.

Recommandations	Actions
<ul style="list-style-type: none"> Capacité d'audit interne en conformité avec les normes de contrôle interne (§ 3) 	<p>Comme cela est indiqué, le Cedefop transmettra à l'autorité de décharge un rapport sur les progrès réalisés dans ce domaine.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Rapport Commission/ Cedefop/ETF sur les résultats du transfert de responsabilités pour les pays en voie d'adhésion (§ 4) 	<p>Aucun rapport commun n'a été rédigé. Le Cedefop a suivi la procédure de rapport annuel avec l'ETF. Il décrit l'intégration des nouveaux États membres dans nos activités dans le présent rapport annuel 2004.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du nouveau règlement financier et soutien de la Commission (§ 5) 	<p>Le cadre harmonisé cohérent pour le fonctionnement des agences n'a pas encore été mis en place, en dépit d'efforts considérables et du soutien apporté par la Commission.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Audit du SAI (§ 6) 	<p>Le SAI a organisé deux ateliers pour les agences et a effectué son premier audit du Cedefop fin 2004. Le Cedefop transmettra à l'autorité de décharge un rapport d'ici à fin 2005, conformément à l'article 64(3) de la réglementation financière du Cedefop.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Décision sur le pouvoir d'investigation de l'OLAF (§ 7) 	<p>Le Cedefop avait déjà pris cette décision en 1999, conformément à l'Accord interinstitutionnel du 25 mai 1999.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Meilleure explication pour le niveau élevé des reports (§ 8) 	<p>Le Cedefop a amélioré ses informations sur la mise en œuvre du budget, à la fois dans les comptes annuels 2004 et dans le présent Rapport annuel. De nouvelles priorités à moyen terme ont été adoptées pour la période 2006-2008. La programmation pluriannuelle pourrait être améliorée, notamment dans les perspectives à moyen terme (voir l'initiative de M. Haug).</p>

Recommandations	Actions
<ul style="list-style-type: none"> Rapport entre les dépenses administratives et les dépenses opérationnelles (§ 12) 	<p>En raison des réformes administratives massives, il est difficile de réduire le niveau des dépenses administratives (voir également la réponse du Cedefop à l'initiative de M^{me} Inge Grässle, Membre du PE).</p> <p>Le rapport entre les dépenses de personnel et les activités opérationnelles du Titre 3 se modifie au Cedefop, notamment parce que davantage d'activités d'expert peuvent être réalisées avec plus d'efficacité au niveau interne.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Coopération entre les agences (§ 13) 	<p>Des progrès ont été réalisés dans ce domaine, mais ils pourraient être encore plus marqués, par ex., dans le domaine des TIC.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Coopération avec la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen (§14) 	<p>Le Directeur est invité régulièrement aux réunions de la commission et, très récemment, il a discuté dans ce cadre les nouvelles priorités à moyen terme avant leur adoption par le Conseil de direction du Cedefop.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Accroissement du niveau d'autofinancement (§ 15) 	<p>Ces dernières années, les efforts du Cedefop ont porté notamment sur la vente de ses publications et sur le remboursement des frais de mission. Nos activités étant axées sur le développement et sur l'assistance à l'élaboration de politiques, il sera difficile d'accroître substantiellement nos recettes propres.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Statut et lignes directrices pour la politique du personnel dans les agences (§ 21) 	<p>Le Cedefop a repris le nouveau statut et a adopté les décisions d'application.</p> <p>Les lignes directrices pour la politique du personnel sont en cours d'élaboration à la Commission, après consultation des agences sur la forme qu'elles doivent revêtir.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Contrats temporaires (§ 22) 	<p>Le Cedefop applique sa politique du personnel adoptée en 1998. Elle pourrait être révisée à la lumière des lignes directrices à venir.</p>

Domaine d'activités 3:

préparation de l'élargissement

E.3.1. Résultats proposés pour 2004

- (a) *Adapter le fonctionnement du Conseil d'administration à la décision du Conseil relative à la révision du règlement fondateur;*
- (b) *élaborer les plans définitifs d'installation du nouveau personnel au siège du Cedefop à Thessalonique;*
- (c) *rechercher une coopération et une concertation étroites avec les autorités compétentes dans l'UE et avec les pouvoirs publics grecs pour toute question relative au bâtiment;*
- (d) *adapter les règles internes pour assurer un fonctionnement efficient de la gestion et des procédures du Cedefop.*

E.3.1. Activités/résultats en 2004

- (a) Les amendements au règlement fondateur ont été publiés fin octobre au Journal officiel. En novembre, le Conseil de direction en a évalué les conséquences sur son mode de fonctionnement. Il a adopté une décision sur la période probatoire pour le nouveau Directeur et demandé au Directeur et au Bureau de préparer pour sa prochaine réunion des Règles de procédure actualisées.
- (b) Les plans n'ont pas été élaborés. Le budget prévu pour certains changements internes au sein du bâtiment n'a malheureusement pas été dégagé par l'administration.
- (c) La coopération avec les autorités grecques se passe généralement bien. Les efforts se sont poursuivis pour prévenir la construction d'une nouvelle auto-

route juste devant le bâtiment et ils ont encore porté leurs fruits en 2004.

- (d) Le règlement intérieur du Conseil de direction sont en voie d'élaboration. Le calendrier d'achèvement de la mise en œuvre des normes de contrôle interne a pris un peu de retard, il se poursuivra avec les recommandations du service d'audit interne. En ce qui concerne les réformes et les règles généralement très détaillées des institutions européennes auxquelles le Cedefop est généralement tenu d'adhérer, il ne s'est pas avéré facile de les adapter à la taille du Cedefop.

Domaine d'activités 4:

évaluation des activités du Cedefop

E.4.1. Résultats proposés pour 2004

- (a) *Évaluer les résultats par rapport aux objectifs définis;*
- (b) *établir des rapports sur les activités prévues et menées à bien, en accordant une priorité particulière à la préparation du rapport intermédiaire annuel dans le respect des échéances fixées;*
- (c) *tenir compte des résultats de l'examen à mi-parcours (voir supra, domaine d'activités 1).*

E.4.2. Activités/résultats en 2004

- (a) Des évaluations régulières des résultats par rapport aux prévisions ont été effectuées à différents niveaux, y compris niveau individuel.
- (b) Réalisé.
- (c) Les résultats de l'examen à mi-parcours ont été pris en compte dans divers volets de nos activités (par ex., processus

de Copenhague/Maastricht, KMS, *Revue européenne*, programme de visites d'étude, futur système de rapports dans les domaines de la recherche et des politiques).

Aire E

ressources humaines et financières (2004)

	Prévisions (*)	Exécution
Total personnel Aire E en équivalent plein temps:	40,5	39
Domaine d'activités 1: mise en œuvre des décisions du Conseil d'administration (Conseil de direction depuis le 21 décembre 2004)	165	195
Domaine d'activités 2: amélioration de l'efficacité et de l'efficacéité		
Domaine d'activités 3: préparation de l'élargissement		
Domaine d'activités 4: évaluation des activités du Cedefop	p.m.	p.m.
Total euros	165	195

(*) Les chiffres diffèrent de ceux publiés au Programme de travail 2004 parce que la subvention accordée a été inférieure à la demande du Conseil d'administration et que les frais de mission ont été affectés aux domaines d'activités.

Observations

Les causes des différences figurent pour la plupart dans le texte sur l'exécution du programme de travail. Il convient de noter par ailleurs que:

- (a) les coûts d'exécution ont été plus élevés du fait de l'énorme augmentation des tarifs pratiqués par le SCIC et en raison d'une participation active à des réunions en 2005;
- (b) les coûts du Titre 2 ne sont pas inclus ici. Les frais d'exécution figurent dans les comptes financiers et d'une manière générale à l'annexe 7;
- (c) le Cedefop n'a pas de crédits opérationnels spécifiques pour les domaines d'activités 2 et 4;
- (d) pour le domaine d'activités 3, le Cedefop a reçu une subvention au titre du programme Phare.

ANNEXE 1

Indicateurs de visibilité du Cedefop, titres des publications et des traductions 2004

1. Indicateurs sur les médias électroniques

Glossaire

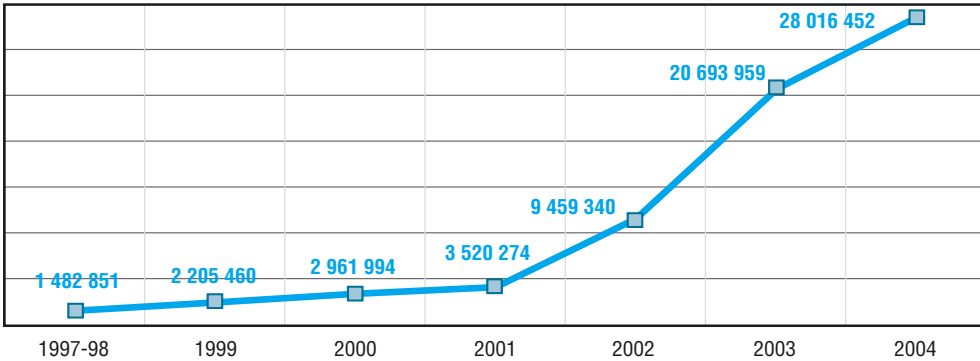
Accès (<i>hit</i>)	Toute action sur le site, par exemple lorsqu'un utilisateur visualise une page ou télécharge un fichier.
Page visualisée	Appelée aussi <i>impression de page</i> . Seulement accès à des pages HTML (l'accès aux documents non HTML n'est pas comptabilisé).
Session d'utilisateur	Une session d'activité (tout accès) pour l'utilisateur d'un site. Un utilisateur est identifié de façon unique par adresse IP ou <i>cookie</i> . Par défaut, une session d'utilisateur est terminée lorsqu'un utilisateur est inactif pendant plus de 30 minutes. Cette durée peut être modifiée à partir de <i>General panel</i> dans le menu <i>Options, Web Log Analysis Dialog</i> . Synonyme: visite.
Visite	Communément appelée <i>session d'utilisateur</i> . Ensemble des activités pour l'utilisateur d'un site.

1.1. Site du Cedefop

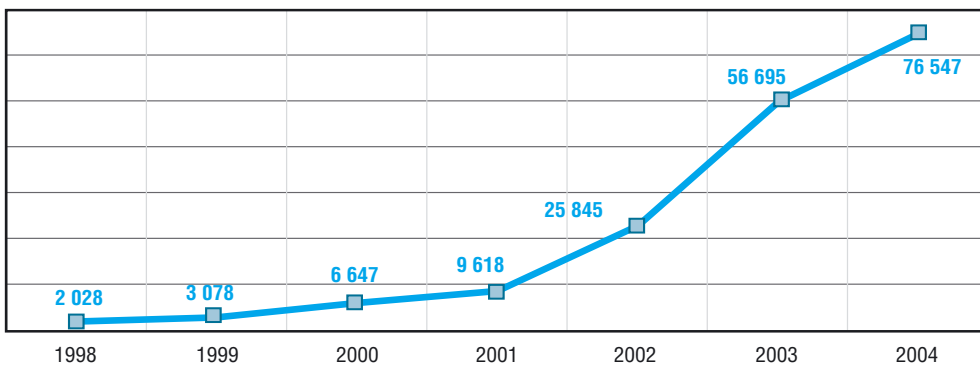
1.1.1. Activités du site web du Cedefop en 2004

	2003	2004
Nombre d'accès (<i>hits</i>) avec réponse pour l'ensemble du site (graph. 1.1.2)	20 323 484	28 016 452
Nombre de pages visualisées	1 927 103	2 376 251
Nombre de visites	974 967	1 351 742
Nombre moyen d'accès (<i>hits</i>) par jour (graph. 1.1.3)	55 680	76 547
Nombre moyen de pages visualisées par jour	5 279	6 492
Nombre moyen de visites par jour	2 671	3 693

1.1.2. Nombre d'accès (*hits*) avec réponse pour l'ensemble du site du Cedefop



1.1.3. Nombre moyen d'accès (*hits*) par jour pour l'ensemble du site du Cedefop

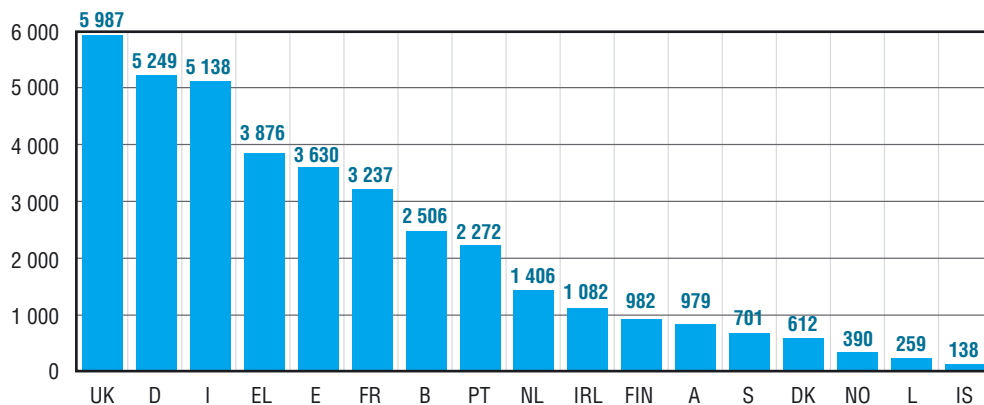


1.2. Site du Village européen de la formation

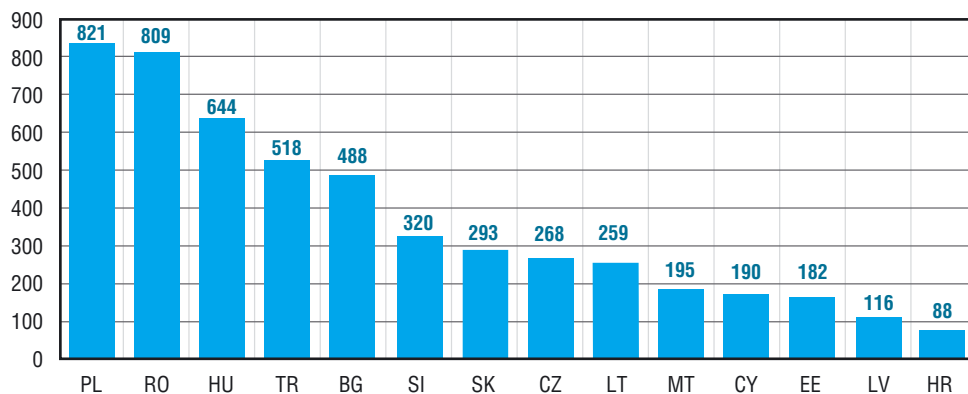
1.2.1. Activités du site web du Village européen de la formation en 2004

	2003	2004
Nombre d'inscrits sur le site du Village	40 173	53 167
Nombre d'accès (<i>hits</i>) avec réponse pour l'ensemble du site	15 252 318	19 482 241
Nombre de pages visualisées	2 529 687	3 306 920
Nombre de visites	502 943	650 251
Nombre moyen d'accès (<i>hits</i>) par jour	41 673	53 250
Nombre moyen de pages visualisées par jour	6 174	9 035
Nombre moyen de visites par jour	1 374	1 776

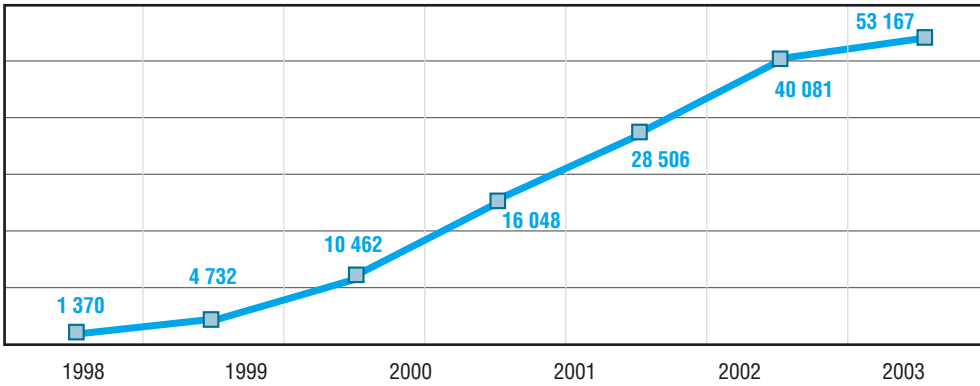
1.2.2. Utilisateurs du site du Village dans les anciens États membres de l'UE et l'EEE (décembre 2004)



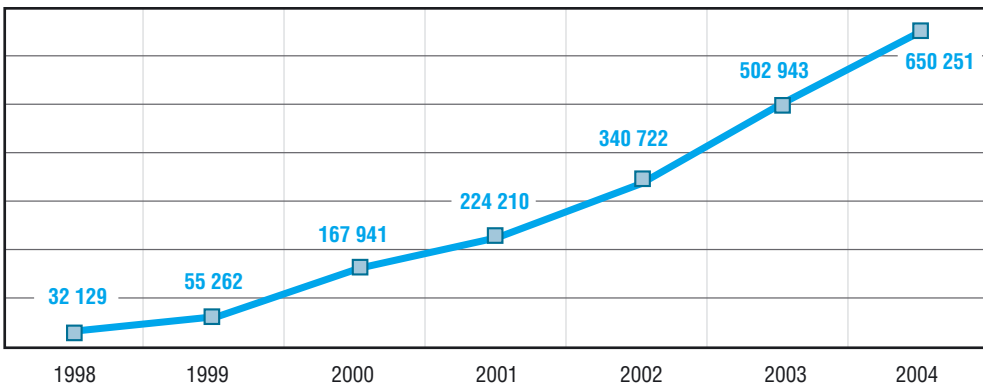
1.2.3. Utilisateurs du site du Village dans les nouveaux États membres et les pays candidats (décembre 2004)



1.2.4. Évolution du nombre d'utilisateurs inscrits



1.2.5. Évolution du nombre de sessions d'utilisateurs (visites)



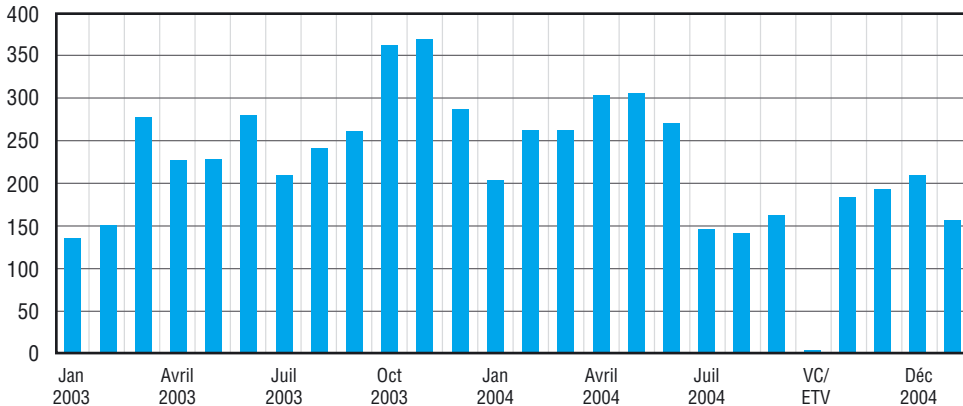
1.3. Communautés virtuelles du Cedefop

1.3.1. Rapport d'activités des communautés virtuelles du Cedefop

Janvier 2003 - Janvier 2005

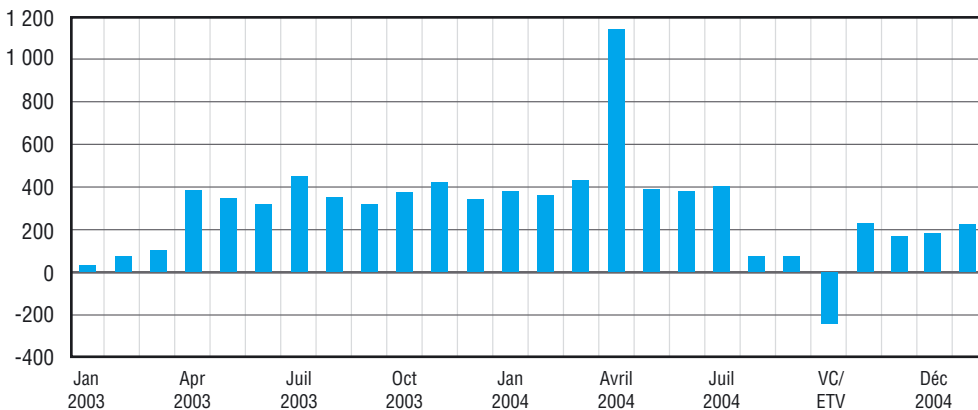
Date	Membres - nouveaux	Communautés - nouvelles	Contenu	Pages visualisées - total
Jan 03	31	5	139	5 127
Fév 03	78	2	158	13 653
Mars 03	116	3	282	20 354
Avril 03	201	1	234	23 236
Mai 03	152	4	236	31 849
Juin 03	151	0	291	30 430
Juil 03	268	2	217	34 772
Août 03	167	1	244	26 775
Sept 03	141	0	275	33 643
Oct 03	179	0	370	17 622
Nov 03	248	2	375	45 066
Déc 03	155	0	285	33 429
Jan 04	181	0	210	46 111
Fév 04	175	0	270	49 843
Mars 04	267	1	273	49 023
Avril 04	1 163	2	307	83 270
Mai 04	211	-1	310	54 152
Juin 04	198	0	273	43 507
Juil 04	217	1	153	46 895
Août 04	95	0	150	31 534
Sept 04	103	0	171	38 370
CV/Village	-247	0	0	0
Oct 04	246	0	185	36 870
Nov 04	182	0	197	56 058
Déc 04	183	0	212	46 951
Jan 05	241	1	163	51 169
Total	5 102	24	5 980	949 709

1.3.2. Contenu



Le graphique ci-dessus indique les unités de contenu nouvelles chargées dans les communautés. Le niveau de contenu varie en fonction de la période de l'année et du travail requis pour chaque projet dans chaque communauté. Les statistiques accusent un taux constant de participation aux communautés de plus de 150 unités de contenu chargées par mois.

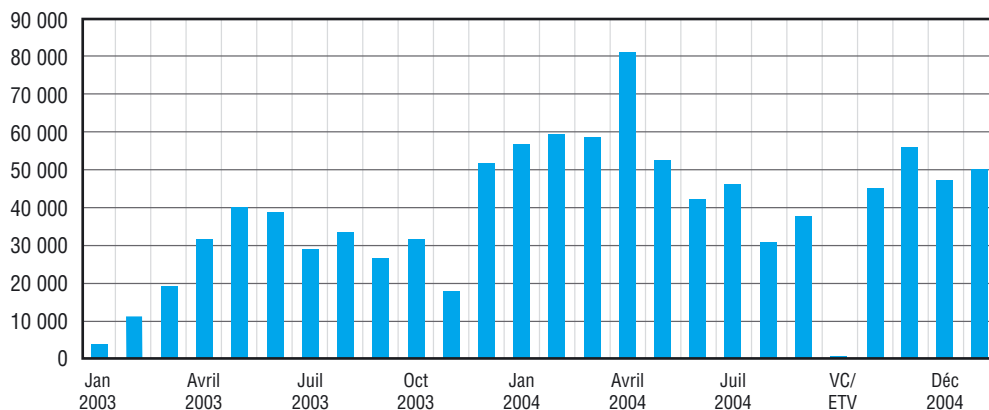
1.3.3. Membres nouveaux



Le nombre total des membres inscrits dans 1 ou plusieurs communautés virtuelles est de 5 102. Le nombre total de membres actifs dans les communautés virtuelles est de 8 034.

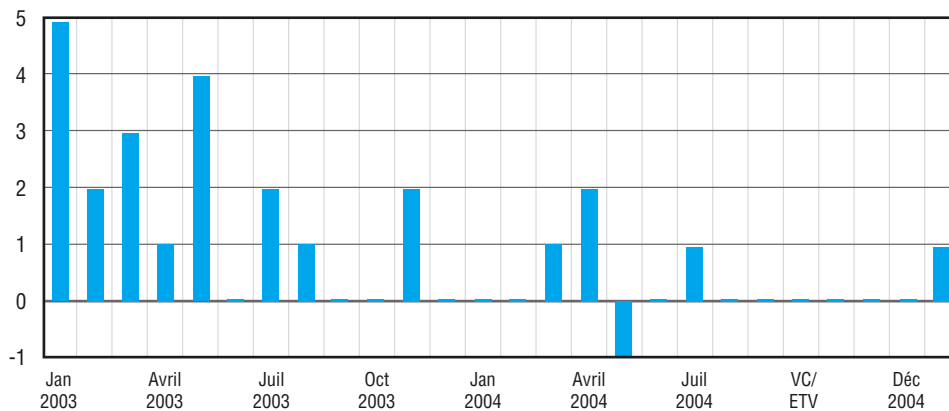
247 membres n'accusant aucune activité dans les communautés virtuelles au cours de l'année écoulée depuis septembre 2004 ont été radiés des communautés virtuelles et priés de se réinscrire par le biais du Village s'ils étaient encore intéressés.

1.3.4. Pages visualisées - total



Une page visualisée est comptabilisée chaque fois qu'un membre visite une nouvelle page dans une communauté. En fonction du travail en cours, on observe une activité croissante ou décroissante. C'est ainsi qu'au cours des quelques derniers mois, il y a eu une croissance moyenne d'activité de 11 %.

1.3.5. Communautés nouvelles



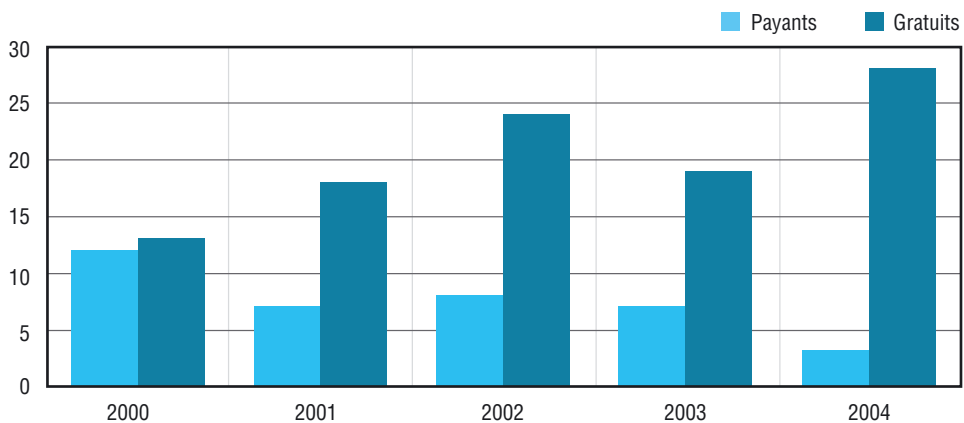
Depuis janvier 2003, 24 communautés virtuelles au total ont été établies.

2. Indicateurs sur les publications

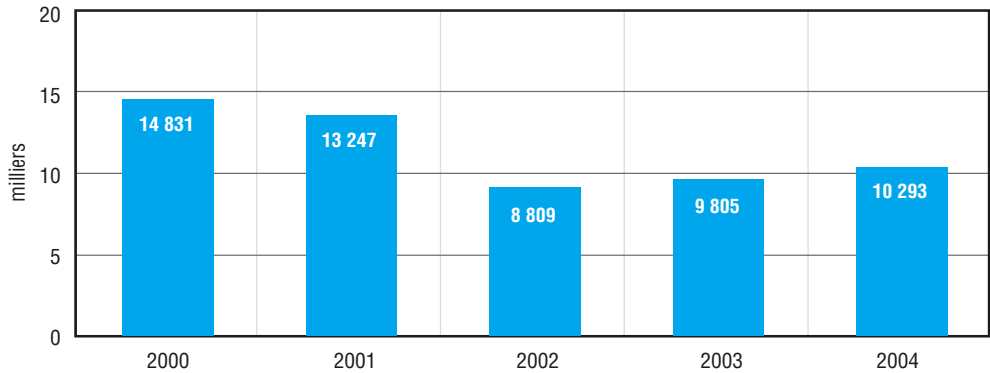
2.1.1. Activités de publication en 2004 - récapitulatif

	2002	2003	2004
Nombre de titres publiés (hors périodiques) – payants (graph. 2.1.1.)	8	7	3
Nombre de titres publiés (hors périodiques) – gratuits (graph. 2.1.1.)	24	19	28
Publications gratuites (nombre d'exemplaires distribués sur demande) (graph. 2.1.2.)	8 809	9 805	10 293
Abonnements à la <i>Revue européenne</i> « <i>Formation professionnelle</i> » (gratuits/payants) (graph. 1.7.3.)	2 604	2 346	2 034
Abonnements à <i>Cedefop Info</i> (par langue) (graph. 1.7.4.)	8 521	8 523	8 460

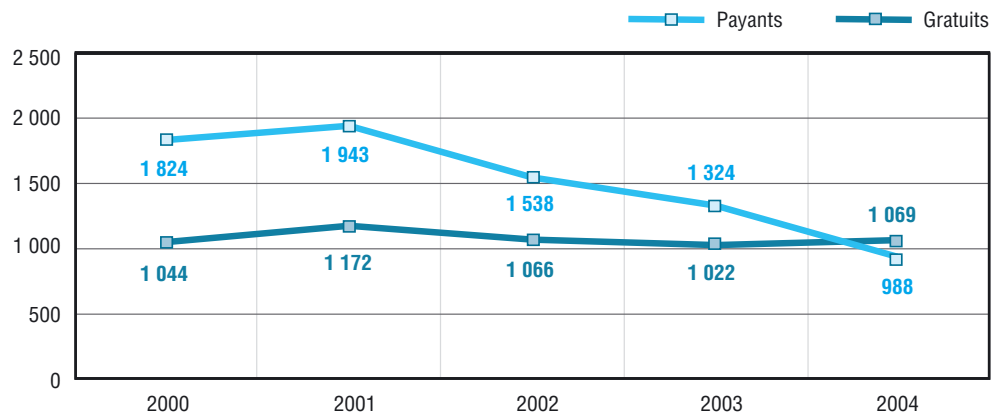
2.1.2. Nombre de titres publiés (hors périodiques)



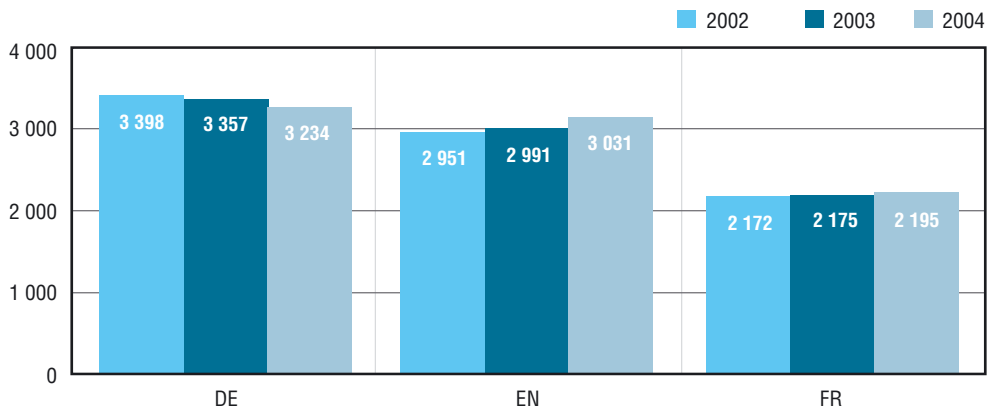
2.1.3. Publications gratuites (nombre d'exemplaires distribués)



2.1.4. Abonnements à la *Revue européenne «Formation professionnelle»*



2.1.5. Abonnements à *Cedefop Info* (par langue)



2.2. Publications du Cedefop en 2004

2.2.1. Série Cedefop Reference

- Apprendre pour l'emploi: politiques de formation et d'enseignement professionnels en Europe
- Learning through work experience for the knowledge economy
- E-learning for teachers and trainers: Innovative practices, skills and competences

2.2.2. Série Cedefop Panorama et autres séries gratuites

- Rapport annuel 2003 du Cedefop (en allemand, anglais et français)
- Catalogue des publications du Cedefop 2004 (plurilingue)
- Cedefop: plan de la ville de Thessalonique
- Cedefop historical archives: first deposit ceremony, 28 October 2002
- Programme de travail 2004 du Cedefop (en allemand, anglais et français)
- Dutch citizens and lifelong learning (anglais et néerlandais)
- L'apprentissage électronique dans les petites entreprises (anglais et français)
- Financement de la formation et de l'enseignement professionnels en Grèce (en grec)
- Getting to work on lifelong learning: Policy, practice and partnership. Summary conference report
- Politiques d'orientation dans la société de la connaissance. Tendances, défis et réponses en Europe (anglais et français)
- ICT practitioner skills and training: graphic arts and media sector
- ICT practitioner skills and training: banking and financial services
- Identification of skill needs: projects and actions for Greece (en anglais et grec)
- Irish citizens and lifelong learning
- Gestion des connaissances dans la formation et l'enseignement professionnels (anglais, allemand et français)
- Apprendre pour l'emploi: synopsis (en danois, espagnol, finlandais, grec, néerlandais, portugais, slovaque, slovène et tchèque)
- Lifelong learning bibliography: a European VET perspective: n° 4 juillet-décembre 2002
- Lifelong learning bibliography: a European VET perspective: n° 5 et 6 janvier-décembre 2003
- L'éducation et la formation tout au long de la vie: gros plan sur l'avis des citoyens
- Professionalisation of VET teachers for the future
- Quality in e-learning (anglais, allemand et français)
- Relever le défi des organisations apprenantes: Grands enjeux – une perspective européenne. Volume I et II
- Trousse d'outils pour la construction des scénarios (allemand, anglais, espagnol et français)
- Catalogue de visites d'étude tome I (plurilingue)

- Catalogue de visites d'étude tome II (plurilingue)
- Vade-mecum des visites d'étude
- Towards a history of vocational education and training (VET) in Europe in a comparative perspective: Proceedings of the first international conference, October 2002, Florence. Volume I and II
- L'apprentissage électronique dans les petites entreprises: Enjeux et problématique pour les politiques et les pratiques en Europe (anglais*, français)
- La formation et l'enseignement professionnels: une clé pour l'avenir (Étude de Maastricht - synthèse du Cedefop) (allemand, anglais et français)
- Le système de formation et d'enseignement professionnels en Irlande: une brève description (en allemand, anglais et français)
- Le système de formation et d'enseignement professionnels aux Pays-Bas: une brève description (en allemand, anglais, français et néerlandais)

Publications périodiques

- Revue européenne «Formation professionnelle» n° 29, 30 et 31 (allemand, anglais, espagnol, français et portugais)
- Cedefop Info 3/2003, 1/2004, 2/2004 (allemand, anglais et français)

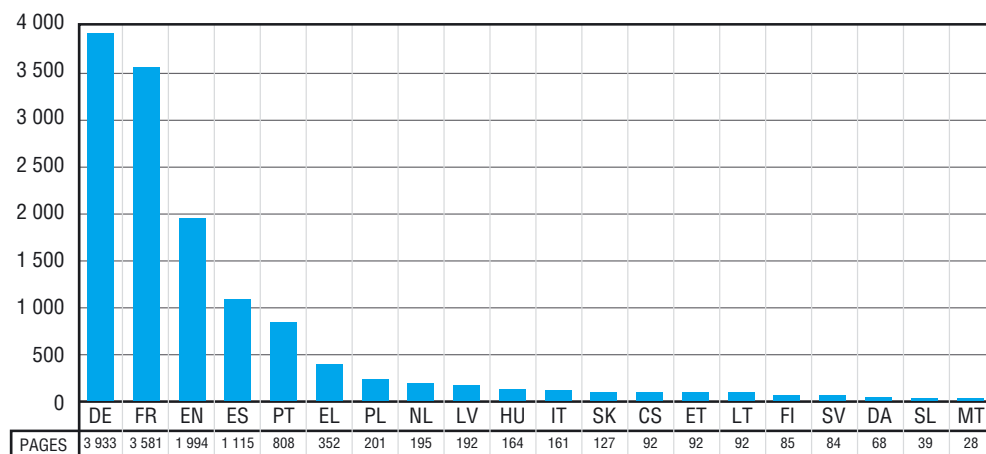
3. Publications traduites en 2004

- Programme de travail 2004 (anglais*, allemand et français)
- Rapport annuel 2003 (anglais*, allemand et français)
- Revue européenne «Formation professionnelle» n° 30, 31, 32, 33 (allemand, anglais, espagnol, français et portugais)
- Cedefop Info n° 1, 2+3/2003 (allemand, anglais et français)
- Trousse d'outils pour la construction des scénarios (anglais*, allemand, espagnol, français)
- L'apprentissage électronique dans les petites entreprises: Enjeux et problématique pour les politiques et les pratiques en Europe (anglais*, français)
- Apprendre pour l'emploi – Deuxième rapport sur les politiques de formation et d'enseignement professionnels en Europe (anglais*, allemand, français (en cours))
- EU guide on self-assessment for VET providers (Technical working group on quality in VET (anglais*, allemand))
- Politiques d'orientation dans la société de la connaissance. Rapport de synthèse du Cedefop (anglais*, allemand, français)
- The role of the social partners in eight EU countries. Review of results (hongrois*, anglais)
- Se mettre à l'œuvre pour une formation tout au long de la vie: politique, pratique, partenariat (anglais*, allemand, français)

- L'éducation et la formation tout au long de la vie: gros plan sur l'avis des citoyens (anglais*, allemand, français)
- Reconnaître les besoins de compétences pour l'avenir: recherche, politique et pratique (anglais*, allemand, français)
- Le système de formation et d'enseignement professionnels en Irlande (anglais*, allemand, français)
- Le système de formation et d'enseignement professionnels aux Pays-Bas (anglais*, allemand, français, néerlandais)
- Lisbonne-Copenhague-Maastricht: se mobiliser pour 2010 (anglais*, allemand, français)
- Éducation, formation et performance économique – Qui en profite? Rapport sur la conférence Agora (anglais, allemand, français, grec*)
- L'avenir du travail – entre suréducation et acceptabilité. Rapport sur la conférence Agora (anglais, allemand, français*, grec)
- La recherche en formation professionnelle en Europe – À quelle fin? Rapport sur la conférence Agora (anglais, allemand, français, grec*)
- Orientation et conseil professionnels tout au long de la vie. Rapport sur la conférence Agora (anglais, allemand, français, grec*)
- Vade-mecum des visites d'étude (anglais, allemand, français)
- Brochure Visites d'étude (20 langues)
- Documents Europass (25 langues)

* langue source

3.1.1. Demandes de traduction en 2004 (pages)



ANNEXE 2

Ressources humaines

Situation du personnel au 31 décembre 2004

Le tableau des effectifs comporte 88 postes.

Au 31 décembre 2004, le Centre employait 81 personnes sur la base du tableau des effectifs.

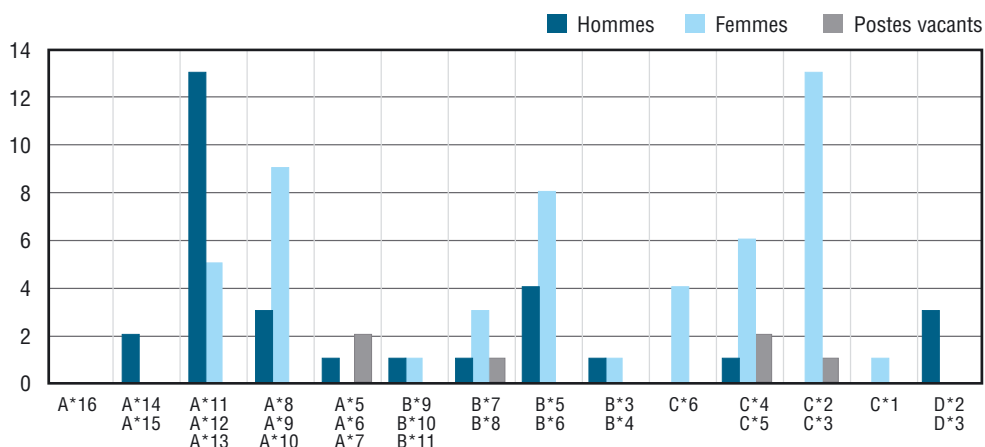
Les vacances de postes concernent 3 postes liés à l'élargissement et 4 vacances de postes dues à des départs récents. Il y a 7 END et il restait 6 agents auxiliaires (2 resteront en 2005). Les collaborateurs internes «non statutaires» suivants travaillent également au Centre:

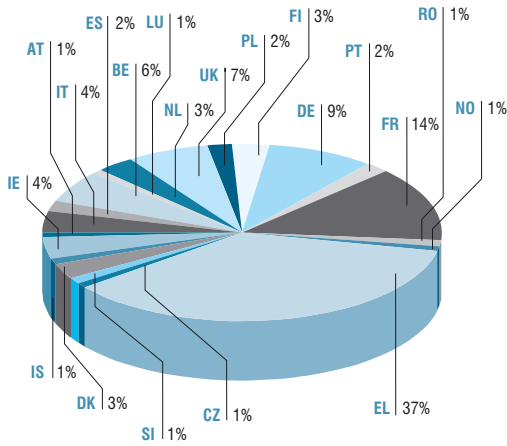
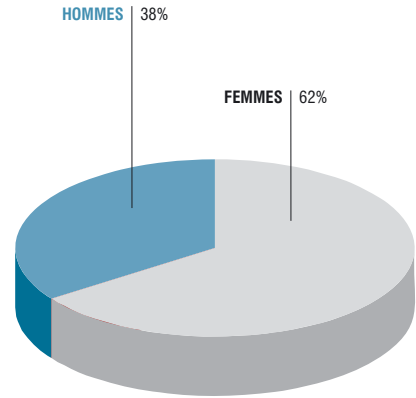
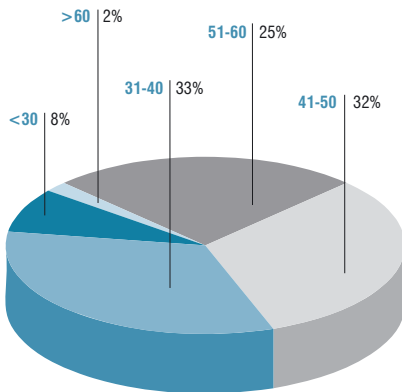
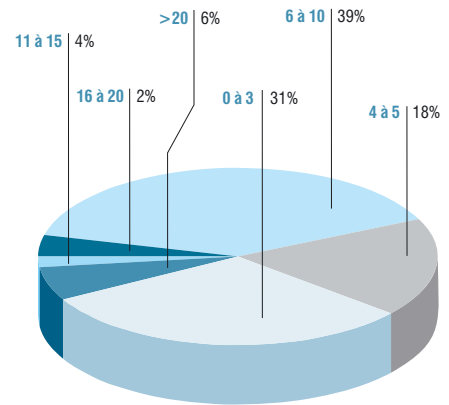
- 10 contrats de service: Aire D (3 personnes), Aire E (7 personnes, y compris médecin-conseil et crèche)
- 15 contrats d'agent intérimaire: Aire A (3 personnes), Aire B (deux personnes), Aire C (2 personnes), Aire D (4 personnes), Aire E (4 personnes)
- En outre, un contrat de service spécifique prévoit un ou deux gardes selon les besoins, à la disposition du Centre 24 heures sur 24, avec trois relèves.

Au 31 décembre 2004, 116 membres du personnel étaient en activité au Centre.

Les diagrammes suivants présentent la composition du personnel par nationalité, par âge, par sexe et par ancienneté de service au Cedefop.

Postes pourvus au Cedefop (hommes/femmes)



Par nationalité**Par sexe****Par âge****Par ancienneté de service**

ANNEXE 3

Répartition du personnel par aire d'activités ⁽¹⁾ en 2004

Direction

Johan van Rens, *Directeur*
Stavros Stavrou, *Directeur adjoint*
Werner P. Herrmann, *conseiller principal**
Colin Mc Cullough, *assistant*
Michèle Boucouvala-Ketterer, *secrétaire*
Christine Sonzogni, *secrétaire*

Comité du personnel

Éric Fries Guggenheim, *président*
Maria Berkat, *présidente adjointe*
Bernard Gayraud
Michalis Tanakidis
Nancy Toussaint

1. Aire A: **développer la recherche**

Chef de l'aire d'activités:

Manfred Tessaring

1.1. **Coopération dans la recherche –**

Mette-Beyer Paulsen, Martin Mulder, Barry Nyhan, Manfred Tessaring, Petr Vicensik, Norbert Wollschläger

1.2. **Rapports sur la recherche –**

Pascaline Descy, Manfred Tessaring

1.3. **Revue européenne «Formation professionnelle» –** Éric Fries Guggenheim

1.4. **Agora Thessaloniki –** Norbert Wollschläger

Secrétaires: Gundula Bock (en pension), Titane Delaey, Béatrice Herpin, Rauni-Helena Puurunen, Marena Zoppi

2. Aire B: **élaborer des rapports et faciliter une approche concertée**

Chef de l'aire d'activités:

Mara Brugia

2.1. **Rapports dans le cadre du KMS**

– Michael Adams, Sylvie Bousquet, Pascaline Descy, Sarah Elson-Rogers, Corinna Frey, Anne-France Mossoux*, Éric Fries Guggenheim, Julie Murray (†), Irini Psifidou, Dóra Stefánsdóttir, Eleonora Waltraud Schmid*

2.2. **Promouvoir la mise en œuvre de l'apprentissage tout au long de la vie –** Mara Brugia, Sarah Elson-Rogers, Franz Gramlinger,

(1) Un même nom figurera plusieurs fois dans la liste si la personne est engagée dans plus d'un projet.

(*) A quitté le Cedefop en 2004.

Eila Heikkila, Anne-France Mossoux*, Colin Mc Cullough, Burkart Sellin, Dóra Stefánsdóttir, Jennifer Wannan

- 2.3. **Exemples choisis de bonnes pratiques** – Michael Adams, Mara Brugia, Colin Mc Cullough, Franz Gramlinger, Maria-José Janardo

- 2.4. **Approche concertée pour la création d'un espace ouvert de la FEP** – Tina Bertzeletou, Mette Beyer-Paulsen, Mara Brugia, Burkart Sellin, Philippe Tissot, Jennifer Wannan

Secrétaires: Marise Alberts (en pension), Gundi Bock (en pension), Pelagia Katsaouni, Agnieszka Kunat, Yvonne Noutsia, Christine Nychas, Vassiliki Oraiopoulou, Caroline White.

3. Aire C: **échanges et soutien aux partenaires**

Chef de l'aire d'activités:
Marie-Jeanne Maurage

- 3.1. **Programme de visites d'étude LdV** – Marie-Jeanne Maurage, Giorgos Kostakis
- 3.2. **Intégration des pays en voie d'adhésion** – Raluca Brinza
- 3.3. **Assistance et service aux partenaires** – Thomas Janson*, Bodil Ullestad Lovas*

Secrétaires: Maria Berkat, Silke Gadjji, Alessia de Martino, Stéphanie Wehrheim

4. Aire D: **information, communication et diffusion**

Chef de l'aire d'activités:
Marc Willem

- 4.1. **Publications et diffusion** – Michael Adams, Steve Bainbridge, David Bond, Sylvie Bousquet, Alison Clark, David Crabbe, Anna-Grethe Dolberg Schomburg, Isabel Dreyer, Ioanna Nezi, Corinna Frey, Michalis Tanakidis, Philippe Tissot, Amaryllis Weiler-Vassilikioti, Norbert Wollschläger, Marieke Zwanink

- 4.2. **Accroître la visibilité et l'utilisation du Village européen de la formation** – Theodoros Abazis*, John Karamanis, Stella Papargeris, Nancy Toussaint

- 4.3. **Bases de données et ReferNet gérés par le service Bibliothèque et documentation** – Bettina Brenner, Carlos da Cruz*, Jesus Bustamante, Ewa Dessaignes, Prisca Giordani*, Adriano Graziosi, Igor Reñnik, Maïte Santos, Anne Waniart, Marc Willem

Secrétaires et agents locaux:

Marise Alberts, Stephen Andrews, Joanne Basiakou, Madeleine Cazals, Annette Cloake, Zacharoula

(*) A quitté le Cedefop en 2004.

Fotopoulou, Herma Hayes*, Vania Kanakoglou, Mary Karagiozopoulou, Maria Karamanoli, Liisa Kelloniemi, Danai Kosmidou*, Peter Seiffert, Eva Smirli*, Annie Tsaika, Ismini Vouyouka, Dagmar Wolny

5. Aire E: **administration, équipements et ressources**

Chef de l'aire d'activités:

Niall McHale

Ressources humaines

Niall McHale, *chef de service*

Ginette Manderscheid, *assistante (mars 2004)*

Trine Pedersen, *coordinatrice de la formation*

Effie Nabhan, *affaires sociales*

Sophie Belin, *secrétaire**

Ekaterina Tzolas, *secrétaire*

Service financier

Hélène Hamers, *chef de service*

Kalliope Dovas, *régisseur d'avances*

Athanasia Kalpakidi, *comptable principale*

Philippe Joureau, *comptable subordonné*

Hélène Dupré-Makri, *commis aide comptable*

Service juridique et gestion des contrats

Pavlos Longinidis, *chef de service*

Bernadette Mouffe, *assistante*

Alessandra Cerutti, *assistante*

Service informatique

Lazaros Tossounidis, *chef de service*

Spyros Antoniou, *spécialiste des communications*

Isabelle Thomas-Kollias, *coordinatrice Fibus*

Theodoros Sakellariou, *administrateur de système*

Chryssa Zekou, *secrétaire*

Services techniques

Service de conférences

Vassilis Boucouvalas, *assistance technique*

Despo Mourmouris, *service de conférences*

Gestion de l'inventaire, maintenance et services de sécurité

Bernard Gayraud, *maintenance*

Alexis Papadopoulos, *gestion de l'inventaire*

EDMS, courrier, standardistes et chauffeurs

Lia Chatzitheodorou, *standardiste*

Dimitris Dimakopoulos, *chauffeur*

Josephina Kiorpelidou, *EDMS (service de gestion électronique des données)*

Anastassios Markoglou, *service du courrier*

Theodoros Theodoridis, *standardiste*

Restaurant

Aris Deliopoulos, *cuisinier*

Dimitris Nikolaïdis, *administrateur du restaurant*

Dimitris Tanis, *cuisinier*

Garderie

Martha Kyparissa

Sarka Zaveska-Deligianni

(*) A quitté le Cedefop en 2004.

ANNEXE 4

Membres du Conseil de direction

Une liste actualisée figure sur le site web du Cedefop <http://www.cedefop.eu.int/>

1. Membres participant au Bureau

MEMBRE	ADRESSE	TÉL./FAX/E-MAIL
Président – Représentant des gouvernements M. Peter Thiele	Bundesministerium für Bildung und Forschung Referat 111 Heinemannstr. 2 D-53175 BONN	Tél. (49-1888) 57 21 26 Fax (49-1888) 57 82 1 09 ou 57 36 03 peter.thiele@bmbf.bund.de Correspondance en: DE
Vice-présidente Représentant des organisations d'employeurs M ^{me} Lise Skanting	Dansk Arbejdsgiverforening Vester Voldgade 113 DK-1790 KOBENHAVN V	Tél. (45-33) 38 93 88 Fax (45-33) 93 08 42 lisk@da.dk Correspondance en: EN
Vice-présidente Représentant des organisations de travailleurs M. Peter Rigney	Irish Congress of Trade Unions 31-32 Parnell Square IRL-DUBLIN 1	Tél. (353-1) 88 97 750 Fax (353-1) 88 72 012 peter.rigney@ictu.ie Correspondance en: EN
Vice-présidente Commission européenne M. Michel Richonnier	Commission européenne DG Éducation et culture Director Bureau B7 08/55 B-1049 BRUXELLES	Tél. (32-2) 29 50 973 Fax (32-2) 29 94 153 michel.richonnier@cec.eu.int Correspondance en: FR
Représentante des gouvernements M ^{me} Franki Ord	Joint International Unit Department for Education and Skills RM C579 Caxton House - Tothill Street UK-SW1H 9NA LONDON	Tél. (44) 20 73 40 44 84 Fax (44) 20 73 40 44 92 franki.ord@dfes.gsi.gov.uk Correspondance en: EN
Commission européenne M. Gordon Clark	Commission européenne DG Éducation et culture Chef de l'unité B1 Bureau B7-5/42 B-1049 BRUXELLES	Tél. (32-2) 29 62 929 Fax (32-2) 29 57 830 gordon.clark@cec.eu.int Correspondance en: EN

MEMBRE	ADRESSE	TÉL./ FAX/E-MAIL
Commission européenne M. Peter Baur	European Commission DG Éducation et culture Bureau B7-3/35 B-1049 BRUXELLES	Tél. (32-2) 29 94 208 Fax (32-2) 29 57 830 peter.baur@cec.eu.int Correspondance en: EN,DE
Observatrice M ^{me} Kristrun Isaksdottir	Ministry of Education, Science and Culture Division of Curriculum Planning Solvholsgata 4 IS-150 REYKJAVIK	Tél. (354) 54 59 500 Fax (354) 56 03 068 kristrun.isaksdottir@mrn.stjr.is Correspondance en: EN
Observateur M. Joël Decaillon	Confédération Européenne des Syndicats 5, boulevard du Roi Albert II B-1210 BRUXELLES	Tél. (32-2) 22 40 447 Fax (32-2) 22 40 454/55 jdecaillon@etuc.org Correspondance en: FR
Observatrice M ^{me} Jeanne Schmitt	UNICE Avenue de Cortenbergh, 168 B-1000 BRUXELLES	Tél. (32-2) 237 65 37 Fax (32-2) 231 14 45 js@unice.be Correspondance en: EN

2. Représentants des gouvernements

Décision du Conseil du 6 mars 2003 (JO C 64 du 18.03.2003)

Décision du Conseil du 29 avril 2004 (JO C 116 du 30.04.2004, p. 14)

PAYS	ADRESSE	RESPONSABLE / E-MAIL	TÉL./ FAX
B			
CZ	Ministère du travail et des affaires sociales – Service de l'orientation professionnelle et du placement Na Pořčním právu 1 CZ-12801 PRAHA 2	M. Miroslav Kostka miroslav.kostka@mpsv.cz Correspondance en: FR	Tél.(420-22) 19 21 111 Fax (420-22) 19 23 236
DK	Undervisningsministeriet Uddannelsesstyrelsen H.C. Andersen Boulevard 43 DK-1553 KOBENHAVN V	M. Villy Hovard Pedersen villy.hovard.pedersen@uvm.dk Correspondance en: EN	Tél. (45-33) 92 50 00 (Direct line: 92 57 29) Fax (45-33) 92 56 59
D	Bundesministerium für Bildung und Forschung Referat 111, Heinemannstr. 2 D-53175 BONN	M. Peter Thiele Président Peter.Thiele@BMBF.BUND.DE Correspondance en: DE	Tél. (49-1888) 57 21 26 Fax (49-1888) 57 821 09 ou 57 36 03

PAYS	ADRESSE	RESPONSABLE / E-MAIL	TÉL./ FAX
EE	Ministère estonien de l'éducation et de la recherche Munga 18 EE-50088 TARTU	M. Kalle Toom kalle.toom@hm.ee Correspondance en: EN	Tél. (372) 73 50 285 Fax (372) 73 50 220
EL	Formation professionnelle S.A. Tatoïou 125 & Lyra 140 GR-14564, Nea Kifisia – ATHENS	M. Angelos Angelidis (JO C 317 du 22.12.2004) a.angelidis@ep-katartisi.gr Correspondance en: FR	Tél. (30) 210 620 54 68 Fax (30) 210 624 53 29
E	Instituto de Empleo Servicio Público de Empleo Estatal Calle Condesa de Venadito, 9 E-28027 MADRID	M ^{me} Alfredo Liébana Collado alfredo.liebana@inem.es Correspondance en: EN	Tél. (34-91) 58 59 755 Fax (34-91) 58 59 761
F	Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité Délégation à l'emploi et à la formation professionnelle 7, square Max Hymans F-75015 PARIS	M. Pierre Le Douaron pierre.le-douaron@dgefp. travail.gouv.fr Correspondance en: FR	Tél. (33-1) 44 38 31 21 Fax (33-1) 44 38 34 08
IRL	FÁS -Training and Employment Authority P.O. Box 456 27-33, Upper Baggot Street IRL-DUBLIN 4	M. Eamonn Darcy Eamonn.Darcy@fas.ie Correspondance en: EN	Tél. (353-1) 60 70 720 Fax (353-1) 60 70 631
I	Ufficio Centrale Orientamento e la formazione professionale dei lavoratori (UCOFPL) Ministero del Lavoro e delle Politiche sociale Via Fornovo, 8 – I-00192 ROMA	M ^{me} Aviana Bulgarelli segreteria@welfare.gov.it Correspondance en: EN	Tél. (39-06) 36 75 47 60 Fax (39) 06 32 22 358
CY	Office du développement des ressources humaines – Ministère du travail et de la sécurité sociale P.O. Box 25431 2 Anavissou Street, Strovolos CY-1392 NICOSIE	M. Michael Physentzides m.physentzides@hrdauth.org.cy Correspondance en: EN	Tél. (357) 22 39 03 90 Fax (357) 22 49 69 49
LV	Ministère de l'éducation et des sciences Valnu Street 2 LV-1050 RIGA	M. Gunars Krusts gunars.krusts@izm.gov.lv Correspondance en: EN	Tél. (371-7) 04 78 19 Fax (371-7) 04 79 04

PAYS	ADRESSE	RESPONSABLE / E-MAIL	TÉL./ FAX
LT	Ministère de l'éducation et des sciences Département de la formation et de l'enseignement professionnels A. Volano Street 2/7 LT-2691 VILNIUS	M. Romualdas Pusvaskis romualdas.pusvaskis@smm.lt Correspondance en: EN	Tél. (370-527) 43 138 Fax (370-526) 12 077
L	Lycée technique Joseph Bech B.P. 29 L-6701 GREVENMACHER	M. Gilles Estgen directeur@ltjb.lu Correspondance en: FR	Tél. (352) 75 06 65-205 Fax (352) 75 92 71
HU	Ministère de l'éducation Szalayutca 10-14 HU-1055 BUDAPEST	M. Janos Jakab janos.jakab@om.hu Correspondance en: EN	Tél. (36-1) 47 37 083 Fax (36-1) 31 24 062
MT	Ministry of Education, Youth and Employment – Education division Great Siege Road FLORIANA CMR 02, Malta	M. Charles Mizzi charles.mizzi@gov.mt Correspondance en: EN	Tél. (356) 21 23 65 41 Fax (356) 21 24 67 82
NL	Ministerie van Onderwijs, Cultuur en Wetenschappen Directie BVE, IPC 2150 Postbus 16375 – Rijnstraat 50 NL-2515 XP DEN HAAG	M ^{me} Rinette Julicher Council decision du 22.07.03 (ABl. C 186, 06.08.03) c.h.m.julicher@minocw.nl Correspondance en: EN	Tél. (31-70) 41 23 143 Fax (31-70) 41 22 699
A	Bundesministerium für Bildung, Wissenschaft und Kultur Leiter der Abteilung II/7 Minoritenplatz 5 – A-1014 VIENNE	M. Peter Kreiml peter.kreiml@bmbwk.gv.at Correspondance en: DE	Tél. (43-1) 53 12 04 339 Fax (43-1) 53 12 08 14 339
PL	Ministère de l'éducation nationale et des sports – Département de la formation professionnelle et de la formation permanente Av. Szucha 25 PL-918 VARSOVIE	M. Krzysztof Kafel krzysztof.kafel@menis.gov.pl Correspondance en: EN	Tél. (48-22) 62 23 691 Fax (48-22) 62 23 691
P	INOFOR Instituto para a Inovação na Formação Av. Almirante Reis, n° 72 P-1150-020 LISBOA	M. José Carlos Frias Gomes Council decision du 26.04.03 (JO C 100 du 26.04.03) frias.gomes@inofor.gov.pt Correspondance en: DE	Tél. (35) 12 18 10 70 00 Fax (35) 12 18 10 71 91
SI	Ministère du travail Famille et affaires sociales Kotnikova 5 SI-1000 LJUBLJANA	M. Gorazd Jenko gorazd.jenko@gov.si Correspondance en: EN	Tél. (386-1) 47 83 488 Fax (386-1) 47 83 493

PAYS	ADRESSE	RESPONSABLE / E-MAIL	TÉL./ FAX
SK	Ministère de l'éducation Stromova 1 SK-81330 BRATISLAVA	M. Juraj Vantuch vantuch@fedu.uniba.sk ou sno@netax.sk Correspondance en: EN	Tél. (421-2) 62 41 06 78 Fax (421-2) 62 41 06 78
FIN	Ministry of Education P.O. Box 29 Meritullinkatu 10 FIN-00230 HELSINKI	M ^{me} Tarja Riihimäki tarja.riihimaki@minedu.fi Correspondance en: EN	Tél. (358-9) 16 07 73 08 Fax (358-9) 16 07 69 84
S	Ministry of Education & Science Drottninggatan 16 S-10333 STOCKHOLM	M ^{me} Carina Lindén carina.linden@education.ministry.se Correspondance en: EN	Tél. (46-08) 40 51 788 Fax (46-08) 72 31 734
UK	Joint International Unit - Department for Education and Skills RM C579 Caxton House - Tothill Street UK-SW1H 9NA LONDON	M ^{me} Franki Ord franki.ord@dfes.gsi.gov.uk Correspondance en: EN	Tél. (44) 20 73 40 44 84 Fax (44) 20 73 40 44 92

3. Représentants des organisations de travailleurs

Décision du Conseil du 6 mars 2003 (JO C 64 du 18.03.2003)

Décision du Conseil du 29 avril 2004 (JO C 116 du 30.04.2004, p. 14)

PAYS	ADRESSE	RESPONSABLE / E-MAIL	TÉL./ FAX
B			
CZ	Czech-Moravian Confederation of Trade Unions Zborovská 293 CZ - 75311 HRANICE	M. Radovan Langer mocmkos@mbox.vol.cz ou cmkos@cmkos.cz Correspondance en: EN	Tél. (420-64) 22 01 644 ou (420-23) 44 61 111 Fax (420-22) 27 18 994
DK	LO-Landsorganisationen i Danmark Confédération danoise des syndicats Islands Brygge 32D – Box 340 DK-2300 Kopenhagen S FTF-DK – Salaried Employees and Civil Servants Confederation Niels Hemmingsens Gade 12 Box 1169 DK-1010 COPENHAGEN K	M ^{me} Astrid Dahl Astrid.Dahl@lo.dk Contact: M. Erik Schmidt ersc@ftf.dk Correspondance en: EN	Tél. (45) 35 24 60 00 Fax (45) 35 24 63 00 Tél. (45) 33 36 88 00

PAYS	ADRESSE	RESPONSABLE / E-MAIL	TÉL./ FAX
D	DGB - Deutscher Gewerkschaftsbund Henriette-Herz-Platz 2 D-10178 BERLIN	M. Jochen Laux jochen.laux@bundesvorstand.dgb.de Correspondance en: DE	Tél. (49-30) 24 06 03 82 Fax (49-30) 24 06 04 10/266
EE	Confédération des syndicats estoniens Pärnu Mnt. 41 A – EE-10119 TALLIN	M ^{me} Kaja Toomsalu kaja.toomsalu@eakl.ee Correspondance en: EN	Tél. (372) 64 12 802 Fax (372) 64 12 800
EL	G.S.E.E. Paralia Avlidas GR-34100 Avlida ou Av. Gén. Eisenhower, 104 B-1030 BRUXELLES	M. Georgios Dassis Georges.dassis@euronet.be ou gdassis@hol.gr Correspondance en: FR	Pour la Grèce: Tél. (30) 69 77 21 97 20 Fax (30) 22 10 34 551 Pour la Belgique: Tél. (32-2) 21 67 882 Fax (32-2) 21 64 613
E	UGT c/ Hortaleza 88 E-28004 MADRID	M ^{me} Mar Rodríguez Torres tmunoz@cec.ugt.org Correspondance en: FR	Tél. (34-91) 58 97 684 Fax (34-91) 58 97 718
F	F.O. - Force Ouvrière Avenue du Maine 141 F-75680 PARIS CEDEX 14	M. Jean-Claude Quentin jean-claude.quentin@force-ouvriere.fr Correspondance en: FR	Tél. (33-1) 40 52 84 07 Fax (33-1) 40 52 84 08
IRL	Irish Congress of Trade Unions 31-32, Parnell Square IRL-DUBLIN 1	M. Peter Rigney Vice-présidente peter.rigney@ictu.ie Correspondance en: EN	Tél. (353-1) 88 97 750 Fax (353-1) 88 72 012
I	CICL Via Po, 21 I-00198 ROMA	M. Pietro Gelardi gelardi.studi@cisl.it Correspondance en: FR	Tél. (39) 06 84 731
CY	SEK – Confédération des travailleurs cyprotes 11 Av. Strovolos – P.O. Box 25018 CY-2018 NICOSIE	M. Nicos Nicolaou nikos.nikolaou@sek.org.cy Correspondance en: EN	Tél. (357) 22 84 98 49 Fax (357) 22 84 98 50
LV	LBAS – Confédération libre des syndicats de Lettonie Bruninieku iela 29/31 LV-1001 RIGA	M ^{me} Beata Jakubova iveta.ozola@lbas.lv Correspondance en: EN	Tél. (371) 64 71 473 ou (371-7) 03 59 11 Fax (371-7) 27 66 49 ou (371-7) 03 59 12
LT	Confédération des syndicats de Lituanie J. Jasinkio 9 LT-1111 VILNIUS	M ^{me} Regina Bartiene lpsk@lpsk.lt ou taniab@delfi.lt Contact: M ^{me} Babrauskiene Correspondance en: EN	Tél. (370-524) 96 921 Fax (370-524) 98 078

PAYS	ADRESSE	RESPONSABLE / E-MAIL	TÉL./ FAX
L	LCGB 12, rue du Château L-5516 Remich LUXEMBOURG	M. Nico Hoffman n.hoffman@ifes.lu Correspondance en: FR	Tél. (352) 26 66 131 Fax (352) 26 69 93 52
HU	MKSZSZ Liliom utca 34, III/5 HU-1094 BUDAPEST	M ^{me} Gabriella Lipka Baski mkszsz@axelero.hu Correspondance en: EN	Tél. (36-1) 21 68 134 Fax (36-1) 21 69 813
MT	CMTU – Confederation of Malta Trade Unions 9e, M.A. Vassalli street VALLETTA, Malta Malta Union of Teachers Teachers' Institute 213 Republic Street VALLETTA VLT 03, Malta	M. Anthony Micallef Debono cmtu@maltanet.net Contact: M. Joseph P. DeGiovanni gensec@mut.org.mt ou jpd@maltanet.net Correspondance en: EN	Tél. (356) 21 23 73 13 Fax (356) 21 25 01 46 Tél. (356) 21 23 78 15 Fax (356) 21 24 40 74
NL	CNV - Christelijk Nationaal Vakverbond Postbus 327 - 3990 GC Houten Prins Berhardweg 69 NL-3991 DE HOUTEN	M. Bart Bruggeman a.bruggeman@cnv.net Correspondance en: EN	Tél. (31-30) 634 83 48 Fax (31-30) 63 48 200
A	ÖGB - Österreichischer Gewerkschaftsbund Hohenstaufengasse 10-12 A-1010 VIENNE	M. Alexander Prischl alexander.prischl@oegb.at Correspondance en: DE	Tél. (43-1) 53 44 44 66/7 Fax (43-1) 53 44 44 01
PL	NSZZ Solidarnosc ul. Waly Piastowskie, 24 PL-80855 GDANSK	M. Bogdan Olszewski zagr@solidarnosc.org.pl Correspondance en: EN	Tél. (48-58) 30 84 232 Fax (48-58) 30 84 482
P	CGTP-IN Rua Victor Cordon, 1 P-1249-102 LISBOA	M. Augusto Praça helena.dias@cgtp.pt Correspondance en: FR	Tél. (351-213) 23 66 30 Fax (351-213) 23 66 98
SI	ZSSS – Association des syndicats libres de Slovénie Dalmatinova 4 SI-1000 LJUBLJANA	M ^{me} Metka Rokсандic metka.roksandic@sindikar-zsss.si Correspondance en: EN	Tél. (386-1) 43 41 234 Fax (386-1) 23 17 298
SK	KOZ – Confédération des syndicats de la République slovaque Fucikova 269 SK-92521 SLADKOVICO	M. Dusan Harvan dusan.harvan@ivosr.sk ou ivosr@ivosr.sk Correspondance en: EN	Tél. (421-31) 78 81 711 Fax (421-31) 78 81 710

PAYS	ADRESSE	RESPONSABLE / E-MAIL	TÉL./ FAX
FIN	SAK – Central Organisation of Finnish Trade Unions Hakaniemenranta 1 P.O. Box 157 – FIN-00531 HELSINKI	M. Jari-Pekka Jyrkänne jari-pekka.jyrkanne@sak.fi Correspondance en: EN	Tél. (358-9) 77 21 432 Fax (358-9) 77 21 447
S	TCO Sweden Linnégatan, 14 S-11494 STOCKHOLM	M ^{me} Jessica Mann jessica.mann@tco.se Correspondance en: EN	Tél. (46-08) 78 29 129 Fax (46-08) 78 29 310
UK	NATFHE 27 Britannia Street UK-WC1X 9JP LONDON	M. Paul Mackney pmackney@natfhe.org.uk Correspondance en: EN	Tél. (44) 20 75 20 32 24 Fax (44) 20 72 78 31 77

4. Représentants des organisations d'employeurs

Décision du Conseil du 6 mars 2003 (JO C 64 du 18.03.2003)

Décision du Conseil du 29 avril 2004 (JO C 116 du 30.04.2004, p. 14)

PAYS	ADRESSE	RESPONSABLE / E-MAIL	TÉL./ FAX
B	F.E.D.I.S. Rue Saint-Bernard 60 B-1060 BRUXELLES	M. Alfons de Vadder ad@fedis.be Correspondance en: FR	Tél. (32-2) 53 73 060 Fax (32-2) 53 94 026
CZ	Dalkia Morava a.s. 28. Rijna 152 CZ-70974 OSTRAVA 1	M ^{me} Denisa Neuwirthová denisa.neuwirthova@dalkia.cz Correspondance en: EN	Tél. (420-59) 66 09 130 Fax (420-59) 66 25 328
DK	Dansk Arbejdsgiverforening Vester Voldgade 113 DK-1709 COPENHAGEN V	M ^{me} Lise Skanting Vice-chairperson lisk@da.dk Correspondance en: EN	Tél. (45-33) 38 93 88 Fax (45-33) 93 08 42
D	Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände Haus der Deutschen Wirtschaft Breite Strasse 29, D-10178 BERLIN	M ^{me} Barbara Dorn b.dorn@bda-online.de Correspondance en: DE	Tél. (49-30) 20 33 17 01 Fax (49-30) 20 33 27 02/2705
EE	Confédération des employeurs d'Estonie Kiriku 6 EE-10130 TALLIN	M. Tarmo Kriis tarmo@etk.ee Correspondance en: EN	Tél. (372) 69 99 302 Fax (372) 69 99 310
EL	Titan Cement Company SA 22 A Halkidos Street GR-11143 ATHENS	M. Evangelos Boumis edb@titan.gr Correspondance en: FR	Tél. (30) 210 259 11 23 ou 259 58 95 Fax (30) 210 259 11 83

PAYS	ADRESSE	RESPONSABLE / E-MAIL	TÉL./ FAX
E	CEOE - Confederación Española de Organizaciones Empresariales Diego de León 50 E-28006 MADRID	M. Juan Maria Menéndez-Valdés Álvarez menendez@ceoe.es Correspondance en: EN	Tél. (34-91) 56 63 400 Fax (34-91) 41 11 982
F	MEDEF - Mouvement des Entreprises de France 55, avenue Bosquet F-75330 PARIS Cedex 07	M. Bernard Falck (JOC 317 du 22.12.2004) bfalck@medef.fr Correspondance en: FR	Tél. (33-1) 53 59 18 30 Fax (33-1) 53 59 18 34
IRL	European Centre of Entreprises with Public Participation and of Enterprises of General Economic Interest (CEEP Ireland) FAS Training Centre Wyattville road, Loughlingstown Dun Laoghaire, CO. DUBLIN – Ireland	M. Pat O'Toole pat.otoole@fas.ie Correspondance en: EN	Tél. (353-1) 27 20 304 Fax (353-1) 27 20 317
I			
CY	Cyprus Chamber of Commerce and Industry Leoforos Digeni 38 & Deligiorgi 3 P.O. Box 21455 CY-1509 NICOSIE	M. Leonidas Paschalides leonidap@ccci.org.cy Correspondance en: EN	Tél. (357) 22 88 98 40 Fax (357) 22 66 86 30
LV	Confédération des employeurs de Lettonie Vilandes Iela 12-1 LV-1010 RIGA	M ^{me} Elina Egle elina@lddk.lv Correspondance en: EN	Tél. (371-7) 22 51 62 Fax (371-7) 22 44 69
LT	Confédération des industriels de Lituanie Vienuolio Street 8 LT-2600 VILNIUS	M ^{me} Laura Sirvydiene social@lpk.lt Correspondance en: EN	Tél. (370-526) 26 629 Fax (370-521) 25 209
L	Chambre des Métiers du Grand Duché du Luxembourg BP 1604 Circuit de la Foire Internationale 2 L-1016 LUXEMBOURG	M. Ted Mathgen Direction@chambre-des-metiers.lu Correspondance en: FR	Tél. (352) 42 67 67 Fax (352) 42 67 87
HU	IPOSZ – Ipartestületek Országos Szövetsége – Association hongroise des corporations d'artisans Kálmán Imre u. 20. H-1054 BUDAPEST	M. Gábor Solti solti@iposz.hu Correspondance en: EN	Tél. (36-1) 35 43 150 Fax (36-1) 26 92 957

PAYS	ADRESSE	RESPONSABLE / E-MAIL	TÉL./ FAX
MT	Malta Federation of Industry Casa Leone – Pjazza Robert Samut FLORIANA VLT 15, Malta	M. Emanuel Said esaid@alliedconsultants.com.mt Correspondance en: EN	Tél. (356) 21 22 20 74 Fax (356) 21 24 07 02
NL	Hennipdreef 5 NL-2761 BA ZEVENHUIZEN	M. Jan Boersma compabel@globalxs.nl Correspondance en: EN	Tél. (31) 01 80 63 33 85 Fax (31) 01 80 63 49 25
A	Industriellenvereinigung Schwarzenbergplatz 4 A-1031 VIENNE	M. Gerhard Riemer g.riemer@iv-net.at Correspondance en: DE	Tél. (43-1) 71 13 52 360 Fax (43-1) 71 13 52 922
PL	Chambre de l'artisanat et de l'entreprise 6, Warszawska Street PL-15950 BIALYSTOK Izba Rzemieślnicza i Przedsiębiorczości Skr. poczt. 279	M. Josef Jacek Hordejuk hordejuk@rzemioslo.bialystock.pl Correspondance en: EN	Tél. (48-85) 74 35 403 Fax (48-85) 74 36 141
P	Direcção de Pessoal Transtejo - Transportes Tejo S.A. Rua Natalia Correia n° 1 R/C Esquerdo – P 2780-276 OEIRAS	M. José Sanchez Ramirez jose.ramirez@netcabo.pt Correspondance en: FR	Tél. (35) 12 14 43 14 72
SI	Chambre de commerce et l'industrie de Slovénie Dimiceva 9 – SI-1000 LJUBLJANA	M. Janez Dekleva janez.dekleva@gzs.si Correspondance en: EN	Tél. (386-1) 58 97 650 Fax (386-1) 56 55 920
SK	Association des employeurs des transports, postes et télécommunications de la République slovaque – ZZDPT SR Holekova 6 – SK-81104 BRATISLAVA	M. Daniel Hrdina hrd@zsdpt.sk Correspondance en: EN	Tél. (421-2) 52 44 27 45 Fax (421-2) 52 44 26 94
FIN	TT - Confederation of Finish Industry and Employers Eteläranta 10 FIN-00130 HELSINKI	M. Manu Altonen manu.altonen@tt.fi Correspondance en: EN	Tél. (358-9) 68 68 22 32 Fax (358-9) 68 68 22 85
S	Almega Blasieholmsg. 5 Box 16105 S-10322 STOCKHOLM	M. Gert Assermark Gert.Assermark@almega.se Correspondance en: EN	Tél. (46-08) 76 26 977 Fax (46-08) 76 26 849
UK	CBI - Confederation of British Industry Centre Point 103, New Oxford Street UK-WC1A IDU LONDON	M ^{me} Margaret Murray Margaret_Murray@cbi.org.uk Correspondance en: EN	Tél. (44) 20 73 79 74 00 Fax (44) 20 72 40 82 87

5. Représentants de la Commission européenne

(JO C 88 du 25.03.2000)

Décision du Conseil du 29 avril 2004 (JO C 116 du 30.04.2004, p. 14)

RESPONSABLE	ADRESSE	TÉL./FAX/E-MAIL
M. Klaus van der Pas	DG Éducation et culture Directeur général Commission européenne – Bureau VMA 6/34 B-1049 BRUXELLES	Tél. (32-2) 29 68 308 ou 29 96 670 Correspondance en: EN
M. Michel Richonnier	DG Éducation et culture Vice-président – Directeur Commission européenne Bureau B7 - 08/55 B-1049 BRUXELLES	Tél. (32-2) 29 50 973 Fax (32-2) 29 94 153 michel.richonnier@cec.eu.int Correspondance en: FR
M. Gordon Clark	DG Éducation et culture Chef de l'unité B1 Commission européenne – Bureau B7-5/42 B-1049 BRUXELLES	Tél. (32-2) 29 62 929 Fax (32-2) 29 57 830 gordon.clark@cec.eu.int Correspondance en: EN
M. Peter Baur	DG Éducation et culture Commission européenne Bureau B7-3/35 B-1049 BRUXELLES	Tél. (32-2) 29 94 208 Fax (32-2) 29 57 830 peter.baur@cec.eu.int Correspondance en: EN, DE

6. Observateurs

PAYS	ADRESSE	RESPONSABLE / E-MAIL	TÉL./ FAX
B	UNICE Avenue de Cortenbergh, 168 B-1000 BRUXELLES	M ^{me} Jeanne Schmitt js@unice.be Correspondance en: EN, FR	Tél. (32-2) 23 76 537 Fax (32-2) 23 11 445
B	Confédération européenne des Syndicats 5, boulevard du Roi Albert II B-1210 BRUXELLES	M. Joël Decaillon jdecaillon@etuc.org Correspondance en: FR	Tél. (32-2) 22 40 447 Fax (32-2) 22 04 54/55
IS	Ministry of Culture and Education Division of Curriculum Planning Solvholsgata 4 IS-150 REYKJAVIK	M ^{me} Krístrun Isaksdóttir kristrun.isaksdottir@mrn.stjr.is Correspondance en: EN	Tél. (354) 54 59 500 Fax (354) 56 03 068
NO	Royal Ministry of Education, Research and Church Affairs PO Box 8119 DEP. Regjeringskvartalet - Akersgaten 44 N-0032 OSLO	M ^{me} Kristin Evensen kristin.evensen@kuf.dep.no Correspondance en: EN	Tél. (47) 22 24 77 16 Fax (47) 22 24 27 15
NO	Confederation of Norwegian Business and Industry P.O. Box 5250 - Major Stua N-0303 OSLO	M. Helge Halvorsen helge.halvorsen@nho.no Correspondance en: EN	Tél. (47) 23 08 81 25 ou (47) 23 08 80 00 Fax (47) 22 69 55 93
NO	Norwegian confederation of Trade Unions Youngsgate 11 N-0303 OSLO	M. Per Syversen psyversen.lo@loit.no Correspondance en: EN	Tél. (47) 23 06 17 11 ou 23 06 10 50 Fax (47) 23 06 17 53

ANNEXE 6

Progrès réalisés dans la coopération avec l'ETF et stratégies ETF-Cedefop sur les pays candidats

Progrès réalisés dans la coopération ETF-Cedefop

1. Conformément au *Cadre de coopération entre le Cedefop et l'ETF au cours du processus d'élargissement* ⁽¹⁾, les deux agences ont aidé les nouveaux États membres et les pays candidats à se familiariser avec l'évolution de la politique communautaire en matière d'éducation, de formation et d'apprentissage tout au long de la vie. C'est là depuis longtemps une priorité de l'ETF et l'une des principales activités du Cedefop. Les priorités, la planification et les méthodes des travaux conjoints des deux agences depuis septembre 2003 étaient axées sur l'adhésion des 10 nouveaux États membres le 1^{er} mai 2004.
2. Avant mai 2004, la coopération entre les deux agences s'était intensifiée au cours des neuf mois précédents pour parachever la mise en œuvre de la «stratégie sortie/entrée». Un rapport de synthèse conjoint sur les progrès réalisés dans cette coopération en 2003-2004 a été élaboré en juin 2004 pour le Parlement européen. Les deux agences coopèrent étroitement pour prêter leur concours technique et scientifique à la Commission dans la mise en œuvre d'une coopération européenne renforcée dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels (processus de Copenhague) et dans ses efforts pour mettre en œuvre le programme de travail «Éducation et formation 2010».
3. Depuis le 1^{er} mai 2004, les deux agences ont reconnu la nécessité que l'ETF continue à fournir au Cedefop, le cas échéant, son expertise et son soutien. Afin de parfaire l'intégration dans les réseaux du Cedefop, la coopération s'est poursuivie dans les domaines suivants: assistance dans l'établissement de réseaux consacrés à des aspects thématiques tels que ReferNet, TTnet, Skillsnet, etc.
4. Les deux agences et Eurydice ont coopéré étroitement pour assurer la compatibilité des structures de rapports. Ce travail est étroitement lié au Système de gestion des connaissances (KMS) élaboré par le Cedefop.
5. Les développements intervenus dans les nouveaux États membres et les pays candidats ont été évoqués notamment dans le troisième rapport sur la

(1) http://www.Cedefop.eu.int/download/current_act/Cedefop_etf_0601.doc

recherche européenne en FEP, consacré à l'évaluation et à l'impact de la FEP (publié par le Cedefop), ainsi que dans des contributions de l'ETF et de chercheurs des pays concernés.

6. Le 13 septembre 2004 a eu lieu à Turin un séminaire Cedefop-ETF d'échange de connaissances destiné à mieux mettre au courant l'équipe de l'ETF des tendances existant dans les États membres de l'UE pour certains thèmes choisis et à la familiariser avec les activités, les produits et les services du Cedefop. Plusieurs projets du Cedefop en rapport avec les attributions des deux agences ont été présentés, ainsi qu'une large vue d'ensemble de l'évolution actuelle et future de la FEP dans l'UE-25. Les experts du Cedefop ont présenté leurs principaux projets, par exemple KMS/eKnowVet, SkillsNet, apprentissage au poste de travail et Cadre de qualifications, et présenté certains aspects prioritaires de la FEP au niveau européen. À titre de suivi, la décision a été prise d'organiser en 2005 deux séminaires thématiques d'échange de connaissances, l'un sur la *formation à l'employabilité et à l'entrepreneuriat* et l'autre sur le *DRH*.
7. Lors de sa réunion du 14 septembre 2004 à Turin, le groupe de travail conjoint ETF-Cedefop (GTC) a discuté du Programme de travail conjoint 2005 et de la coopération future des deux agences avec les pays candidats. Un document stratégique sur la familiarisation des pays candidats jusqu'à leur adhésion a été utilisé en tant que cadre à la coopération future des deux agences. Tous les points soulignés lors de cette réunion figuraient à l'Annexe V du Programme de travail 2005 du Cedefop.
8. Suite au travail du groupe, un expert de l'ETF a été invité le 20 septembre 2004 à la conférence eSkills. Il s'agissait là d'un premier pas vers une coopération des deux agences dans les domaines du *e-learning* et des *e-skills*. Un expert du Cedefop a été désigné pour fournir son assistance à l'ETF et au gouvernement roumain pour la rédaction de la nouvelle loi sur l'apprentissage. Le Cedefop a mis à la disposition de l'ETF les dossiers sur l'apprentissage, constituant un exemple de bonnes pratiques et une orientation pour la nouvelle loi roumaine.
9. M. Mircea Badescu, END à l'ETF, a assisté à la dernière réunion du ReferNet les 11 et 12 octobre 2004 à Thessalonique. Pendant sa visite au Cedefop, il a été mis au courant des détails techniques de la base eKnowVet en vue du travail conjoint ETF-Cedefop sur cette base de données, essentiellement en ce qui concerne les rapports des pays candidats et les indicateurs clés. Cette visite a également constitué une occasion de définir et d'arrêter conjointement la version finale de la communauté virtuelle et du site web conjoints prévus pour fournir de l'assistance aux nouveaux États membres et aux pays candidats.
10. Le ministère roumain de l'éducation et de la recherche a invité le Cedefop à apporter une contribution à la conférence finale du projet Phare EFTP RO, organisée les 24 et 25 septembre à Eforie (Roumanie) sous le titre *Atteindre les objectifs de Lisbonne pour 2010: la contribution de l'EFTP en Roumanie*. Les conclusions de la conférence ont mis en évidence les grands domaines qui ont connu des changements et des

réformes de grande importance: élaboration des programmes d'enseignement, formation des enseignants et gestionnaires, gestion des écoles et développement de la capacité stratégique des écoles à répondre aux besoins du marché local et régional du travail. Plusieurs réunions ont eu lieu entre des représentants du Cedefop et de l'ETF et des interlocuteurs roumains pour cerner les priorités essentielles sur lesquelles devrait se concentrer un effort conjoint d'assistance à la Roumanie pour l'amélioration de son système de FEP. Les aspects généralement retenus étaient: *ReferNet et rapports, TTnet, Skillsnet, Cadre de qualifications et Apprentissage*.

11. Le Directeur adjoint du Cedefop a été invité à prononcer une allocution de fond lors d'une importante conférence sur l'apprentissage tout au long de la vie qui s'est tenue à Sofia, Bulgarie, le 8 octobre 2004. Il a rencontré à cette occasion des représentants de haut niveau de plusieurs administrations: ministère de l'éducation et des sciences, ministère du travail et de la politique sociale, Agence nationale de la FEP, Centre de DRH, etc., afin de déterminer ensemble les grandes questions pour lesquelles le pays aura besoin d'un soutien intensif de la part du Cedefop et de l'ETF dans le cadre de la préparation de son adhésion à l'UE (probablement en 2007). Les domaines de la FEP retenus comme prioritaires pour la familiarisation de la Bulgarie avec les développements en cours dans l'UE étaient: *ReferNet, Orientation, TTnet, Qualité dans la FEP, Reconnaissance des qualifications (notamment non formelles) et*

Apprentissage. Cette liste a par ailleurs été confirmée lors d'une discussion avec l'expert de l'ETF longtemps responsable de la Bulgarie, qui assistait également à cette conférence.

12. Enfin, le Cedefop a accepté une invitation à assister à la Conférence de lancement de l'Agence nationale turque nouvellement mise en place (pour Socrates, Leonardo da Vinci et Jeunesse), qui s'est tenue du 7 au 9 octobre 2004 à Istanbul. La contribution du Cedefop portait sur les visites d'étude. Suite à cette manifestation, le Cedefop recevra une délégation turque la dernière semaine de novembre 2004 pour la mettre au courant des activités du Cedefop, et notamment du programme de visites d'étude.

Stratégies ETF/Cedefop pour les pays candidats

13. Le cadre de la coopération ETF-Cedefop en ce qui concerne les pays candidats est financé sur le nouveau budget Phare adopté par la Commission/DG ENLG en septembre 2004. Le budget est exclusivement affecté à la familiarisation de la Roumanie et de la Bulgarie, pour la période 2004-mars 2006. Les conclusions des discussions approfondies menées lors de la dernière réunion du GTC sur le Programme de travail conjoint 2005, associées aux résultats des consultations susvisées en Roumanie et en Bulgarie, fournissent une base solide pour la préparation d'un programme réaliste, plus détaillé et cohérent de familiarisation de ces pays.

14. La Commission examinera début 2005 un soutien financier pour la familiarisation de la Croatie et de la Turquie. Au cours de 2004, l'ETF et le Cedefop ont fourni leur appui à ces deux pays au sein des cadres de coopération existants.
15. Plus concrètement, le Cedefop continuera d'exploiter l'expérience de l'ETF pour accélérer la participation des pays candidats aux activités suivantes: compatibilité des structures de rapports, statistiques et indicateurs, appui à la coopération entre chercheurs. L'ETF et les pays candidats auront davantage de possibilités d'être associés au Cedefop par la *Revue européenne «Formation professionnelle»*, les contributions à *Cedefop Info*, les conférences Agora et le réseau sur la détection précoce des besoins de qualifications en Europe, et la participation des pays candidats au programme de visites d'étude Leonardo da Vinci (l'ETF continuera d'apporter un soutien à la participation active des pays candidats au programme sous la forme de contacts appropriés).
16. Plus spécifiquement, les deux agences continueront également à travailler ensemble dans les domaines suivants: apprentissage tout au long de la vie (LLL), initiatives de validation de l'apprentissage non formel et informel, qualité dans la FEP, orientation et conseil. D'autres domaines de coopération, tels que la mobilité et la compétence sectorielle, seront traités comme domaines prioritaires supplémentaires relevant de la coopération renforcée issue de Copenhague/Maastricht. Enfin, l'ETF continuera, avec le Cedefop, à assister les pays candidats dans la mise en œuvre de l'Europass.

ANNEXE 7

Exécution générale du budget 2004

Exécution globale provisionnelle du budget

	Budget	Engagé	Exécution en % du budget
Titre 1 (Personnel)	9 242 650	9 054 220	97,96
Titre 2 (Investissement immeuble, équipement)	1 395 350	1 314 158	94,18
Titre 3 (Dépenses opérationnelles)	5 234 000	5 233 888	100,00
Budget total UE-25 (UE-15 + 1 000 000)	15 872 000	15 602 265	98,30

Exécution par ligne budgétaire (listage du 19 janvier)

	Budget	Engagé	Exécution en % du budget
3000 (Documentation)	583 041	583 030	100,00
3001 (Informatique)	145 833	145 833	100,00
3010 (Diffusion de l'information)	769 577	769 576	100,00
3020 (Réseaux + réunions) – bloqué	502 400	502 365	99,99
3021 (Interprétation)	204 327	204 326	100,00
3030 (Contrats, études pilotes et projets)	1 235 862	1 235 862	100,00
3040 (Traduction)	567 000	567 000	100,00
3050 (Conseil d'administration)	120 960	120 960	100,00
3060 (Visites d'étude)	1 105 000	1 104 936	99,99
Budget total UE-25 (UE-15 + 300 000)	5 234 000	5 233 888	100,00

Cedefop
(Centre européen pour le développement de la formation professionnelle)

Rapport annuel 2004

Cedefop

Luxembourg:
Office des publications officielles des Communautés européennes

2005 – VI, 109 p. – 17 x 24 cm

ISBN 92-896-0346-1

N° cat.: TI-AB-05-001-FR-C

Gratuit – 4049 FR –

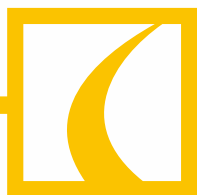
Rapport annuel 2004

04

05

16

TI-AB-05-001-FR-C



Centre européen pour le développement
de la formation professionnelle

Europe 123, GR-570 01 Thessaloniki (Pylea)
Adresse postale: PO Box 22427, GR-551 02 Thessaloniki
Tél. (30) 23 10 49 01 11, Fax (30) 23 10 49 00 20
E-mail: info@cedefop.eu.int
Page d'accueil: www.cedefop.eu.int
Site web interactif: www.trainingvillage.gr

Gratuit – Disponible sur demande adressée au Cedefop 4049 FR



Office des publications

Publications.eu.int

ISBN 92-896-0346-1



9 789289 160346 1 >